



Assemblée nationale

journal des Débats

Deuxième session — 31^e Législature

Le mardi 1er novembre 1977

Vol. 19 — No 110

Président: M. Clément Richard

Table des matières

Rapport du greffier en loi sur le projet de loi no 200— Loi modifiant la charte de la ville de Montréal.	3797
Projets de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 72—Loi concernant la nomination des juges municipaux sup- pléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires	3798
Première lecture.	3798
Projet de loi no 68— Loi modifiant la Loi du ministère des Affaires culturelles Première lecture.	3798
Projet de loi no 200— Loi modifiant la charte de la ville de Montréal Première lecture.	3798
Motion de renvoi à la commission des affaires municipales.	3799
Dépôt de documents	
Rapport de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles.	3799
Questions orales des députés	
Activités de la Gendarmerie royale au Québec.	3799
Mise en tutelle de la Commission scolaire Outaouais-Hull.	3806
Enquête sur l'affaire Marion.	3808
Motion pour faire siéger la commission permanente de la présidence du conseil	
Vote sur la motion.	3810
Avis de mini-débat sur l'affaire Marion.	3810
Projet de loi no 62— Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec	3811
Troisième lecture.	3811
Projet de loi no 58— Loi concernant la Bourse de Montréal	
Troisième lecture.	3811
Projet de loi no 67— Loi sur l'assurance automobile	
Deuxième lecture (suite).	3812
M. Serge Fontaine.	3812
M. Fabien Roy.	3817
M. Gérard-D. Levesque.	3821
M. Henri Laberge.	3824
M. Raymond Mailloux.	3827
M. Fernand Lalonde.	3829
M. William Frederic Shaw.	3832
Motion de report à six mois.	3834
Mme Lise Payette.	3835
M. Noël Saint-Germain.	3835
M. André Marchand.	3836
M. Guy Chevette.	3839
M. Michel Le Moignan.	3841
M. Fernand Lalonde.	3841
M. Bertrand Goulet.	3842
M. George Springate.	3844
M. Julien Giasson.	3845
M. Fabien Roy.	3847
Mini-débat sur l'affaire Marion	
M. Fernand Grenier.	3848
M. Marc-André Bédard.	3849
Ajournement.	3849

L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances

Adresse: Service des Documents Parlementaires

Assemblée nationale

Hôtel du Gouvernement, Québec

G1A 1A7

Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762

Le mardi 1er novembre 1977

(Quinze heures douze minutes)

M. Richard (**président**): A l'ordre, mesdames et messieurs!

Affaires courantes.
Dépôt de rapports de commissions élues.
Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Rapport sur le projet de loi no 200

M. Burns: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport du greffier en loi relativement au projet de loi no 200; le projet est conforme et l'avis est apparemment suffisant. Je dépose l'avis. Il s'agit du projet de loi no 200, Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal.

M. Lavoie: Juste une question.

Le Président: M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Vous croyez que cela ne demande pas une motion de la Chambre pour suspendre les règles ou quoi? Est-ce que ce projet de loi avait été déposé avant l'ouverture de la session?

M. Burns: Je ne dépose pas le projet de loi; je dépose l'avis du greffier.

M. Lavoie: Est-ce que le greffier en loi nous demande de suspendre les règles?

M. Burns: Pas du tout. L'avis est suffisant, conforme, tout à fait normal. Il n'y a pas de problème. Le projet de loi a été déposé au secrétariat des commissions le 7 octobre. Il y a eu des publications que je vous cite: dans la Gazette officielle du Québec, les 15, 22 et 29 octobre 1977, le quatrième avis devant être publié le 5 novembre; dans le Journal de Montréal, les 7, 14, 21 et 28 octobre; dans The Montreal Star, les 7, 22 et 28 octobre, le quatrième avis devant être publié le 4 novembre. La preuve de publication a été soumise au bureau du greffier.

M. Lavoie: M. le Président, si j'ai bien compris, le projet de loi a été déposé au secrétariat des commissions au mois d'octobre. A moins qu'on n'ait eu une motion — je ne sais pas si elle existe — générale, l'article premier des règles de pratique concernant les projets de loi privés, qui apparaît en appendice à notre règlement, dit bien: "Un exemplaire du projet de loi doit être déposé au secrétariat des commissions avant le jour de l'ouverture de la session" qui remonte au mois de mars. "Les documents dont il est fait mention dans le projet de loi doivent être déposés avec celui-ci". Je pense qu'il faudrait une motion pour suspension des règles.

M. Burns: Je ne le pense pas.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je pense bien que...

M. Burns: Je ne le pense pas.

M. Lavoie: Voulez-vous vous expliquer?

M. Levesque (Bonaventure): Voyons!

M. Lavoie: Eclairez la Chambre.

M. Burns: Oui. Je vais éclairer la Chambre simplement en vous disant que les règles de pratique auxquelles... Un instant.

Voulez-vous qu'on prenne un peu de temps pour examiner cela? On va en parler entre leaders parlementaires, mais je ne pense pas... Je n'ai pas l'intention d'ouvrir un débat là-dessus. J'ai nettement l'impression qu'il y a une espèce d'incompréhension relativement au dépôt éventuel de ce projet de loi. Cela me fera plaisir d'en discuter avec les leaders de l'Opposition, éventuellement.

M. Lavoie: Il n'est pas question de soulever de débat, c'est même un signe de notre collaboration. Je suis totalement d'avis, avec mon collègue de droite et tous les autres, qu'il faut nécessairement une motion. Nous offrons notre collaboration. Que le leader du gouvernement fasse cette motion et nous allons l'adopter. C'est dans un esprit de collaboration, pour que les travaux se poursuivent au moins suivant le règlement de l'Assemblée nationale.

M. Burns: Si cela peut aider nos travaux, je vais faire la motion. Je fais motion pour que les règles de la Chambre soient mises de côté relativement au projet de loi no 200 quant à son acceptation à l'Assemblée nationale. On pourra en discuter, d'autre part, entre leaders parlementaires par la suite.

M. Lavoie: Il ne faudrait pas suspendre toutes les règles, uniquement les règles de pratique.

Une Voix: Vous n'êtes plus président!

M. Lavoie: Mais j'apporte ma contribution!

Une Voix: Ah, ah!

Le Président: Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Lavoie: La suspension des règles de pratique et non pas les règles générales!

Le Président: Oui, si j'ai bien compris, il s'agit de suspendre les règles de pratique pour la présentation des projets de loi privés, spécialement la règle de pratique prévue à l'article 1.

M. Lavoie: Pour ce projet de loi-là seulement!

Le Président: Pour le projet de loi modifiant la charte de la ville de Montréal.

Est-ce que cette motion sera adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

M. Levesque (Bonaventure): Adopté.

Le Président: Adopté.

Une Voix: Merci de votre collaboration!

Le Président: Rapport déposé.

Présentation de motions non annoncées.
Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: Article h).

Projets de loi au nom du gouvernement

Projet de loi no 72

Première lecture

Le Président: M. le ministre de la Justice propose la première lecture du projet de loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires. Il s'agit du projet de loi no 72.

M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Je propose donc, pour adoption, la Loi concernant la nomination des juges municipaux suppléants et modifiant la Loi des poursuites sommaires. Le présent projet de loi simplifie les modalités de la nomination d'un juge municipal suppléant par le ministre de la Justice et permet l'appel à la Cour d'appel sur des questions de droit en matière d'infractions aux règlements municipaux.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Burns: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. Burns: Article i), M. le Président, s'il vous plaît.

Projet de loi no 68

Première lecture

Le Président: M. le ministre des Affaires cul-

turelles propose la première lecture du projet de loi modifiant la Loi du ministère des Affaires culturelles. Il s'agit du projet de loi no 68.

M. le ministre des Affaires culturelles.

M. O'Neill: M. le Président, le projet de loi no 68 modifie la Loi du ministère des Affaires culturelles. Ce projet traite de la signature des documents engageant le ministère et pouvant être attribués au ministre.

Le Président: Est-ce que cette motion de première lecture sera adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: La deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Projet de loi no 200

Première lecture

M. Burns: M. le Président, nous avons aujourd'hui, en avis, une motion dont on vient de traiter, relativement au projet de loi de la ville de Montréal. Si nous avons le consentement de la Chambre, on pourrait déposer le projet de loi en première lecture pour ensuite le déférer à la commission des affaires municipales.

M. Lavoie: Dans un sens continu de collaboration, nous donnons notre consentement.

Une Voix: Bravo!

M. Burns: M. le Président, je vous demanderais donc d'appeler le projet de loi qui est inscrit au feuillet au nom du député de Viau, pour la première lecture relativement au projet de loi no 200.

Le Président: Le député de Viau propose la première lecture de la Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal, qui est la loi privée no 200.

M. le député de Viau.

Des Voix: Discours.

Le Président: Cette motion de première lecture sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Le Secrétaire adjoint: Première lecture de ce projet de loi.

Le Président: Deuxième lecture à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

**Motion de renvoi à la
commission des affaires municipales**

M. Burns: Non, M. le Président, je fais motion pour que ce projet de loi soit déféré à la commission des affaires municipales pour étude article par article, après la première lecture, comme normalement cela se fait dans un projet de loi privé. Je donne avis également en même temps à la Chambre que cette commission siégera le 8 novembre à dix heures, et j'en fais motion.

Le Président: Cette motion sera-t-elle adoptée?

M. Lavoie: Motion de renvoi. Adopté.

Le Président: Déclarations ministérielles.
Dépôt de documents.

Je vois que M. le ministre de l'Agriculture devait faire un dépôt de document.

M. le leader parlementaire du gouvernement...

DÉPÔT DE DOCUMENTS

**Rapport de la Commission administrative
des régimes d'assurance-stabilisation
des revenus agricoles**

M. Burns: Au nom du ministre de l'Agriculture, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1976 de la Commission administrative des régimes d'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

M. Lavoie: C'est un bon ministre de l'Agriculture.

Le Président: Rapport déposé.

Avant la période de questions, je pense que personne ne me tiendra rigueur de souligner la présence d'un ancien membre de l'Assemblée nationale, en l'occurrence il s'agit de M. Charles Tremblay.

Période de questions orales.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

**Activités de la Gendarmerie royale
au Québec**

M. Lalonde: M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Je voudrais savoir, devant la révélation par le Solliciteur général du Canada, et les media, de faits extrêmement troublants sur le comportement de certains membres de la Gendarmerie royale du Canada, de faits qui, s'ils étaient prouvés, seraient carrément des actes criminels, premièrement, si le ministre de la Justice a l'intention de poursuivre les enquêtes pour les faits révélés qui auraient eu lieu au Québec.

Deuxièmement, comme je le lui avais suggéré, ici, il y a quelques mois, a-t-il l'intention d'élargir

le mandat de l'enquête Keable pour lui permettre de connaître de ces nouveaux faits? Est-il nécessaire, M. le Président, d'ajouter qu'en ce qui me concerne, alors que j'étais Solliciteur général du Québec, pendant un peu plus de douze mois, aucune connaissance de ces faits ne nous était parvenue.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: J'admettrai avec le député de Marguerite-Bourgeoys que les faits présentement portés à l'attention de la population et à celle du Procureur général du Québec sont des faits extrêmement troublants. Ce qui est encore plus troublant, dans le contexte, c'est l'attitude de complaisance, de justification ou d'excuse adoptée par le premier ministre fédéral et le Solliciteur général à l'endroit de ces actes illégaux vis-à-vis d'un parti politique dûment reconnu à l'Assemblée nationale et dont la démarche — les citoyens l'ont reconnu le 15 novembre — est démocratique.

Cette attitude de complaisance du premier ministre fédéral et du solliciteur est très inquiétante — je suis convaincu que le député de Marguerite-Bourgeoys sera d'accord avec moi là-dessus — puisqu'une telle attitude où on remet en question le principe que les policiers, en quelque travail qu'ils fassent, se doivent de respecter la loi peut quand même conduire à des abus de toutes sortes. C'est la porte ouverte à tous les abus. De toute façon, c'est intolérable dans le système démocratique que nous sommes supposés vivre, surtout de la part des autorités fédérales qui, depuis quelque mois, essaient de poser aux seuls défenseurs des droits et libertés individuels.

Ce qui est très important aussi, c'est que ces révélations remettent en lumière la nécessité, que j'exprimais au mois de janvier dernier, de savoir quelles sont exactement les activités que la Gendarmerie royale fait ici au Québec et également la nécessité de plus en plus grande maintenant, étant donné les circonstances, et je dirais même l'urgence qu'il y ait un contrôle provincial sur les activités et les opérations policières qui ont lieu sur le territoire du Québec par quelque corps policier que ce soit, provincial ou fédéral.

Je puis vous dire qu'il est évident que les enquêtes vont se poursuivre suite aux éléments qui ont été portés à notre connaissance par le Solliciteur général. Ces éléments sont d'ailleurs déjà, aux fins de poursuite de l'enquête, entre les mains de la Sûreté du Québec. Est-ce qu'il y aura lieu, étant donné le rythme des révélations, de penser à un moyen plus expéditif de faire enquête? C'est ce que nous évaluons présentement. Autrement dit — cela répond à la dernière question du Solliciteur général — nous sommes en train d'évaluer la possibilité peut-être de référer ces enquêtes à la commission Keable.

Maintenant, il est évident que si telle était notre décision, il faudrait en venir à la décision d'élargir le mandat, décision sur laquelle nous ne nous sommes pas arrêtés au moment où je vous parle.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle, M. le Président, au ministre de la Justice. Est-ce que le ministre de la Justice qui vient de parler de libertés individuelles — je suis heureux de l'entendre parler de cela, particulièrement à la suite des mois récents que nous avons vécus, et où il semblait moins préoccupé par ces libertés — ...

M. Charbonneau: Vous n'avez de leçons à donner à personne.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, puis-je demander au ministre de la Justice, alors que nous avons toujours été préoccupés par la division des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, s'il ne croit pas qu'il serait temps de bien situer l'appareil policier et ses relations avec l'exécutif, d'une part, et avec le pouvoir judiciaire, d'autre part?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Je crois certainement qu'il est temps de situer ces pouvoirs et qu'il y a, dans ce domaine, un problème d'urgence de la part du fédéral. Il faudrait vraiment qu'il fasse une réflexion très approfondie sur cet aspect de la question soulevée par le leader de l'Opposition. Il est important, aussi, de déterminer quelles sont les fonctions policières, une fois pour toutes, au Québec, et c'est avec cette préoccupation que j'avais pris la décision de continuer les travaux du groupe de travail Saulnier afin d'entendre l'ensemble des corps policiers du Québec et toute personne intéressée afin de pouvoir, effectivement, déterminer et préciser quelles devraient être les fonctions policières, d'une part, et, également, il y aura cette nécessité et cette urgence d'une réflexion pour situer quels sont les pouvoirs, les relations qui doivent exister entre les forces policières et l'exécutif.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, en réponse à ma question, tantôt, le ministre de la Justice se posait la question à savoir s'il devait déferer les enquêtes à la commission Keable. Je voudrais savoir s'il consentirait non pas à déferer les enquêtes sur les faits déjà connus, mais à élargir le mandat de façon que la population soit quand même assez rassurée sur le comportement de ses policiers.

On sait jusqu'à quel point le travail de policier est difficile. Il ne s'agit pas de les condamner généralement d'avance. A chaque fois qu'on nous révèle ou que vient à la connaissance des autorités de tels faits. Il semble que ce doivent être les derniers, mais qu'il y en a toujours d'autres. Est-ce que ce ne serait pas l'occasion rêvée actuellement — le contexte, je pense, s'y prête — d'élargir le mandat de la commission Keable pour faire enquête sur le comportement, non seulement de la

GRC, mais aussi des corps policiers en général en ce qui concerne le respect des droits et surtout du Code criminel?

Le Président: M. le ministre.

M. Bédard: Si vous me permettez une réponse un peu plus longue sur ce sujet, M. le Président. J'ai dit tout à l'heure que justement nous étions en réflexions. Nous devons en arriver à une décision, et ce rapidement, sur l'à-propos de référer tous ces cas qui nous sont acheminés par le Solliciteur général à la commission Keable, parce qu'il y a lieu. Je crois qu'une enquête élaborée est nécessaire de manière que tous les maillons de la chaîne puissent être mis en lumière et que nous ne soyons pas dans l'obligation, en procédant autrement, de ne prendre des décisions qu'en fonction de ceux qui ont obéi à des ordres.

Je pense qu'il est nécessaire qu'une enquête s'interroge afin que, si des accusations doivent être portées, elles le soient pas seulement contre ceux qui ont obéi à des ordres, mais contre ceux qui ont donné des ordres. C'est plus important. D'ailleurs, je pense que c'est d'autant plus important — vous me permettrez d'être un petit peu long — qu'il y a plusieurs hasards qu'on ne peut faire autrement que de constater dans tout le déroulement de cette situation qui fait que, je dirai, assez régulièrement des infractions criminelles, des actes criminels commis par la GRC soient portés à l'attention du ministre de la Justice.

Dans le déroulement de la commission Keable, il y a certains hasards sur lesquels il faut s'interroger. Entre autres, les 12, 13 et 14 octobre dernier, la commission Keable devait entendre à huis clos les agents de la Gendarmerie royale du Canada.

Les avocats du Solliciteur général du Canada et ceux de la GRC ont soulevé toutes sortes d'objections qui ont eu pour effet de retarder le témoignage des agents de la GRC devant la commission. Moins d'une semaine plus tard, le 19 septembre dernier, le Solliciteur général du Canada, M. Fox, m'avisait que la GRC aurait commis deux autres actes illégaux au Québec, soit un vol de dynamite et un incendie criminel. Il est important de souligner que M. Fox avait référé ces deux actes illégaux à la commission fédérale dès le 15 juillet et qu'il a attendu plus de deux mois avant de m'en parler.

Des Voix: Ah, ah, ah!

M. Bédard: Par hasard, il arrive que c'était quelques jours après que les agents de la GRC eurent été appelés devant la commission Keable et qu'on eut réussi à retarder leur témoignage. Il y a aussi un autre hasard. Le 20 octobre dernier, la commission demandait à un agent de la GRC, lors d'une audience publique, s'il avait participé à d'autres actes illégaux et si ses subordonnés avaient, eux aussi, participé à d'autres actes illégaux. Il est arrivé le même scénario, à savoir une nouvelle objection de la part des avocats de la GRC et du Solliciteur général du Canada. Une se-

maine plus tard, vendredi dernier, M. Fox annonçait que la GRC avait volé les listes des membres du Parti québécois en commettant l'acte illégal que nous connaissons présentement. Dans le même cas que celui que je viens de citer, le hasard fait que l'agent de la GRC en question devait comparaître à nouveau devant la commission quelques jours plus tard, c'est-à-dire aujourd'hui.

Un troisième hasard, la veille de la nouvelle comparution de la GRC devant la commission Keable, soit hier, les détails des deux opérations illégales dont j'ai parlé tout à l'heure ont été rendus publics par suite d'une fuite venant d'un journal d'Ottawa.

C'est peut-être une série de hasards, j'en conviens. Mais j'espère que la commission Keable va continuer à faire du bon travail et va continuer à contrôler les hasards comme elle l'a si bien fait jusqu'à présent. Mais, je ne puis faire autrement que de m'étonner que ce n'est que pressé par les événements qu'on en arrive à révéler un nouvel acte criminel commis par la Gendarmerie royale, à la connaissance du ministre de la Justice. C'est seulement quelque temps, pour ne pas dire quelques minutes ou quelques heures, avant qu'on ne l'annonce officiellement que ces informations sont portées à la connaissance du public alors qu'il y a une pression très grande qui est faite, celle que j'ai essayé de décrire par les différents hasards que j'ai mentionnés.

M. Lalonde: M. le Président.

Le Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Est-ce que le ministre de la Justice...

Une Voix: Etes-vous contre la Gendarmerie royale?

M. Lalonde: Est-ce que le ministre de la Justice s'est informé auprès du Solliciteur général du Canada s'il y a d'autres faits à sa connaissance pour éviter cette espèce de série au compte-gouttes telle que décrite par le ministre de la Justice actuellement? Est-ce que le ministre de la Justice s'est enquis auprès du Solliciteur général s'il n'aurait pas en sa connaissance, maintenant, tous les faits, de lui déballer tout ce qu'il connaît maintenant, au lieu de dévoiler ce scénario au compte-gouttes?

M. Bédard: Il est évident que le Solliciteur général sait que c'est son devoir — ce n'est pas le fait que je sois intéressé ou non — de porter, et ce le plus rapidement possible, à l'attention du ministre de la Justice toutes les opérations illégales qui auraient pu être commises par la GRC sur le territoire du Québec. Entre vous et moi...

M. Lalonde: On n'est pas entre nous.

M. Bédard: Si on peut dire! Même si une telle question était posée, jusqu'à maintenant, à main-

tes reprises, il y a eu des déclarations tant de la part du premier ministre fédéral que de la part du Solliciteur général à l'effet qu'il n'y avait pas d'autres actes illégaux, pour ensuite se retrouver dans la situation d'être obligés d'annoncer qu'il y en avait d'autres, actes illégaux, qui avaient été commis par la gendarmerie.

Le Président: M. le chef de l'Opposition.

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle.

M. Bédard: Est-ce qu'il y en a d'autres?

M. Levesque (Bonaventure): Question additionnelle au ministre de la Justice.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, vous avez la parole.

M. Levesque (Bonaventure): Le ministre de la Justice sait que, d'après l'article 92 de la constitution, le Québec a pleine juridiction sur l'administration de la justice. Devant ces responsabilités qui sont celles du ministre de la Justice — il ne peut pas dire que les pouvoirs sont ailleurs; c'est lui qui a ces pouvoirs-là — quelles sont ses intentions devant la révélation de ces faits quant à situer l'appareil policier, que ce soit la Gendarmerie royale, que ce soit le service de police de la CUM ou la Sûreté du Québec? Quelle est son intention? Particulièrement, pourrait-il préciser ses intentions relativement à la juridiction de la Commission de police?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Il me semble, après réflexion, que la Commission de police, qui a une juridiction sur toutes les actions policières exercées sur le territoire du Québec par les différents corps policiers, sauf la GRC, devrait très explicitement avoir l'autorité pour exercer justement cette surveillance sur les activités policières de la GRC à l'intérieur du territoire québécois.

M. Levesque (Bonaventure): Quelles sont les mesures que le ministre entend prendre pour donner suite aux propos qu'il vient de tenir? Deuxièmement, où le ministre situe-t-il la question de la sécurité? On sait que tous les pays ont des dispositifs de sécurité. Où le ministre responsable de l'administration de la Justice situe-t-il cette question?

M. Bédard: J'ai déjà dit que la manière de procéder serait de faire un amendement à la Loi de police qui, à ce moment-là, donnerait une juridiction très explicite et très claire à la Commission de police sur les activités ou les opérations policières de la Gendarmerie royale sur le territoire du Québec. Une telle manière de procéder, je pense, a été adoptée par le Nouveau-Brunswick. Je suis très heureux d'entendre dire par le chef de l'Opposition que non seulement l'administration de la

justice est de la juridiction exclusive des provinces, mais je pense, si je suis son raisonnement, qu'il est aussi d'accord pour dire que les opérations policières de quelque corps de police que ce soit relèvent de l'administration de la justice, donc du ministre de la Justice au niveau provincial.

M. Levesque (Bonaventure): A l'intérieur de la juridiction de la province.

M. Bédard: Est-ce que je dois comprendre que le chef de l'Opposition n'est pas d'accord...

M. Levesque (Bonaventure): C'est vous qui devez répondre aux questions. J'ai posé une question pourtant bien claire et vous passez à côté, dans la réponse.

Le Président: A l'ordre, messieurs! A l'ordre, messieurs! Tout allait bien, tout allait bien, M. le chef de l'Opposition, je demande votre collaboration.

M. Levesque (Bonaventure): J'ai été provoqué.

Le Président: Vous savez que le Code criminel prévoit qu'on n'a pas le droit de répondre à la provocation.

M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Lavoie: Nous sommes toujours sur la première.

M. Fontaine: Oui, une question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: M. le Président, concernant la commission d'autres actes illégaux, est-ce qu'il aurait été porté à l'attention du ministre de la Justice qu'il y aurait eu des perquisitions ou écoute électronique au bureau du front commun en 1972? Si cela a été porté à l'attention du ministre de la Justice — parce qu'on nous dit que le ministre de la Justice d'alors aurait pris connaissance d'un rapport à cet effet — est-ce que ce rapport pourrait être déposé à l'Assemblée nationale, s'il existe?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, ce fait-là, très important, n'a pas été porté à l'attention du ministre de la Justice. Cela fait ressortir, en fait, pour le ministre de la Justice, non seulement la nécessité mais le droit d'être informé de choses, de faits aussi importants et aussi troublants, si on veut vraiment — et je pense que c'est le désir de tous les membres de l'Assemblée nationale — que le ministre de la Justice, au point de vue provincial, ait tous les pouvoirs et toute la latitude possible pour en venir à une véritable administration de la justice.

Le Président: M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Une question additionnelle.

Le Président: M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Est-ce que le ministre de la Justice va s'enquérir de ce fait et, s'il existe, en faire rapport à l'Assemblée nationale?

M. Bédard: Sûrement.

M. Charbonneau: Une question additionnelle.

M. Roy: M. le Président, une question additionnelle.

Le Président: Oui, c'est une question additionnelle au député de Verchères. M. le député de Beauce-Sud, je vous reconnaitrai après.

M. le député de Verchères.

M. Charbonneau: Au ministre de la Justice toujours, M. le Président. En mai 1976, le Toronto Sun révélait qu'à la suite de la publication d'une lettre du général Dare, qui était directeur des services de sécurité de la GRC à ce moment-là, apparemment le premier ministre du Canada aurait donné certaines directives à la police fédérale concernant les enquêtes à être menées sur le Parti québécois et ses membres. Est-ce que le ministre de la Justice peut nous dire maintenant si ces directives lui ont été communiquées, d'une part, depuis le 15 novembre dernier, en fait depuis qu'il est en fonction?

M. Bédard: Ces nouvelles directives n'ont pas été communiquées au ministre de la Justice.

M. Charbonneau: Est-ce qu'on doit comprendre, M. le ministre, que jusqu'à maintenant il n'y a eu aucune garantie de donnée au ministre de la Justice du Québec et au gouvernement du Québec qu'on a pris les mesures pour faire respecter ces directives, si elles existent.

M. Bédard: Evidemment, non. Comment voulez-vous que le ministre de la Justice puisse donner cette assurance alors que le Solliciteur général du Canada et le premier ministre fédéral ne sont pas capables de donner l'assurance qu'il n'y a pas d'autre acte criminel qui a été commis par la Gendarmerie royale, qui est censée assurer la sécurité du territoire?

M. Charbonneau: Question additionnelle.

M. Roy: Question additionnelle, M. le Président.

Le Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Merci, M. le Président. Devant autant de hasards et de révélations et possiblement de

révélations à venir, est-ce que le ministre de la Justice a l'intention d'étendre le mandat de la commission Keable, afin d'examiner le rôle qu'aurait pu jouer la GRC pendant la crise d'octobre?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Garon: ... personnes en prison pour rien.

M. Bédard: Tel que je l'ai dit tantôt, je suis présentement en période de réflexion. Je puis vous assurer qu'une décision rapide sera prise afin de juger de l'opportunité de référer tous les cas qui m'ont été signalés à la commission Keable et aussi d'évaluer quelle serait la nature, s'il y a lieu, d'un nouveau mandat ou d'un élargissement de mandat à la commission Keable.

M. Roy: Est-ce que le ministre attend qu'il y ait d'autres révélations de faites? Est-ce que le ministre est en mesure de nous dire, à ce moment-ci, quand il pourra informer l'Assemblée nationale du Québec d'une décision à ce sujet?

M. Bédard: Certainement au cours de la semaine.

Le Président: M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Justice.

Le ministre de la Justice a-t-il l'intention de prendre les mesures nécessaires et immédiates pour vérifier si les bureaux des députés de l'Assemblée nationale font l'objet d'écoute électronique par certains corps policiers? Y a-t-il eu une enquête de faite à ce sujet dans les bureaux des députés de l'Opposition, comme de l'Union Nationale, du Parti national populaire, ou du Parti québécois? Peut-on être assuré qu'il n'y a pas d'écoute électronique en dessous de nos fauteuils, dans nos bureaux?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: On fera les vérifications nécessaires, mais je puis vous dire qu'il y a quelque temps le Solliciteur général du Canada m'a assuré qu'il n'y avait pas d'écoute pratiquée par le gendarmierie. Je comprends, par la réaction, qu'il y en a plusieurs qui doutent.

M. Grégoire: Question additionnelle.

Le Président: M. le député de Taschereau.

M. Grégoire: M. le Président...

Le Président: M. le député de Taschereau.

M. Levesque (Bonaventure): Question de privilège, M. le Président.

Le Président: Oui, M. le chef de l'Opposition;

je m'excuse, M. le député de Taschereau, il y a une question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): Comme, M. le Président, le député de Frontenac vient de soulever une question qui touche aux privilèges de chacun des membres de cette Assemblée et que le ministre de la Justice a semblé répondre à la blague, je pense qu'il est important que le ministre de la Justice réponde d'une façon nette et claire à la question posée par le député de Frontenac.

M. Bédard: Question de privilège. Le chef de l'Opposition a une interprétation bien personnelle de la réponse que j'ai donnée. Au contraire, je ne prends pas cela à la blague et ça fait déjà depuis six mois que je parle de contrôle policier nécessaire de la part du provincial sur les activités policières.

M. Levesque (Bonaventure): C'est évident. Ma question de privilège n'était pas limitée à la force policière...

Le Président: ... une question de privilège et M. le ministre de la Justice a également invoqué une question de privilège. Alors, je vous demanderais, M. le ministre de la Justice, de terminer votre question de privilège très brièvement, le temps s'écoule, et je voudrais donner la chance à d'autres de poser des questions. M. le chef de l'Opposition, je vous reconnaitrai aussitôt après.

M. Bédard: M. le Président, ma question de privilège est précisément que la question qui a été posée, à savoir si des membres de l'Assemblée nationale étaient sujets à l'écoute électronique, est loin, pour moi, d'être une question qu'il faut prendre à la blague.

Ma question de privilège avait pour but d'aller à l'encontre de l'interprétation qu'avait semblé vouloir donner le chef de l'Opposition à la réponse que j'ai donnée. Je vous ai dit tout simplement que le Solliciteur général m'a indiqué qu'il n'y avait pas de membre de l'Assemblée nationale qui était sujet à l'écoute électronique de la part de la Gendarmerie royale du Canada.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, question de privilège.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle, très brièvement sur une question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, lorsque le député de Frontenac a posé sa question, il ne s'agissait pas, à ma connaissance, d'une force policière en particulier. La question qui était posée au ministre de la Justice...

M. Burns: M. le Président, ce n'est pas une question de privilège. Qu'est-ce que c'est cette affaire?

M. Levesque (Bonaventure): ... qui est responsable de l'administration de la justice était celle-ci: Est-ce que le ministre de la Justice peut donner l'assurance, en cette Chambre...

M. Shaw: Ce n'est pas une question de privilège.

M. Charbonneau: Ce n'est pas une question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, je répète tout simplement. Ma question de privilège n'est pas annulée.

Le Président: M. le chef de l'Opposition officielle, l'assurance que vous êtes en train de demander sous forme de question à M. le ministre de la Justice... Je vais permettre une question additionnelle. Je voudrais que vous terminiez votre question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, la question, telle que nous l'avons comprise, adressée au ministre de la Justice, ne faisait pas de distinction dans les forces policières. Deuxièmement, M. le Président, lorsque j'ai dit que le ministre de la Justice avait répondu à la blague...

M. Burns: M. le Président, ce n'est pas une question de privilège. Voyons donc!

M. Levesque (Bonaventure): ... je voulais dire qu'il n'avait pas pris au sérieux...

M. Burns: Question de règlement.

M. Levesque (Bonaventure): Voulez-vous le rappeler à l'ordre, M. le Président, s'il vous plaît?

M. Burns: ...

M. Bédard: M. le Président, question de privilège.

M. Levesque (Bonaventure): Je suis en train de terminer la mienne.

M. Bédard: Question de privilège.

Le Président: M. le ministre de la Justice, puis-je vous demander, je vous remercie de votre collaboration... M. le chef de l'Opposition est en train de terminer — il avait trois ou quatre mots à terminer — une question de privilège en rapport avec le sens donné à une question d'un membre par M. le ministre de la Justice. Cela m'apparaît pouvoir être l'objet d'une question de privilège; mais de grâce, M. le chef de l'Opposition, complétez pour qu'on puisse terminer la période des questions.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, j'aurais terminé depuis longtemps si on me laissait tout simplement terminer ma phrase. J'ai dit qu'on n'a pas fait de distinction entre les corps policiers.

Le ministre a répondu de telle façon. Je dis que le ministre doit se lever présentement — j'en fais une question de privilège — et donner l'assurance demandée par le député de Frontenac, et cela, comportant tous les corps policiers. Evidemment, ceux qui n'ont rien à se reprocher, je suis convaincu qu'ils ne sont pas inquiets de cela.

Le Président: M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: M. le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de la Justice.

M. Burns: Cela nous impressionne.

M. Grégoire: ...

Le Président: Je m'excuse, M. le député de Frontenac, mais il y a une autre question de privilège qui est soulevée par M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: M. le Président, mon privilège de député n'est pas respecté relativement à une question, à savoir si nos micros, nos téléphones, bref s'il y a de l'écoute électronique à notre endroit. Le ministre de la Justice s'en remet au Solliciteur général du Canada pour répondre: "Je ne le sais pas". A ce moment, M. le Président, mes privilèges de député ne sont pas respectés.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: M. le Président, à la question qui m'a été posée par le député de Frontenac voulant savoir si je pouvais donner l'assurance qu'il n'y a aucun membre de l'Assemblée nationale qui n'est sujet à l'écoute électronique, je lui ai répondu, dans un premier temps, que j'avais posé la même question au Solliciteur général du Canada et que ce dernier m'a assuré qu'il n'y avait aucun membre de l'Assemblée nationale qui faisait l'objet d'écoute électronique de la part de la Gendarmerie royale ou des autorités fédérales.

Si vous me demandez, au niveau du gouvernement du Québec, s'il y a des membres de l'Assemblée nationale qui sont sujets, à l'heure actuelle, à l'écoute électronique, je puis vous dire, pour ce qui est de ma responsabilité, au niveau du Québec, par la Sûreté du Québec, qu'il n'y a aucun membre de cette Assemblée nationale qui n'est sujet à l'écoute électronique. Je ne peux pas répondre pour le Solliciteur général.

M. Guay: Question additionnelle.

M. Grégoire: M. le Président, question additionnelle.

M. Levesque (Bonaventure): Depuis que vous occupez le poste de ministre de la Justice...

Le Président: M. le député de Frontenac.

M. Grégoire: Vous m'avez reconnu.

M. Bédard: Depuis que j'occupe le poste, je puis donner l'assurance à tous les membres de cette Assemblée nationale qu'aucun de ceux-ci n'a fait l'objet d'écoute électronique. Autrement dit, nous avons exercé la surveillance nécessaire.

M. Guay: M. le Président...

Le Président: M. le député de Frontenac.

M. Guay: ... j'invoque le règlement.

M. Grégoire: Sur une question additionnelle...

M. Lavoie: Il y a une question de règlement.

Le Président: M. le député de Taschereau.

M. Guay: Je voudrais simplement vous souligner très respectueusement, M. le Président — tout en étant bien prêt à céder mon droit de parole à mon collègue de Frontenac — que vous m'aviez reconnu au moment où le chef de l'Opposition a soulevé sa question de privilège.

M. Grégoire: M. le Président...

Le Président: M. le député de Frontenac, je pense que le député de Taschereau a parfaitement raison. Je m'excuse de mon erreur et je vous donne la parole, M. le député de Taschereau.

M. Grégoire: M. le Président, est-ce que je peux soulever une petite question de règlement, alors?

M. Lavoie: Question de règlement.

M. Grégoire: Si vous me permettez de soulever une question de règlement, M. le Président. J'ai posé une question, tout à l'heure, au ministre de la Justice. Comme, tout à l'heure vous avez permis au député de Bellechasse une question additionnelle sur sa question, ce que je voulais poser, c'est une question additionnelle.

M. Lavoie: Je crois qu'il ne s'agit pas d'une question de règlement; c'est vous qui avez reconnu le député de Taschereau et non pas le député de Frontenac.

Le Président: M. le député de Taschereau.

M. Guay: Merci, M. le Président. Ma question additionnelle s'adresse au ministre de la Justice. Le Globe and Mail de ce matin rapporte, en première page, que le cambriolage illégal aux locaux du Parti québécois, dont le Solliciteur général du Canada a fait état vendredi dernier, n'était qu'une petite partie d'une enquête beaucoup plus vaste et beaucoup plus profonde sur l'ensemble du parti. Je cite le Globe and Mail qui dit: "The investigation mushroomed to encompass almost all leading party figures, sources say." Evidemment, l'article se fie à des sources émanant du bureau du Solliciteur général à Ottawa. L'article

continue en disant que les ministres du cabinet fédéral ont reçu des rapports basés sur cette enquête dès 1972. Ma question au ministre de la Justice est celle-ci: Est-ce que le Solliciteur général du Canada lui a communiqué, de quelque façon que ce soit, ces faits additionnels qui tendraient à démontrer que le cambriolage de 1973 n'était, en fait, qu'une petite partie d'une enquête beaucoup plus poussée, beaucoup plus vaste qui embrassait l'ensemble du Parti québécois et de ses têtes dirigeantes?

Des Voix: Bravo!

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Les renseignements que j'ai eus jusqu'à maintenant de la part du Solliciteur général sont les trois cas additionnels dont on a parlé tout à l'heure qui ont été portés à mon attention. Aucune communication n'a été faite de la part du Solliciteur général à l'endroit du ministre de la Justice sur les faits qui sont rapportés dans le journal et que vous venez d'évoquer.

M. Grégoire: M. le Président...

Le Président: Une dernière question, là-dessus. M. le député de Frontenac, brièvement.

M. Grégoire:... je voudrais revenir à une question additionnelle à celle que je posais tout à l'heure au ministre de la Justice, avant celle du député de Taschereau. Je n'ai pas demandé au ministre de la Justice s'il avait reçu des assurances du Solliciteur général du Canada, parce que je pense bien que le Solliciteur général du Canada ne sait même pas ce qui se passe à la Gendarmerie royale. Mais je voudrais demander au ministre de la Justice s'il a l'intention de prendre des mesures immédiates pour vérifier, dans les faits, si les bureaux de tous les députés à l'Assemblée nationale et les bureaux de comté des députés, parce qu'on sait que celui du député de Saint-Maurice a été visité, font l'objet d'écoute électronique de la part de la Gendarmerie royale. C'est la question que je voulais poser. Est-ce qu'il va prendre des mesures pour vérifier, comme le député conservateur de Toronto l'a fait dans son bureau?

M. Marchand: Les boîtes téléphoniques dans la ville de Québec.

Le Président: M. le député de Gatineau, je dois vous prévenir que je vais être obligé de vous couper assez rapidement. Si votre question est d'une importance telle que vous souhaiteriez ne pas l'être, je vais vous demander, à ce moment-là, votre consentement pour laisser la question à l'Union Nationale.

M. Gratton: M. le Président, c'est une question qui ne devrait pas soulever de grands débats.

Le Président: Alors, vous êtes prévenu que vous pouvez être coupé, M. le député de Gatineau.

**Mise en tutelle de la Commission
scolaire Outaouais-Hull**

M. Gratton: Ma question s'adresse au ministre de l'Éducation. On sait que, depuis un certain temps, les commissions scolaires d'Aylmer, Gatineau, Outaouais-Hull et Champlain sont impliquées dans un litige quant à l'interprétation des lois régissant la taxation scolaire sur le territoire de la Commission scolaire régionale de l'Outaouais. On sait également, M. le Président, que le 30 septembre, le ministre a proposé aux commissions scolaires impliquées une formule de règlement qui aurait pour résultat direct une augmentation très considérable des taxes scolaires pour les contribuables de l'Outaouais.

Au même moment, il exigeait que les commissions scolaires réagissent avant le 21 octobre. Or, les commissions scolaires ont effectivement avisé le ministre, le 20 octobre, qu'elles entendaient avoir recours aux tribunaux pour trancher le litige en faisant une demande de jugement déclaratoire à la Cour supérieure, demande qui a été inscrite hier. Ma question est la suivante: Pourquoi le ministre a-t-il décidé de se constituer juge, en quelque sorte, dans cette affaire en décrétant, vendredi dernier, la mise en tutelle de la Commission scolaire Outaouais-Hull, empêchant ainsi cette dernière d'entreprendre l'action dont elle avait avisé le ministre devoir prendre?

Pourquoi le ministre n'a-t-il pas respecté l'engagement qu'il avait pris, le 19 septembre, de ne pas empêcher les commissions scolaires de recourir aux tribunaux? Également, j'aimerais savoir du ministre pourquoi il a décidé de limiter la mise en tutelle à la seule Commission scolaire Outaouais-Hull, alors qu'il s'agit bien de quatre commissions scolaires qui sont exactement dans la même situation?

M. Morin (Sauvé): M. le Président, le député de Gatineau vient de découvrir le problème du financement scolaire dans l'Outaouais! Il a admis, l'autre jour, devant la presse, que ce problème, qui pourrait depuis cinq ans dans cette région, n'avait pas été porté à sa modeste connaissance.

M. Gratton: Répondez à la question.

M. Morin (Sauvé): Je me réjouis de ce que le député, enfin, commence à savoir ce qui se passe dans sa région.

M. Lavoie: M. le Président...

Le Président: M. le ministre, est-ce que je puis vous demander de vous en tenir rigoureusement à la réponse pour donner une chance à l'Union Nationale de poser une question.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, mieux vaut tard que jamais!

L'intérêt des contribuables de cette région exige que nous fassions la lumière sur les problèmes liés au financement scolaire. De même, l'intérêt des contribuables exige que nous remettions

de l'ordre dans un ensemble de commissions scolaires qui, au mépris de la loi, depuis cinq ans, refusent de redresser les rôles d'évaluation.

M. Gratton: Laissez donc les tribunaux juger de cela. Ce n'est pas lui qui est juge, M. le Président, il est simplement ministre.

M. Lavoie: Ce n'est pas le bon Dieu.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, depuis cinq ans, seule cette région du Québec refuse d'appliquer la loi et refuse de faire face à ses responsabilités quant au financement scolaire dans l'Outaouais. C'est la seule région du Québec qui soit dans ce cas; je tiens à le dire.

Comme vous le savez, d'après la Loi de l'instruction publique, les commissions scolaires ont l'obligation de redresser les rôles d'évaluation lorsque leur territoire recouvre plus d'une municipalité. Or, contrairement à la loi, au mépris de la loi, ces commissions scolaires, membres de la régionale de l'Outaouais, à l'exception de deux ont négligé de redresser les rôles sur la base de la valeur réelle, tel qu'exigé dans la loi.

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: M. le député de Gatineau, question de règlement.

M. Gratton: Je veux bien être court dans mes questions et je veux bien me plier à votre directive, M. le Président, mais le ministre n'a pas encore même commencé à répondre à ma question. Je lui ai demandé pourquoi il a décidé de mettre la Commission scolaire Outaouais-Hull en tutelle, alors que celle-ci a indiqué qu'elle va demander aux tribunaux de trancher la question? C'est la première question. Et la deuxième, pourquoi la Commission scolaire de Hull seulement, alors qu'il y a quatre commissions scolaires qui sont impliquées...

M. Alfred: Vous n'êtes pas au courant.

M. Gratton: Demandez donc à l'autre de s'asseoir. Je pense qu'il n'a rien compris.

Le Président: M. le député de Gatineau, s'il vous plaît, parce que l'Union Nationale n'aura pas droit à une question. Est-ce que je puis vous demander, par mesure d'exception, d'être très concis, même l'après-midi.

M. Morin (Sauvé): M. le Président, c'est une question beaucoup plus complexe que ne semble le supposer le député, qui vient de la découvrir.

M. Gratton: Répondez à la question!

M. Morin (Sauvé): M. le Président, voilà cinq ans que cet abcès dure. Nous avons décidé de faire toute la lumière sur les circonstances qui entourent le refus de ces commissions scolaires

d'appliquer la loi. La raison pour laquelle nous avons décidé de faire enquête, la principale, est que ces commissions scolaires ont refusé de rendre publics et de communiquer au ministère des rapports d'évaluation qui avaient été faits à leur propre demande.

En second lieu, à l'heure actuelle, la dette accumulée par ces commissions scolaires atteint \$13 millions. Si ce n'est pas là un motif suffisant pour s'interroger sur la gestion, sur l'administration de ces commissions scolaires...

M. Gratton: Répondez à la question!

M. Morin (Sauvé): ... je pense que le député de Gatineau ne se laissera jamais convaincre de la nécessité de la moindre enquête.

M. Alfred: Cela fait mal.

M. Gratton: Répondez à la question!

M. Morin (Sauvé): En troisième lieu, autre raison pour laquelle nous avons demandé qu'une enquête soit faite sur l'administration de ces commissions scolaires tient au fait que, dans l'illegalité, la régionale s'est endettée de plus de \$2 millions au-delà du montant autorisé par la loi!

M. Gratton: Excusez-moi, M. le Président. Question de privilège. Le ministre informe mal la Chambre, induit la Chambre en erreur. Le ministre de l'Éducation n'a pas encore répondu à ma question. Pourquoi avoir mis...

M. Duhaime: Question de règlement.

M. Gratton: ... seulement la Commission scolaire d'Outaouais-Hull en tutelle...

M. Duhaime: Question de règlement.

M. Gratton: ... alors que la situation est la même dans les quatre cas?

M. Duhaime: Question de règlement.

M. Gratton: Et pourquoi avoir mis — pas la demande d'enquête — la mise en tutelle? Pourquoi la mise en tutelle au moment où c'est devant les tribunaux?

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Saint-Maurice et leader parlementaire adjoint, je sais que vous souleviez une question de règlement, mais c'était sur une question de privilège. On ne peut pas multiplier ainsi les questions de règlement sur les questions de privilège. Mais je pense, M. le député de Gatineau, que votre question de privilège n'en était pas tout à fait une. J'attire votre attention sur la règle qui veut qu'on ne puisse pas faire un contre-interrogatoire, que la période de questions ne doit pas prendre la forme d'un contre-interrogatoire.

M. le député de Mégantic-Compton.

M. Gratton: M. le Président, vous me permettez de dire que, si je n'ai pas obtenu réponse à mes questions, c'est que le ministre a refusé d'y répondre.

Le Président: M. le député de Saint-Maurice.

M. Duhaime: M. le Président, j'invoque le...

M. Gratton: Cela ne marchera pas, la purge, dans l'Outaouais. Le "crois ou meurs", cela ne marchera pas chez nous.

M. Alfred: Question de règlement.

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: ... les électeurs au lieu de représenter son petit parti.

M. Alfred: Vous n'étiez, dites-vous, même pas au courant avant le 15 novembre.

Le Président: M. le député de Gatineau, puis-je demander votre collaboration pour que cela se poursuive dans le calme?

M. le leader parlementaire adjoint du gouvernement.

M. Duhaime: M. le Président, pourrais-je suggérer à votre bonne attention que vous rappeliez au député de Gatineau... — je pensais que c'était Québec-Canada — l'existence du paragraphe premier de l'article 174 qui prévoit que malgré les réponses claires et limpides du ministre de l'Éducation à la question qui a été posée, s'il n'en est pas satisfait, il peut se prévaloir...

M. Pagé: Arrogance.

M. Duhaime: ... des dispositions de l'article 174-1, donner avis ...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

Je voudrais m'excuser auprès de l'Union Nationale, qui n'a pas eu la chance aujourd'hui de poser une question principale.

Des Voix: Consentement.

Le Président: Mais, à moins d'avoir un consentement unanime de la Chambre, je ne permettrai pas de prolonger la période des questions.

Des Voix: Consentement.

Des Voix: Non.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement? Comme il n'y a pas consentement, je dois...

M. Lavoie: De qui?

Le Président: Le leader parlementaire du gouvernement ne donne pas son consentement...

A l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Laurier, je vous demande votre collaboration, s'il vous plaît!

Comme il n'y a pas consentement, je dois déclarer close la période des questions, mais je verrai à ce que le phénomène de compensation s'applique dans les prochains jours.

M. Brochu: J'ai l'impression que le leader du gouvernement s'apprêtait à donner son consentement. C'est la première fois que l'Union Nationale n'aura pas eu une question principale durant toute une période de questions. On a voulu respecter les dispositions de notre règlement, ne pas faire de bruit et attendre vos directives, mais je m'aperçois qu'on en est pénalisé maintenant. Je demanderais la collaboration de la Chambre là-dessus afin qu'on puisse au moins poser une question principale. Parce qu'on a voulu respecter le règlement et agir dans l'ordre, on s'en trouve pénalisé. Je pense que la plupart des députés ont donné leur consentement.

M. Burns: Je m'excuse auprès des membres de l'Union Nationale qui subissent peut-être les résultats de ce règlement, mais je me souviens très bien que, lorsque nous avons accepté, tous ensemble, que la période de questions soit de 45 minutes, nous avons décidé qu'elle serait de 45 minutes et non pas de 72 minutes. C'est pourquoi je ne veux pas donner mon consentement au prolongement de cette période.

A ce moment-ci, il y a peut-être un autre parti d'Opposition à qui il faudrait parler pour lui demander de ne pas prendre toute la période de questions.

M. Lavoie: Sur la même question, je vous ferais remarquer qu'il y a eu énormément — je ne les ai pas comptées — de questions supplémentaires rattachées à la question principale, la première, de la part du gouvernement. Il ne faudrait pas que cela devienne un précédent et ainsi priver les partis de l'Opposition de l'occasion de poser des questions principales.

Des Voix: Oh! Oh!

M. Lavoie: Je conçois mal que le gouvernement, suite à cette multitude de questions additionnelles, refuse son consentement au député de Mégantic-Compton et à l'Union Nationale surtout lorsqu'on considère que dans l'ancien Parlement il y a eu des périodes de questions...

M. Duhaime: L'ancien!

M. Lavoie: ... alors que l'Opposition était beaucoup plus petite, sur des sujets importants qui ont dépassé une heure, M. le Président. Je vois très mal, de la part du gouvernement, qu'on refuse aujourd'hui à des députés de l'Opposition l'occasion de poser au moins une question principale.

M. Levesque (Bonaventure): M. le Président, on me permettra tout simplement...

Le Président: M. le chef de l'Opposition, j'aimerais vous signaler que par mesure d'exception, il est juste que j'ai autorisé aujourd'hui plus de questions que d'ordinaire aux membres de la majorité, parce que je croyais que c'était un problème qui concernait les privilèges et les droits de tous les membres de l'Assemblée nationale.

M. Levesque (Bonaventure): Sur la même question. Loin de nous, M. le Président, de vous reprocher quoi que ce soit dans l'attribution des questions; je sollicite cependant la compréhension du leader du gouvernement qui doit avoir un peu de mémoire, et le prie de se rappeler que, lorsqu'il siégeait de ce côté-ci, nous étions assez ouverts, nous manifestations beaucoup d'ouverture d'esprit lorsqu'il s'agissait de situations exceptionnelles comme celle-ci. Il admettra avec moi que c'est justement à cause des questions nombreuses — je ne vous en fais pas un reproche, M. le Président — des ministériels qui se sont intéressés, comme c'est leur droit, à la question principale que nous privons l'Union Nationale en particulier, et possiblement d'autres députés de l'Opposition, de leur droit de poser une question.

Comme nous avons traditionnellement procédé de cette façon, et puisque jamais l'Union Nationale n'a été privée de question, à cause d'une circonstance exceptionnelle aujourd'hui, cela ne créera pas de précédent. J'assure le leader du gouvernement que nous n'utiliserons pas à l'avenir — s'il le donne son consentement comme un précédent.

Le Président: M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Burns: M. le Président, s'il s'agit de donner à l'Union Nationale le temps de poser une question principale, alors qu'elle n'a pu le faire, je suis prêt à donner mon consentement.

Le Président: Est-ce qu'on va trouver quelqu'un pour poser la question?

M. le député de Mégantic-Compton.

Enquête sur l'affaire Marion

M. Grenier: Je n'ai pas à louer du tout la grandeur d'âme du gouvernement. Je puis vous dire cela, au départ, M. le Président.

On a passé pas mal de temps sur une affaire qui intéresse et le Québec et le Canada, il y a quelques instants, mais il en est une qui intéresse d'abord le Québec, celle de l'affaire Marion qui vient de prendre fin, en fin de semaine dernière. Si la phase opérationnelle est terminée, il reste que la phase de l'enquête se continue. Je voudrais savoir du ministre...

Une Voix: Il n'est pas là.

M. Grenier: Il entre. Je voudrais savoir du ministre, que j'ai prévenu de ma question, s'il est en mesure de faire aujourd'hui l'état de la question sur l'affaire Marion.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Bédard: Peut-être puis-je faire le point. Permettez-moi de vous dire que je pense qu'on est tous d'accord sur un point, c'est que, lorsqu'il s'agit de cas d'enlèvement où une rançon est demandée, ce sont des cas extrêmement difficiles, extrêmement délicats à traiter. Il y a trois objectifs que nous devons poursuivre qui sont les suivants: Premièrement, tenter de sauver l'intégrité physique et la vie de l'otage; deuxièmement, réduire au minimum le montant de la rançon, pour enlever, par effet dissuasif, le plus d'attraits possible à d'autres personnes de commettre ce genre de méfait. Un troisième objectif que tout corps policier doit poursuivre, c'est l'arrestation et la mise en accusation des criminels impliqués.

La Sûreté du Québec a réussi, dans le cas qui nous occupe, à atteindre les deux premiers objectifs, à savoir sauver la vie de l'otage et également réduire au minimum le montant de la rançon demandée. J'estime que, pour atteindre ces deux objectifs, elle a employé des méthodes qui démontrent réellement un haut degré de professionnalisme. Elle a notamment évité aux caisses populaires de payer la somme de \$1 million. Par ailleurs, nous savons tous que la Sûreté du Québec n'a pas encore réussi à réunir la preuve nécessaire à la mise en accusation des criminels impliqués, mais je puis assurer cette Chambre que la Sûreté du Québec poursuit son travail. J'espère que, comme dans tous les autres cas de commission d'actes criminels, elle réussira à mettre la main au collet des coupables.

D'autre part, M. le Président, puisque la question a déjà été posée, la lutte contre cet acte criminel, l'enlèvement de M. Marion, a coûté, selon des estimations qui pourront être précisées plus tard, environ \$700 000 au-delà des dépenses normales d'opérations policières. Je tiens à dire qu'il serait indéfendable socialement et qu'il serait préjudiciable à la sécurité publique de vouloir mesurer au compte-gouttes les sommes disponibles pour lutter contre de tels crimes. Si les forces de l'ordre n'ont pas les moyens de lutter efficacement, c'est clair que cela pourrait entraîner une multitude d'autres actes criminels qui auraient pour effet de mettre en péril la vie d'un plus grand nombre de citoyens québécois. Dans ce sens, la Sûreté du Québec a réussi à atteindre deux des objectifs qu'il faut atteindre. Je suis convaincu que le plus rapidement possible, en tout cas il faut l'espérer, elle réussira à mettre la main au collet de ceux qui sont les véritables coupables.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: M. le Président, suite à cette déclaration que nous a faite le ministre, est-ce qu'on est en mesure d'avoir une information, par une conférence de presse qui devrait être prévue par la Sûreté du Québec, à Sherbrooke, dans les heures qui suivent, afin de rétablir la crédibilité de la famille Marion?

M. Bédard: Je ne suis pas au courant que la Sûreté du Québec doive tenir une conférence de presse dans les heures qui viennent. Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'au niveau du ministère de la Justice, quand il y a une accusation à porter, nous la portons. Même s'il y a une accusation qui est portée, il faut quand même tenir compte du fait que tous les individus ont droit à la présomption d'innocence.

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: M. le Président, est-ce que le ministre peut nous assurer aujourd'hui qu'il n'y a pas eu, dans l'affaire Marion, l'intervention d'autres corps policiers?

M. Bédard: Je préférerais vérifier ce point, mais il y a sûrement eu une collaboration avec les forces municipales de l'endroit.

M. Grenier: Est-ce que le ministre pourrait me dire s'il est satisfait de l'opération de la Sûreté du Québec à l'occasion de la deuxième livraison ratée sur la rue Belvédère, alors que le filet était si dense qu'il a permis de ramasser les serviettes sans ramasser les ravisseurs.

M. Bédard: M. le Président, nous l'avons dit tout à l'heure, ce genre de crime non seulement n'est pas facile à résoudre, mais c'est le genre d'enquête qui est quand même délicat. C'est très facile de s'ériger en petits spécialistes des affaires policières pour jeter la pierre à la Sûreté du Québec à l'effet qu'elle aurait été plus ou moins efficace dans ce cas. Je tiens à réitérer, M. le Président, ma conviction que la Sûreté du Québec, tenant compte des circonstances, a fait preuve d'efficacité, de professionnalisme, que c'était un cas compliqué et que son action, jusqu'à maintenant a fait que nous avons atteint deux objectifs, à savoir que la vie de M. Marion a été préservée et que la rançon a été diminuée de telle sorte que ceci ne sera pas de nature à inciter d'autres individus à commettre ce genre de crime.

Le Président: Dernière question, M. le député de Mégantic-Compton.

M. Grenier: Dernière question additionnelle, que je divise en deux: Est-ce que le ministre est informé, éventuellement et à brève échéance, de l'arrestation imminente des ravisseurs, sinon est-ce son intention de changer d'enquêteurs dans cette affaire?

M. Bédard: M. le Président, je ne vois aucune raison de changer d'enquêteurs dans cette affaire, d'autant moins que je viens d'expliquer que la Sûreté du Québec avait fait preuve d'efficacité en atteignant deux des objectifs principaux. Je ne vois vraiment pas le sens de la question ni pourquoi le député me pose une question de cette nature.

Le Président: "Refin" de la période de questions.

Motion pour faire siéger la commission de la présidence du conseil

M. Burns: M. le Président, je tiens à donner avis à la Chambre que, demain matin, deux commissions siégeront. Il s'agit de la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales qui poursuivra son étude relativement au livre blanc sur la consultation populaire, au salon rouge. En même temps, à compter de 10 heures, donc dans chaque cas, de 10 heures à midi, la commission de la justice entreprendra l'étude article par article des projets de loi no 32, 64 et 65. Sur ce, M. le Président, je fais motion pour que, immédiatement, la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales se réunisse au salon rouge pour poursuivre l'étude du livre blanc sur la consultation populaire.

Le Président: La motion est-elle adoptée?

M. Lavoie: M. le Président, avant de demander un vote enregistré, j'aurais une question à poser au leader parlementaire du gouvernement. N'est-il pas question qu'une sous-commission de l'Assemblée nationale siège demain relativement, ou après-demain matin, à l'aménagement de la colline parlementaire ou les édifices du parlement.

Le Président: Ce n'est pas une sous-commission formelle, mais un comité, M. le leader parlementaire de l'Opposition. C'est un comité composé des députés représentant toutes les formations politiques, mais ce n'est pas formellement une sous-commission de la commission de l'Assemblée nationale.

M. Lavoie: Ce comité doit se réunir, quand même.

Le Président: Je le crois, mais comme ce n'est pas moi qui le préside, je ne pourrais pas vous dire de façon certaine quand il doit se réunir.

M. Lavoie: Est-ce que le ministre des Transports est au courant? Des Travaux publics?

Le Président: Il y aurait M. le député de Taschereau qui serait au courant.

M. Guay: Je fais partie du comité. C'est demain matin, à 11 h 15, que ce comité doit se réunir.

M. Lavoie: A quel endroit?

M. Guay: Je crois que c'est à la salle 49.

M. Lavoie: Vote enregistré.

Le Président: Qu'on appelle les députés.

Vote sur la motion

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Nous allons maintenant mettre aux voix la motion du leader parlementaire du gouvernement visant à faire siéger immédiatement au salon rouge la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales. Que ceux qui sont en faveur de cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire adjoint: MM. Morin (Sauvé), Burns, Mme Cuerrier, MM. Bédard, Laurin, Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, O'Neill, Mme Ouellette, M. de Belleval, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Duhaime, Lazure, Léger, Garon, Chevrette, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Grégoire, Bertrand, Godin, Bisailon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Ouellette, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dusault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Barril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet, Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Mailloux, Goldbloom, Saindon, Saint-Germain, Raynauld, Lamontagne, Giasson, O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Springate, Grenier, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Roy.

Le Président: Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît! Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

Le Secrétaire: Pour: 87 — Contre: 0 — Absentions: 0

Avis de mini-débat sur l'affaire Marion

Le Président: Cette motion est adoptée. M. le leader parlementaire du gouvernement, juste un moment, s'il vous plaît!

Je voudrais, conformément aux dispositions de l'article 174, donner à la Chambre lecture d'un avis que je reçois en date du 1er novembre 1977: "M. le Président, suite à la période des questions qui vient de se terminer, je dois vous informer que j'utilise mon privilège de député pour vous faire connaître mon intention de soulever un mini-débat ce soir, à 23 heures. Les réponses du ministre de la Justice ne m'ont pas satisfait, je veux profiter de ce mini-débat pour obtenir plus d'information relativement à l'affaire Marion." Et c'est signé: le whip de l'Union Nationale, le député de Mégantic-Compton.

Alors, M. le ministre de la Justice, je vous demanderais d'être présent ce soir, à 23 heures, pour les fins de ce mini-débat.

M. Bédard: Avec plaisir, M. le Président.

M. Burns: Il y a du monde qui va veiller tard, ce soir.

M. le Président, je voudrais vous signaler à nouveau que les deux commissions mentionnées, la présidence du conseil et la commission de la justice, siégeront respectivement au salon rouge et à la salle 81-A, demain matin. Je pense qu'après un certain consensus, il serait possible d'adopter des troisièmes lectures cet après-midi, c'est un mot qui est à la mode, actuellement.

A l'article 2, nous avons, M. le Président, la troisième lecture du projet de loi no 62 que j'aurais l'honneur de proposer au nom du ministre des Terres et Forêts.

Projet de loi no 62

Troisième lecture

Mme le Vice-Président: M. le leader parlementaire du gouvernement, au nom du ministre des Richesses naturelles, des Terres et Forêts, propose la troisième lecture du projet de loi no 62, Loi modifiant la Loi de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec.

M. Lavoie: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Je ne sais pas si j'ai bien écouté le leader parlementaire du gouvernement, à la suite, vous dites, d'un certain consensus; je vous demanderais avec qui vous avez "consensusé".

M. Burns: On m'a dit qu'il n'y avait pas de problèmes; s'il en a, des problèmes, on va reporter cela à une autre séance.

M. Lavoie: Quel autre projet de loi, après celui-là, voulez-vous apporter?

M. Burns: Il y en a beaucoup. L'article 3, au nom de Mme Payette, la Loi concernant la Bourse de Montréal qui, apparemment, ne pose pas de problèmes, en troisième lecture. Que voulez-vous que je vous dise?

M. Lavoie: Oui, mais vous dites: Un consensus, et il n'y en a pas eu, personne n'a été consulté.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! Il y a consentement ou non?

M. Burns: Mme le Président, non seulement il n'y a pas besoin de consentement, c'est à l'ordre du jour d'aujourd'hui, je vous demanderais, s'il vous plaît, d'appeler l'article 2.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Levesque (Bonaventure): Quelle motion?

M. Lavoie: M. le ministre en indique une motion.

M. Levesque (Bonaventure): Oui, il l'a fait.

Mme le Vice-Président: Je l'ai déjà fait.

M. Burns: Je l'ai proposé au nom du ministre.

M. Lavoie: Le ministre n'est même pas là pour faire adopter son projet de loi.

M. Burns: Non, il n'y a pas de problème; il a discuté du problème...

Mme le Vice-Président: A l'ordre, messieurs! Y a-t-il quelqu'un qui veut prendre la parole? Personne ne se lève. Je vous demande si cette motion de troisième lecture est adoptée?

M. Lavoie: Vous êtes debout, Mme le Président! Adopté, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Adopté.

M. Burns: Mme le Président, le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières va proposer la troisième lecture du projet de loi qui paraît à l'article 3.

Projet de loi no 58

Troisième lecture

Mme le Vice-Président: Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières propose la troisième lecture du projet de loi no 58, Loi concernant la Bourse de Montréal. Cette motion est-elle adoptée?

M. Lavoie: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

M. Burns: Sur ce, Mme le Président, je remercie les membres de l'Opposition de la collaboration qu'ils viennent de me donner. A ce moment-là, Mme le Président, j'appellerais l'article 5) où je crois que le député de Nicolet-Yamaska devait reprendre le débat relativement au projet de loi no 67. Je sais qu'il a quitté pour quelques instants l'Assemblée nationale. On pourrait peut-être attendre son retour. C'est à lui de prendre la parole.

M. Lavoie: J'espère que nous avons procédé d'une manière tout à fait logique.

Mme le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition officielle.

M. Lavoie: Article 2) adopté. Article 3) adopté. Avant de passer à l'article 5) est-ce qu'on pourrait passer immédiatement l'article 4) peut-être?

M. Burns: Non.

Projet de loi no 67
Deuxième lecture (suite)

Mme le Vice-Président: J'ai l'impression que vous êtes en verve. M. le leader, je vous dirais bien que vous avez fait un peu de provocation. C'est la reprise du débat sur la motion de Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières proposant que le projet de loi no 67, Loi sur l'assurance automobile, soit maintenant lu pour la deuxième fois et c'est M. le député de Nicolet-Yamaska qui a la parole.

M. Serge Fontaine

M. Fontaine: Merci, Mme le Président. L'Union Nationale veut défendre les intérêts de tous les citoyens du Québec. Nous avons eu l'occasion, au cours de la présente session, de prouver à tous les observateurs de la scène politique et à la population en général que notre parti n'est pas mesquin et qu'il véhicule une philosophie politique qui se situe au-dessus des intérêts partisans. Ce qui nous préoccupe d'abord et avant tout, c'est que la législation adoptée par cette Assemblée nationale serve la population qui nous a élus. Les citoyens attendent de nous une oreille attentive à leurs préoccupations et attendent des actions en ce sens.

L'Union Nationale a abordé ainsi l'étude de la réforme de l'assurance automobile. Dès l'annonce des intentions de législation du gouvernement actuel, nous avons manifesté notre intérêt à une réforme en profondeur de l'assurance automobile. Nous avons toutefois, dès ce moment, posé des questions au ministre sur le sens des modifications qu'elle voulait apporter. Nous avons fait, également, Mme le Président, des observations sur la portée du projet de loi et nous avons clairement exprimé que nous nous rendions en commission parlementaire avec l'intention arrêtée d'écouter les témoignages des gens du milieu et des citoyens de la base.

Nous n'avons pas l'intention ici, Mme le Président, de faire une longue énumération des failles du système.

Premièrement, parce que le temps qui nous est alloué est trop court, et deuxièmement, je ne convainrais probablement personne puisque tous sont d'accord sur la nécessité d'une nouvelle loi en assurance automobile.

Mais, entre une nécessité de changement et le genre de projet de loi que présente le ministre, il y a une marge. Avec toute la pondération dont nous pouvons faire montre en de telles circonstances, nous accusons le gouvernement actuel d'avoir trompé les Québécois en leur présentant une réforme bâtarde dont la complexité bureaucratique cache une division interne évidente et une peur malade de prendre ses responsabilités dans l'intérêt de la population. Le ministre, à la fois dans sa tournée dite de consultation — qui s'est trouvée être, en fait, une tournée de propagande — et à la fois en commission parlementaire, a fait fi des témoignages reçus et n'a pas changé d'un iota le fond de sa réforme, même si la philosophie qui l'a

guidée a été dénoncé de toutes parts, même parmi les sympathisants et amis du gouvernement actuel.

Nous ne comprenons pas qu'un ministre un tant soit peu responsable, à moins que la responsabilité soit une notion également disparue du Conseil des ministres, ait pu traverser toute cette période de commissions parlementaires sans retirer son projet de loi et le ramener dans ses officines et en changer le sens. Nous avons l'impression que le ministre a subi la commission parlementaire et que cet important élément de notre système parlementaire compte pour bien peu dans l'orientation de son action. Aussi faudrait-il qu'elle nous dise un jour si elle croit véritablement à la démocratie parlementaire avec tous les détails que cela comporte ou si elle préfère plutôt le vedettariat et les adulations que cela entraîne. Beaucoup de gens commencent à se poser la question et le ministre pourrait un jour répondre à cette question.

Mme Payette: C'est très bas.

M. Fontaine: Est-ce que Mme le ministre a parlé?

Mme Payette: Mme le ministre dit que c'est très bas.

Une Voix: C'est bien, ça!

M. Fontaine: L'Union Nationale, quant à elle, s'est vivement intéressée aux débats de la commission parlementaire. Elle a écouté, analysé et comparé. C'est à l'aide de ces témoignages du milieu et avec la préoccupation de servir la population que l'Union Nationale intervient dans le débat de deuxième lecture sur le projet de loi 67. L'Union Nationale, en cela le reflet des préoccupations de la majorité des Québécois, se battra pour que la réforme proposée assure aux assurés une indemnisation juste, abaisse les coûts prohibitifs et mette fin aux délais de règlement qui pénalisent les moins bien nantis. Nous croyons que plusieurs des éléments de la réforme proposée vont à l'encontre de ces mêmes objectifs. Nous sommes fermement convaincus que l'intervention de l'Etat, au niveau de l'administration de l'indemnisation du dommage corporel est une grave erreur qui entraînera de lourdes conséquences pour le citoyen québécois. Non pas qu'il ne faille pas modifier les règles qui régissent ce domaine. Encore là, bien que les intentions du gouvernement soient bonnes, il fait fausse route dans le choix des moyens proposés.

Le gouvernement ne convainc personne lorsqu'il fait une démarcation entre le social, soit les dommages corporels, et ce qui ne l'est pas pour justifier la création de la régie. Nous pensons que la création de cette régie compliquera davantage le fonctionnement du système de l'assurance automobile. L'Union Nationale s'élève contre ce système mixte pour lequel le gouvernement a opté. Nous aurions adopté rapidement une loi qui aurait proposé le "no fault" en matière de dommages

corporels et l'assurance obligatoire en laissant l'administration de ce régime à l'entreprise privée.

Non pas que nous voulions nous faire les défenseurs de l'entreprise privée à tout prix, mais les témoignages entendus en commission parlementaire nous ont toutefois convaincu que la création d'un système à deux têtes, comme nous le propose le ministre, engendrera un système bureaucratique et la déshumanisation des relations entre assureur et assuré ainsi que d'énormes pertes de temps pour l'assuré et souvent des injustices dans le règlement des indemnités. Somme toute le gouvernement, dans son action, s'éloigne des objectifs qu'il s'était fixés. Nous reviendrons, dans notre intervention, sur le coût du régime proposé, mais disons tout de suite que cet argument de réduction des frais d'administration pour la création d'une régie ne tient pas; qui plus est, cela entraîne, au niveau du secteur privé, une sous-utilisation des ressources humaines déjà en place.

L'Union Nationale est d'avis qu'il est du rôle de l'Etat de légiférer en vue de protéger les intérêts des citoyens. L'Union Nationale croit que le secteur privé est plus dynamique et comporte moins de lourdeurs bureaucratiques, cela est le propre des administrations étatiques. La preuve en est faite, je pense, depuis longtemps.

Dans le projet de loi qui nous préoccupe, toutes les conditions étaient réunies pour une étroite collaboration entre les assureurs et le gouvernement dans le meilleur intérêt des assurés. Nous regrettons que le gouvernement ait fait fi de cette offre de collaboration. Le gouvernement n'a, de plus, rassuré personne sur ses intentions futures en matière de dommages corporels. Le projet de loi présente également une grave lacune: le bénéficiaire d'une indemnité n'a pas de recours judiciaire s'il est insatisfait de la compensation obtenue. Vous voulez vous embarquer dans de longs délais judiciaires, me répondra le ministre, les citoyens ne veulent plus attendre. Nous sommes d'accord là-dessus. Toutefois, je veux rappeler aux membres de cette Assemblée que notre système démocratique repose sur la séparation des pouvoirs de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. Ce système laisse la liberté à un citoyen d'en appeler d'une décision.

Nous croyons que le gouvernement actuel a une tendance, qu'il devrait contrôler un peu mieux, à confier des décisions lourdes de conséquences à des tribunaux administratifs. Nous recommandons, pour notre part, un droit d'appel à des tribunaux de droit commun. Nous sommes conscients que la justice est parfois lente à se faire entendre. Il n'est pas interdit cependant au gouvernement d'en augmenter le personnel, d'entreprendre une réforme afin de hâter les solutions aux litiges. Il nous paraît toutefois primordial de conserver au citoyen ce droit d'appel et être en cela soucieux de préserver les libertés démocratiques de notre pays.

Nous craignons et soulignons, à ce stade-ci de notre intervention, les conséquences néfastes qu'entraînera pour l'assuré le système à deux têtes mis de l'avant par le gouvernement. Actuellement,

le courtier est un aide précieux pour l'assuré lorsque vient le temps d'une réclamation. C'est sur lui que repose tout le travail technique de la réclamation. Dans la réforme proposée, l'assuré, au niveau de la réclamation des indemnités de dommages corporels, se retrouvera seul devant l'appareil bureaucratique. On peut penser que l'assuré risquera de se voir lésé dans ses droits ou pénalisé par suite d'une mauvaise connaissance du fonctionnement du régime et de sa réglementation.

Nous voudrions également vous entretenir quelque peu sur le coût du système proposé. D'après les évaluations actuarielles du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, le régime de base en dommages corporels coûtera \$385 millions en 1978. La première remarque qu'on peut faire à ce sujet est que le ministre s'est refusé, jusqu'à aujourd'hui, à déposer les chiffres sur lesquels elle se base pour en arriver à ce montant.

Alors, comment peut-on prendre ces \$385 millions au sérieux? Surtout quand on sait qu'à chaque fois qu'une modification au régime proposé est acceptée, les chiffres changent. On sait que Mme le ministre a annoncé des modifications dont certaines auront une grande influence sur le coût du système. Comment peut-elle maintenir et répéter, surtout devant les caméras de télévision — car c'est là où elle excelle — comment peut-elle répéter effrontément ce mensonge? Comment se fait-il que les députés ministériels, les ministres et même le premier ministre, qui est habituellement imbu de vérité, peuvent-ils laisser un des leurs propager de tels mensonges d'une façon répétée et continue?

Le ministre pourrait-il également nous dire par ailleurs, combien il va en coûter aux citoyens québécois pour les années 1979, 1980, 1981, 1982, etc.? Est-ce que les coûts vont augmenter de 10% ou de 12%, comme c'est le cas du chômage, ou est-ce que cela va doubler au même rythme que les fermetures d'usines actuellement? Quand on veut dire toute la vérité à la population, il ne faut rien lui cacher et lui dire combien le système va coûter au cours des prochaines années. Si on veut mettre en doute la somme de \$385 millions, nous n'avons qu'à la comparer à des systèmes déjà existants.

Prenons, entre autres, la société gouvernementale de la Colombie-Britannique, que le gouvernement cite souvent en exemple. En Colombie-Britannique, le système en vigueur a coûté, en 1977, \$355 millions. Comment peut-on comparer ce chiffre réaliste, avec l'illusion de \$385 millions au Québec, quand on sait qu'au Québec il y a trois millions d'automobilistes et qu'en Colombie il n'y en a pratiquement que la moitié de ce nombre.

Si Mme le ministre veut conserver ce chiffre, il faudra sans doute qu'elle diminue les indemnités en conséquence, et alors, toute comparaison avec la Colombie-Britannique deviendra odieuse.

Je voudrais également, Mme le Président, vous parler de la question d'administration à 6% dont nous parle le ministre. Je pense que c'est un autre mythe que Mme le ministre tente de faire ac-

cepter à la population. C'est de lui faire croire que la régie d'Etat va administrer le domaine des blessures corporelles à un coût de 6% d'administration et, pour ce faire, elle se base sur le fait que la Commission des accidents du travail administre à 8,8%.

N'est-ce pas là mélanger des raisins avec des citrouilles? En effet, la Commission des accidents du travail n'a pas à recevoir des primes de chaque assuré, comme ce sera le cas de la Régie de l'assurance automobile, mais ce sont actuellement les employeurs qui perçoivent et payent ces primes et en défraient le coût d'administration. D'ailleurs Mme le ministre a admis à plusieurs reprises, qu'elle ne connaît pas tous les coûts sur l'administration. Elle ne connaît pas premièrement combien vont lui coûter les services des courtiers d'assurances, services desquels elle ne peut se passer, si elle veut au moins mettre son système en branle.

Elle ne connaît pas non plus combien vont lui coûter les services de médecins, pour effectuer les expertises médicales; or on sait que parfois on aura besoin de deux ou trois expertises médicales par dossier. Le ministre ne nous dit pas non plus combien d'emplois nouveaux on aura besoin pour cette régie. Dans quels locaux la régie va-t-elle emménager? Est-ce qu'on va aller vers la centralisation à Québec ou à Montréal ou est-ce qu'on va aller vers la décentralisation? Et je pense qu'à ce moment-là il y aura des coûts différents.

Mme le ministre cache également à la population le coût de la publicité qui devra être faite pour ce projet de loi, en disant que c'est le ministère des Communications qui va payer. Elle ne connaît pas le nombre exact de dossiers qu'elle va avoir à traiter. Elle ne connaît pas non plus le coût moyen d'administration de chaque dossier. Après avoir fait l'énumération de toutes ces inconnues, comment le ministre peut-elle affirmer et maintenir qu'elle va administrer à 6% un régime mixte, biphase et complexe?

Comment peut-elle affirmer qu'elle administrera son régime à un coût moindre que l'entreprise privée, sinon en diminuant les services donnés? Les compagnies d'assurance, qui ont quand même plus d'expérience dans le domaine des assurances que Mme le ministre, ont affirmé en commission parlementaire qu'elles étaient prêtes à administrer le système proposé, mais pas à 6% parce qu'elles sont conscientes, d'une part, que c'est irréaliste et, d'autre part, elles ne peuvent accepter de diminuer les services offerts.

Mme le Président, je voudrais revenir sur la question du recours en justice. Nous ne comprenons pas, malgré les opinions très pertinentes au contraire en commission parlementaire, l'insistance avec laquelle le ministre refuse de considérer que le recours aux tribunaux soit préservé dans deux cas: premièrement, pour l'excédent des bénéfices de base auxquels aurait droit toute victime, selon son degré de responsabilité, et, deuxièmement, pour en appeler des décisions rendues par la Commission des affaires sociales en rapport avec l'application de la loi 67.

Le principal argument en faveur du maintien du recours devant les tribunaux pour le surplus du

régime de base est qu'il faut admettre que ce régime de base n'indemniserait pas la victime de tous les dommages subis. Par conséquent, si on veut qu'une victime puisse être indemnisée entièrement, il faut garder ce recours. Cet amendement a également comme avantage de garder en partie le système de responsabilité quant au surplus du régime de base et pourrait heureusement contredire la phrase du ministre qui disait, vendredi dernier, devant cette Assemblée que les sociétés occidentales se dirigent en ce domaine vers la non-responsabilité. Dans une société où on est porté à se fier de plus en plus sur l'Etat, où on laisse de plus en plus ses responsabilités à l'Etat, il serait bon socialement que, dans ce domaine comme dans d'autres, on garde la notion de responsabilité.

On a beau dire que ceux qui commettront un acte criminel en conduisant une automobile et qui seront responsables d'un accident seront poursuivis au criminel, je pense qu'en ce domaine il y a trop d'échappatoires et que nombreux seront ceux qui ne seront pas punis du tout alors que, si on conservait la responsabilité dans ces cas, ils seraient punis pécuniairement. Il n'y a rien comme le portefeuille pour faire comprendre et pour faire se souvenir, Mme le Président.

D'ailleurs, n'y a-t-il pas quelque chose d'aberrant dans un fait comme le suivant qui pourrait survenir si on votait la loi 67 telle quelle? Vendredi dernier, Mme le ministre a relaté, par une histoire, un accident qui serait survenu au président de l'Assemblée nationale. Je ne voudrais pas faire de comparaison, mais je voudrais vous proposer un accident qui survient à un ivrogne et à un enfant. Un ivrogne au volant de son auto frappe un enfant et le tue. Du même coup, il frappe un poteau avec son automobile et se blesse lui-même, s'infligeant des blessures provoquant une incapacité pour la vie. Les parents de l'enfant, selon le système proposé, recevront \$4000 pour la perte de leur enfant, tandis que notre ivrogne recevrait une rente à vie à la suite de son incapacité.

On pourrait bien me dire que cela pourrait être un père de famille et qu'il faut aider sa famille dans de telles circonstances. J'en suis, mais cela peut tout aussi bien être, comme on dit souvent, un vieux garçon, et le résultat serait le même. Où voyez-vous la justice sociale dans ce cas, Mme le Président, quand on sait qu'avec le maintien du recours contre le responsable au moins les parents pourraient aller chercher approximativement \$10 000 supplémentaires de la personne responsable?

Quant au deuxième point que j'ai soulevé tout à l'heure, soit celui du maintien du recours devant les tribunaux de droit commun pour entendre les appels des décisions de la Commission des affaires sociales, je dis ceci: Si le ministre a tellement confiance en cet organisme et qu'il prétend que toutes les décisions que la Commission des affaires sociales prendra seront justes et équitables, pourquoi alors interdire un appel de ses décisions?

Trop fort ne casse pas, comme disait mon grand-père, et mon grand-père n'a pas commis beaucoup d'erreurs de jugement dans sa vie. J'invite Mme le ministre à prendre avantage des conseils de mon grand-père.

M. Morin (Sauvé): C'est brillant!

M. Chevette: M. le député de Nicolet, votre grand-père a fait une seule erreur.

M. Fontaine: Mme le Président, lui avez-vous donné la permission de parler?

M. Chevette: ... surtout pas ici.

Mme le Vice-Président: M. le député à l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Mme le Président, on risque de se retrouver dans la même situation que devant la Commission des accidents du travail actuellement où ce sont des fonctionnaires qui révisent les décisions d'autres fonctionnaires. On sait quelle mauvaise réputation a actuellement la Commission des accidents du travail, bien qu'on essaie de faire croire à la population qu'on est en train de la décentraliser.

La décentralisation, ce n'est pas mettre des fonctionnaires à Trois-Rivières et à Québec sans dossiers et sans pouvoirs de décision. La véritable décentralisation est celle qui donne le service complet dans les régions près des administrés. A mon avis, il y a un conflit d'intérêts sur le banc de la Commission des affaires sociales siégeant en appel des décisions de la régie. Il faut que les ministériels, que tous ceux qui sont ici présents fassent tous les efforts humainement possibles pour convaincre Mme le ministre qu'elle doit se rendre à ces arguments et aux arguments de ceux — et ils sont nombreux — qui lui ont fait cette remarque en commission parlementaire. Même le syndicat des fonctionnaires provinciaux mettait en doute l'impartialité de cette Commission des affaires sociales.

Concernant les primes qu'on voudra exiger par le régime actuel, le principal reproche qu'on fait au régime actuel est le fait que les primes d'assurance sont trop élevées. Le Parti québécois, pendant la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir, insistait, à grand renfort de publicité, que s'il prenait le pouvoir il verrait à faire adopter une loi de l'assurance automobile qui répondrait à cet objectif. Cela devait être la principale préoccupation de Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières quand elle a présenté son livre bleu sur la réforme de l'assurance automobile. La réduction des primes était le principal but. Or, il appert que Mme le ministre n'a pu affirmer, et cette fois, honnêtement, elle n'a pas pu dire à la population qu'elle bénéficierait d'une baisse de primes. Dès lors, elle venait de mettre de côté le principal objectif visé par la réforme.

Pourquoi, Mme le Président, le projet de loi, dans sa forme actuelle, est-il conservé? En plus de

ne pas pouvoir affirmer ou confirmer une baisse de primes, elle n'a pu contredire les allégations du Bureau d'assurance du Canada qui affirmait dans son mémoire, en commission parlementaire, que 66% des assurés devraient subir une hausse de leur prime d'assurance automobile. Donc près des deux tiers de l'ensemble des automobilistes du Québec subiront des augmentations de primes et un tiers subiront une légère baisse. Qui est donc ce tiers de chanceux qui verront leurs primes baisser? Ce sont les célibataires de moins de 25 ans et les conducteurs ayant un mauvais dossier. Par exemple, le conducteur qui a eu deux ou trois accidents dans les deux dernières années.

Quels sont les automobilistes, maintenant, qui verront leurs primes augmenter? Ce sont les conducteurs qui représentent de bons risques, c'est-à-dire les personnes mariées, de 25 ans et plus, qui ont des dossiers vierges parce qu'ils n'ont pas été impliqués dans des accidents. Ce sont les classes de conducteurs comme les cultivateurs, qui sont passablement touchés par les quotas de lait insuffisants, qui seront les premiers pénalisés. Les cultivateurs de mon comté m'ont fait savoir leur désapprobation. Je présume que les ministériels des comtés agricoles ont reçu les mêmes représentations et qu'ils feront des représentations au ministre.

Ce sont les camionneurs qui seront également les premiers touchés, les voyageurs de commerce, les chauffeurs de taxi, etc. Afin d'illustrer ce phénomène, Mme le Président, je voudrais citer une page du mémoire du Bureau d'assurance du Canada pour comparer, par quelques cas concrets, le coût approximatif de la protection en dommages corporels sous le régime actuel avec ce qu'il en coûterait sous le régime proposé.

Prenons le cas no 1, un conducteur marié de plus de 25 ans qui demeure à Québec, qui utilise son véhicule pour se rendre au travail, et qui n'a pas été tenu responsable de plus d'un accident durant les cinq dernières années. Dans le régime actuel, il paie, en primes, pour ses dommages corporels, \$91; dans le régime proposé par Mme le ministre, il va payer aux alentours de \$120 à \$125.

Dans le cas no 2, le conducteur est une femme célibataire de 25 ans, qui habite Montréal, qui n'utilise pas son véhicule pour aller au travail et qui n'a pas été tenue responsable de plus d'un accident durant les cinq dernières années; actuellement, elle paie \$83. Le régime proposé est de \$130 à \$135.

Le cas no 3, le conducteur est un cultivateur de la région de Trois-Rivières âgé de plus de 30 ans qui n'a pas été tenu responsable d'aucun accident durant les trois dernières années. Dans le régime actuel, le cultivateur en question paie \$64 et, dans le régime proposé, il va payer de \$120 à \$125.

Dans le cas no 4, le conducteur, âgé de plus de 25 ans, est un commerçant de Sherbrooke qui utilise sa voiture pour affaires et qui, au cours des cinq dernières années, a été tenu responsable de deux accidents dont le dernier remonte à un an et demi. Actuellement, il paie \$195, et le régime proposé va lui demander de \$120 à \$125.

Le cas no 5, le conducteur marié de plus de 25 ans qui demeure à Hull, qui utilise son véhicule pour se rendre au travail et qui n'a pas été tenu responsable de plus d'un accident durant les cinq dernières années; il paie actuellement \$63 et on va lui en exiger de \$120 à \$125.

Et, dans le dernier cas, il s'agit d'un conducteur qu'on peut considérer comme un mauvais risque. Le conducteur est un jeune homme célibataire de 21 ans, qui habite Montréal et qui a été tenu responsable d'un accident il y a plus d'un an. Actuellement, on lui exige \$345, et le régime proposé va lui exiger de \$130 à \$135. Alors, celui-ci subit une diminution tandis que tous les autres vont subir une augmentation.

Il nous semble donc évident que le ministre a failli à sa tâche première, celle qu'elle avait tant promise, et la population, en général, est déçue de cette attitude du gouvernement péquiste. Est-ce là la réforme de justice sociale qu'on avait tant promise? De plus, nous considérons que la façon d'exiger la prime, c'est-à-dire la même prime à une même catégorie de conducteurs est injuste. En effet, exiger la même prime du conducteur d'une Cadillac que du conducteur d'une Volkswagen nous semble aberrant. D'un autre côté, il nous semble injuste qu'en exigeant la même prime à une même catégorie de conducteurs on les indemnise d'une façon différente, selon leurs revenus. En effet, bien que payant la même prime, le conducteur riche sera mieux indemnisé que le conducteur à faibles revenus. Est-ce là la justice sociale promise par le régime péquiste?

L'indemnisation proposée est injuste. N'est-il pas injuste d'imposer ou de taxer l'indemnité qui sera versée par la régie, comme l'est actuellement le revenu? En agissant de la sorte, le gouvernement va payer d'une main les indemnités, et, d'une autre main, va aller chercher une partie de ces indemnités en impôts. N'est-il pas injuste, également, de baser l'indemnité à verser sur le salaire brut plutôt que sur le salaire net? Et comment va-t-on faire, Mme le Président, pour rétablir le salaire brut des serveuses et serveurs de table et des cultivateurs? Va-t-on se baser sur leurs rapports d'impôts pour les indemniser? N'est-il pas injuste de ne pas payer le salaire des sept premiers jours d'incapacité totale temporaire, et comment va-t-on compter ce délai?

Si l'accident survient un vendredi soir, un samedi ou un dimanche, est-ce qu'on va commencer à compter ce délai de carence le lundi, de sorte que les huit ou neuf premiers jours ne seront pas payés? N'y a-t-il pas une injustice en donnant à la succession une indemnité de décès de \$2000 lors du décès d'un individu majeur sans conjoint et une indemnité de \$4000 s'il s'agit d'un mineur? Sur quoi se base-t-on pour en arriver à de tels jugements de valeur?

Et on n'a toujours pas réglé le cas du pianiste ou du boxeur qui se fait couper un bras. Ceux-ci verront leur carrière terminée et pourtant ils recevront la même indemnité forfaitaire pour blessures, préjudices esthétiques, douleurs et perte de jouissance de la vie que, par exemple, un avocat qui, lui, va pouvoir continuer d'exercer sa profes-

sion. N'est-il pas une injustice, également, pour la personne qui occupe un travail de bureau et qui pourra retourner occuper le même emploi après un accident par rapport à celui qui occupe un emploi rude et qui devra réduire ses activités? Pour le premier, son indemnité cessera avec le retour au travail. L'autre sera indemnisé tant qu'il ne sera pas capable d'effectuer le même travail qu'auparavant.

Pourtant, ils auront subi le même genre de blessure. Nous pourrions énumérer, Mme le Président, une série d'autres cas tout aussi injustes, mais je pense qu'après avoir entendu tous ces arguments et ceux sur lesquels ont attiré son attention, en commission parlementaire, les groupes qui s'y sont présentés, si le ministre reste imperturbable, nous croyons que son attitude frise le "one way woman show". Nous aimerions enfin souligner, Mme le Président, le mépris pour cette Assemblée qu'a manifesté encore vendredi dernier le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

Le ministre nous a proposé, dans son discours de deuxième lecture, une série d'amendements sans même nous en faire connaître le libellé. Pire, Mme le Président, avant même que l'Assemblée ait pris connaissance du contenu de son discours, le ministre, mercredi dernier, faisait connaître à l'écran son intention d'amender le projet de loi et de permettre l'élimination de la subrogation entre assureurs. En ce sens, Mme le Président, Mme le ministre est demeurée fidèle à elle-même. C'est un ministre écran. Elle préfère l'écran de la télé à l'Assemblée nationale. Elle agit comme un écran pour cacher l'imperfection de la réforme proposée à ses collègues du Conseil des ministres.

Mme le Président, parce que l'Union Nationale croit sincèrement que ce projet de loi ne correspond absolument pas aux objectifs recherchés par tous les membres de cette Assemblée, à savoir, une indemnisation juste, une réduction de la subrogation et une administration efficace; parce que l'Union Nationale croit, au contraire, que ce projet de loi ne sert pas les intérêts de la collectivité québécoise; parce que l'Union Nationale a entendu en commission parlementaire des représentants de toutes les tendances dénoncer ce projet de loi avec preuves à l'appui...

M. Proulx: J'invoque le règlement. Est-ce qu'on pourrait vérifier le quorum, il y a, en face de nous, un seul député libéral? J'aimerais qu'on puisse vérifier le quorum.

Mme le Vice-Président: Nous vérifions le quorum immédiatement.

M. Fontaine: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Je vous ferai remarquer, M. le député, qu'une commission parlementaire siège actuellement.

M. Roy: Mme le Président, vu qu'il a appelé le

quorum, veuillez ne pas regarder dans ma direction, parce que mon parti est représenté à 100%, cet après-midi.

Mme le Vice-Président: Nous avons quorum. M. le député de Nicolet-Yamaska.

M. Fontaine: Question de règlement, Mme le Président. Je pense qu'il est une tradition en cette Assemblée à savoir que c'est le gouvernement qui doit assurer le quorum et non pas l'Opposition.

M. Proulx: Tous membres de l'Assemblée nationale à plein titre, monsieur.

M. Fontaine: Mme le Président, parce que l'Union Nationale croit, au contraire, que ce projet de loi ne sert pas les intérêts de la collectivité québécoise; parce que l'Union Nationale a entendu en commission parlementaire des représentants de toutes les tendances dénoncer le projet de loi avec preuves à l'appui; parce que nous croyons que cette réforme peut être repensée et grandement améliorée; parce que nous croyons qu'il est préférable d'agir bien au lieu que d'agir vite et mal, nous voterons contre ce projet de loi en deuxième lecture et nous insistons auprès de vous pour en demander le rappel. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Mme le Président, suite au dépôt de ce projet de loi à l'Assemblée nationale, l'Opposition avait demandé — cela avait été un voeu unanime — qu'une commission parlementaire entende les organismes intéressés à faire connaître aux membres de la commission parlementaire et à l'Assemblée nationale leurs opinions concernant la réforme proposée.

Or, c'est effectivement le mardi 11 octobre, à 10 heures du matin, que la commission parlementaire a commencé ses auditions. Nous avons siégé pendant près de trois semaines et nous avons pu entendre plusieurs mémoires, entre 15 et 20 mémoires. Après avoir bien examiné, avoir fait un tour d'horizon, une synthèse des séances de la commission parlementaire, nous n'avons pas vu un seul mémoire — peut-être le mémoire d'un individu ou le mémoire qui avait été présenté par trois individus — de groupe qui s'était dit d'accord avec la réforme proposée et surtout sur les méthodes que le gouvernement voulait utiliser pour appliquer sa réforme. Alors qu'on convoque une commission parlementaire pour entendre les organismes, qu'on demande aux gens de nous faire connaître leurs points de vue, leurs recommandations, leurs objections et leurs suggestions, à la suite de nombreuses séances d'une commission parlementaire, c'est bien la première fois, depuis que je siége à l'Assemblée nationale, si ma mémoire est bonne, que je vois un projet de loi revenir tel quel devant l'Assemblée nationale. Dans la loi 45, il y avait eu réimpression du projet de loi.

Dans le Code des professions, il y avait eu réimpression du projet de loi. Dans la loi 65, il y a eu une réimpression du projet de loi. Dans la loi 22, il y avait eu réimpression du projet de loi. Dans la loi 1, on a même été plus loin, on a changé le numéro du projet de loi. Cela me fait dire qu'on a fait siéger la commission parlementaire pour la galerie. On nous a tout simplement fait perdre notre temps et je n'aime pas perdre mon temps ici, à l'Assemblée nationale.

Effectivement, il ne semble pas — du moins, on n'en est pas avisé à l'heure actuelle — que le gouvernement ait réellement retenu un grand nombre de suggestions, de recommandations, de demandes des organismes qui sont venus devant la commission parlementaire. On n'a même pas retenu des recommandations qui ont été faites par l'exécutif du Parti québécois du comté de Rosemont. On n'en a même pas fait cas. Il est permis de se poser de sérieuses questions. Cela me fait dire que le gouvernement a fait son lit. Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, j'ai bien l'impression, à ce moment-ci, que notre démocratie parlementaire, c'est tout simplement pour amuser les parlementaires. On a décidé dans le cénacle très fermé que constituent les chapelles des cabinets de ministre que l'Assemblée nationale n'a pas d'importance, que les mémoires, dans le Québec, cela n'a pas d'importance, que les gens qui se sont donné la peine de préparer des mémoires, on n'a pas grand-chose à dire là-dedans.

M. Morin (Sauvé): Allons donc!

M. Roy: Mme le Président, on a présenté un livre bleu au mois d'avril 1977. Pour une réforme de l'assurance automobile, dans lequel Mme le ministre responsable de ce projet de loi présentait son projet, sa réforme de l'assurance automobile. Je ne niais pas, à l'époque, les efforts qu'avait faits le ministre. Je ne niais pas, à l'époque, les efforts qui avaient été faits par le gouvernement en vue d'en venir à une réforme de l'assurance automobile. Mais quand on a une certaine expérience parlementaire et qu'on siège depuis un certain nombre d'années, on finit toujours par conserver quelques documents.

On finit toujours par collectionner certains rapports qui sont parfois rendus publics, parfois aussi gardés en réserve, conservés sous le secret.

Je vais mettre de côté, pour le moment, le livre bleu qui a été proposé au mois d'avril 1967 pour prendre un autre document, le rapport Desjardins. Peut-être que cela va dire quelque chose à quelques-uns, le rapport Desjardins. Voyons ce qu'on retrouve dans le rapport Desjardins. C'est curieux, mais on voit cela dans le rapport Desjardins.

Régime proposé. Je n'attaque pas le principe du régime comme tel à ce moment-ci, Mme le Président, ce sont les méthodes que le gouvernement utilise pour faire adopter sa loi par l'Assemblée nationale et la façon trompeuse — je dis bien "trompeuse" — les méthodes trompeuses qu'on exerce à l'endroit des membres de l'Assemblée nationale. Le régime proposé dans le rapport Desjardins, je

demande à mes collègues, tant du côté ministériel que du côté de l'Opposition, de bien écouter. Je pourrai vous en donner des photocopies.

La première étape, trois ans. "Le détail de l'organisation de la première étape pourrait être comme suit: Régime d'Etat. Dans un premier temps, le gouvernement pourrait créer une régie d'Etat monopolistique chargée d'assurer une couverture de base dans un système de responsabilité sans égard à la faute en ce qui concerne les blessures corporelles, laissant à l'industrie privée le soin de couvrir les dommages non couverts par le régime de base en ce qui concerne les blessures corporelles et les dommages matériels dans un système de responsabilité conventionnel". Tiens! Ce n'est pas dans le livre bleu que je lis ça, c'est dans le rapport Desjardins! Pour ceux pour qui cela pourrait avoir un intérêt particulier, j'aimerais qu'on examine la date du rapport Desjardins. Ce serait peut-être une méthode pour informer les membres de l'Assemblée nationale de façon beaucoup plus précise. Ce rapport date du 4 mars 1975. Tiens! Qui était au pouvoir, le 4 mars 1975? Qui gouvernait le Québec, le 4 mars 1975? Peu importe ce qu'on peut en penser, il y avait quand même un gouvernement et je l'ai vu moi-même ici, à l'Assemblée nationale. De toute façon! Je l'ai vu devant moi, mais peut-être que certains ne l'ont pas vu. Moi, je l'ai vu.

Dans un deuxième temps, toujours dans le rapport Desjardins du 4 mars 1975, deux ans et un mois avant le dépôt du livre bleu de l'honorable ministre, voici ce qu'on lit: "Le gouvernement pourrait prendre en main la couverture des dommages matériels, deuxième étape, et celle des dommages pour blessures corporelles non couverts par le régime de base." C'est textuel, le régime de base proposé et les pertes économiques. Le régime de base envisagé par le sous-comité est le même que le régime préconisé par le comité Gauvin, c'est-à-dire un régime de responsabilité sans égard à la faute qui indemniserait toutes les victimes d'un accident d'automobile sans déboursé réel, de même qu'une rente payable après un délai de carence en équivalence du salaire perdu. C'est du nouveau dans la loi? On voit cela dans le projet de loi no 67, mais c'est aussi dans le rapport Desjardins du 4 mars 1975. Si on va un peu plus loin, il y a le régime supplémentaire: "Pendant la première étape, le régime supplémentaire devrait être laissé facultatif et être fondé sur un régime de responsabilité conventionnel avec une couverture minimale de \$50 000." C'est textuel, dans le projet de loi no 67. Cela date du 4 mars 1975. A ce que je sache, Mme le ministre responsable de ce projet de loi ne siégeait pas à l'Assemblée nationale à l'époque!

On va aller un peu plus loin. Je ne parle pas du livre bleu, je parle du rapport Desjardins. "La mise en marché du régime pourrait se faire au moment du renouvellement de l'immatriculation des véhicules." Tiens! Du nouveau! Le 4 mars 1975. Du nouveau dans la réforme de Mme le ministre dans le domaine de l'assurance automobile! "Elle impliquerait la tarification ci-haut mentionnée et le système serait facilement mécanisable."

J'en ai une autre, Mme le Président. La validation du contrat d'assurance pourrait se faire soit sans coût par les émetteurs de plaques d'immatriculation, soit contre des honoraires de \$0.50. Le 4 mars 1975, et que dit l'accord qu'on vient de signer avec les caisses populaires? \$0.50. Une réforme du nouveau gouvernement qu'on veut imposer aux Québécois, dans les vieux documents du 4 mars 1975 que, d'après les informations, le gouvernement libéral avait mis à la poubelle.

On en est rendu assez à court d'idées qu'on s'en va fouiller dans les poubelles pour trouver de vieux documents du Parti libéral, que le Parti libéral a rejetés.

M. Charbonneau: Qu'ils ont rejetés.

M. Roy: Je vais parler maintenant de la deuxième étape qu'il y a dans le rapport Desjardins. Après trois ans, alors que l'on aura mis sur pied la société d'Etat de l'étatisme, du collectivisme et rodé son administration, la tarification, la mise en marché et les règlements des sinistres — est-ce que je déränge quelqu'un? Après trois ans, je comprends, Mme le Président...

M. Chevette: Le député de Nicolet boit vos paroles.

M. Roy: ... que l'on aura mis sur pied la société d'Etat et rodé son administration, la tarification, la mise en marché et le règlement des sinistres, que l'on aura mis sur pied un réseau de centres d'évaluation, de contrôle et de récupération des pièces, on pourra passer à une seconde étape — et là tenez-vous bien — qui consistera à confier à la régie d'Etat l'indemnisation des dommages aux automobiles, en vue de réaliser des économies. L'étatisation complète du régime d'assurance automobile. Et on est venu nous dire en commission parlementaire qu'on était en train de négocier avec les courtiers, puis qu'on va les reconnaître légalement pour leur offrir une agonie légale!

Et je vais un peu plus loin dans le même rapport — je vous ferai grâce de tout son contenu — quant aux sources de financement, pour bien vous expliciter que c'est du nouveau qu'on nous propose. Tel que mentionné plus haut, dans un régime d'Etat monopolistique, les deux principales sources de financement du régime seraient une prime sur le permis de conduire et une prime sur l'immatriculation. Je ne parle pas de la loi 67, je parle du rapport Desjardins du 4 mars 1975. Voilà, Mme le Président, la réforme de l'assurance automobile que le gouvernement, avec beaucoup d'imagination et beaucoup de consultations, parce qu'il se veut à l'écoute de gens, présente à la population du Québec.

Je me demande réellement si Mme le ministre était au courant de l'existence de ce rapport, parce que je pense que nous sommes en face d'une "gimmick" de fonctionnaires, le terme n'est pas trop fort, une "gimmick" de fonctionnaires. C'est ce que nous envisageons et encore une fois l'Assemblée nationale du Québec est prise à par-

tie. Il faut évidemment permettre aux députés de s'exprimer mais cela ne changera rien, l'idée est faite. On a des idées fixes. Comme disait M. le premier ministre, seuls ne changent pas d'idée les idiots.

On a parlé des caisses populaires, parce qu'on a besoin de la collaboration, de la contribution des caisses populaires. On nous a dit qu'il n'y aurait pas de problèmes, c'est ce qu'on nous a dit à l'Assemblée nationale. J'ai fait des vérifications. À l'Union régionale de Saint-Hyacinthe, qu'on en prenne note, les chiffres peuvent être vérifiés n'importe quand, 75 caisses populaires font partie de l'Union régionale de Saint-Hyacinthe, 20 ont répondu affirmativement, 55 ont dit non, un non catégorique. Aucune à Granby, aucune à Saint-Hyacinthe, une seule sur quatre à Sorel, et on vient dire aux membres de l'Assemblée nationale qu'il n'y aura pas de problèmes pour la mise en vigueur du régime proposé?

Mais je me demande, Mme le Président, quand on va cesser de rire de nous de cette façon. On a demandé des documents au gouvernement pendant la période de temps où nous étions là pour nous informer comme membres de l'Assemblée nationale, comme députés responsables élus démocratiquement pour représenter la population. Et voici ce qu'on vient de nous dire: Dans une caisse populaire de ma région, et Mme le ministre l'a eue la résolution, je me permets de la lire à l'attention de la Chambre pour démontrer ce qu'on est en train de faire actuellement dans nos caisses populaires du Québec, un outil que les Québécois se sont donné pour se procurer des services à eux, et non pas servir des ambitions démesurées de quelques technocrates, de quelques fonctionnaires bien plus imbus de philosophie, de collectivisme et d'intérêts personnels que de servir réellement les intérêts de la population du Québec.

Il est proposé par monsieur et appuyé par un autre de refuser la signature du protocole d'entente concernant l'émission des plaques d'immatriculation des véhicules automobiles, tel que rédigé et proposé par l'Union régionale de Québec. Une caisse populaire de \$20 millions d'actifs, pas une petite caisse, mais une caisse populaire de \$20 millions d'actifs, une autre résolution pour bien démontrer aux membres de l'Assemblée nationale de quelle façon on a placé les conseils d'administration des caisses populaires, dans cette soi-disant réformette, vieillotte qu'on est allé chercher dans les poubelles, parce que les autres formations politiques les avaient rejetées, que nous acceptions de devenir membres, que de devenir caisse participante, selon les termes du protocole d'entente concernant l'émission des plaques d'immatriculation des véhicules automobiles intervenue entre le gouvernement du Québec et la fédération de Québec des Unions régionales des caisses populaires Desjardins. Ne pouvant faire autrement si on ne veut pas être en reste... C'est textuel dans la résolution. Au cas où les fonctionnaires ne remettraient pas une copie de la lettre à Mme le ministre, je m'engage à en faire faire une photocopie et la lui remettre personnellement.

Les caisses populaires parlent: Nous déplorons grandement cet accord de principe donné par la fédération des caisses populaires, décision unilatérale prise sans consultation suffisante auprès des caisses, ce qui est contre notre philosophie coopérative. Une des responsabilités principales, des fonctions principales de Mme le ministre des Consommateurs, Institutions financières et Coopératives est justement de voir à protéger le monde de la coopération, le système coopératif, les institutions coopératives. C'est une des fonctions fondamentales et principales du titulaire de ce ministère. Que copie desdites résolutions soient envoyées à la fédération des caisses, à l'union régionale, au ministre des institutions financières et à notre député provincial, M. Fabien Roy.

Devant deux positions contradictoires sur le sujet, le président fait appel au vote, ce qui apporte l'égalité des parties présentes. M. le Président exerçant son droit de vote appuie majoritairement la proposition d'accepter et participer à l'exécution dudit protocole d'entente concernant l'émission des plaques d'immatriculation.

Quand y a-t-il eu consultation auprès des caisses populaires concernant l'intention du gouvernement de leur faire vendre l'assurance automobile, de leur faire percevoir l'assurance automobile?

M. Lessard: ... la fédération.

M. Roy: La consultation a eu lieu seulement pour les plaques d'immatriculation. Le ministre le sait, les rapports sont là.

M. Lessard: Ce n'est pas vrai. Mme le Président, question de privilège.

M. Roy: Mme le Président, je regrette, mais je ne permets pas au ministre d'intervenir à ce moment-ci. Il a son droit de parole. Il pourra intervenir dans le débat.

M. Lessard: Question de privilège, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Sur une question de privilège, M. le ministre.

M. Lessard: Mme le Président, question de privilège. Encore une fois, le député démontre son ignorance. Nous avons fait une consultation en deux étapes.

M. Levesque (Bonaventure): Il ne s'agit pas d'une question de privilège.

M. Lessard: Mme le Président, il s'agit d'une question de privilège, puisque j'ai été responsable de cette consultation.

Nous avons fait une consultation en deux étapes, Mme le Président...

M. Levesque (Bonaventure): Il aura l'occasion de parler.

M. Lalonde: Après.

M. Lessard: ...soit, d'abord, au niveau de l'immatriculation, et d'autre part, nous l'avons fait au niveau...

M. Levesque (Bonaventure): Un discours sur le fond.

M. Lessard: ... de l'assurance automobile. Le député démontre encore son ignorance et sa mauvaise foi parce qu'il est informé par toutes sortes...

M. Roy: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le ministre.
M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Si M. le ministre, Mme le Président, a en main un document qui démontre qu'il y a eu une consultation concernant la vente de l'assurance auprès des caisses populaires participantes, une à une, je ne parle pas de l'entente qui est intervenue à l'union régionale ni à la fédération, mais entre les caisses populaires... une consultation qui s'est faite sur le dossier de l'assurance automobile, je lui demande simplement et très poliment, Mme le Président, pour notre gouverne, de déposer son document et de le rendre public.

M. Lessard: ... au niveau de l'organisme central...

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre. M. le député de Beauce-Sud, un moment. Je vous demanderais quand même de me permettre, si j'ai envie de le faire, de rappeler un député ou un ministre à l'ordre, M. le député de Beauce-Sud... Je comprends que vous aviez le droit de parole, mais j'avais quand même entendu le ministre sur une question de privilège et j'aurais cru que vous m'auriez quand même donné le temps de faire mon intervention.

C'est maintenant votre tour, M. le député de Beauce-Sud.

M. Roy: Je disais donc, Mme le Président, avant de m'asseoir que c'est normal pour quelqu'un qui est blessé de se lamenter.

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud, avant de reprendre vos envolées, je vous rappellerais que votre temps est presque écoulé. Je vous demanderai de conclure.

M. Roy: Cela fait cinq minutes que je suis continuellement entrecoupé. Je me suis bien gardé d'intervenir d'aucune façon quand mes collègues, qui m'ont précédé, sont intervenus. Ce n'est pas dans mes habitudes d'interrompre mes collègues lorsqu'ils parlent.

Mme le Vice-Président: Vous me ferez confiance, j'aurais rappelé les gens à l'ordre.

M. Roy: Je vous demanderais, Mme le Président, de bien vouloir en tenir compte.

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud, je vous demande de conclure à moins qu'il n'y ait consentement unanime de cette Assemblée. Vous avez encore deux minutes.

M. Roy: Mme le Président, devant autant de contraintes qui démontrent encore une fois qu'on ne tient pas compte du temps justement pendant lequel on m'a interrompu, je conclurai, mais j'aurai le droit de revenir...

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud, je sais que vous êtes un peu blessé, mais je vous dirai que je n'ai pas tenu compte de mon intervention à propos de ce qu'on a appelé une question de privilège. Je vous demanderais d'être un peu plus patient si c'est possible. De toute façon, c'est le moment de votre conclusion et vous avez toujours deux minutes.

M. Roy: Merci, Mme le Président. Je dirai donc que, concernant les coûts de l'assurance automobile, la population n'est pas informée. La population va réaliser — là, je donne un sage conseil au gouvernement — qu'il est peut-être préférable d'écouter attentivement les recommandations et les remarques qui sont faites par les députés de l'Opposition, et celles qui sont formulées par la population du Québec. Il faut tenir compte des problèmes particuliers que les méthodes utilisées par le gouvernement concernant la réforme proposée vont susciter à la grandeur du Québec. Il sera trop tard le jour où les assurés, les automobilistes réaliseront ce que comporte la soi-disant réforme proposée par l'honorable ministre.

En terminant, je formule ces recommandations au gouvernement. D'abord, je veux lui dire que nous sommes d'accord avec l'assurance obligatoire. En ce qui a trait aux réformes du régime d'indemnisation cela a été demandé par le monde des assurances depuis de nombreuses années; cela a été demandé par certains membres du gouvernement lorsqu'ils faisaient partie de l'Opposition. Dans ce temps, on était plus à l'écoute de la population. Cela est demandé par l'Opposition actuelle. Alors, il y a nécessité d'une réforme du régime d'indemnisation. La troisième recommandation que je formule au gouvernement, c'est de confier l'administration de la réforme à l'entreprise privée pour ne pas soumettre la population du Québec à deux administrations. Le gouvernement actuel veut départager les pouvoirs entre le fédéral et le provincial pour éviter la duplication, parce qu'on a deux gouvernements, deux têtes. Pourquoi le gouvernement ne serait-il pas assez logique pour au moins ne pas proposer deux têtes dans le régime de l'assurance automobile? Il me semble que cela va de soi. Si on veut être logique, il faut l'être partout. Il y a quand même des limites! Quatrièmement, modifier la loi no 49 pour faire de la régie une régie de surveillance.

En terminant, Mme le Président, je vais puiser

dans un livre et un auteur cher à Mme le ministre et qui a pour mon Machiavel. Il dit ceci: "Il est permis pour l'homme politique de commettre dans l'intérêt public des actes de violence et de duperie qui seraient condamnables dans la vie privée". Merci.

Mme le Vice-Président: M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Gérard-D. Levesque

M. Levesque (Bonaventure): Mme le Président, vous me permettez d'intervenir brièvement sur cette question, au cours de l'étude de ce projet de loi éminemment important et qui aura sûrement un impact considérable sur la vie même des citoyens du Québec. Rares sont ceux qui ne seront pas affectés par cette loi.

J'aurais bien aimé pouvoir féliciter le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières parce que je suis convaincu qu'il a travaillé d'arrache-pied depuis son élection et sa nomination au poste qu'il occupe présentement. J'aurais aimé pouvoir concourir à ses conclusions et le projet de loi qu'il présente. Si je m'en rapportais simplement aux heures nombreuses qu'il a dû passer soit dans sa tournée provinciale ou encore à son bureau, ou avec ses fonctionnaires, surtout dans un domaine aussi complexe où il était nouvellement arrivé, j'aurais aimé être en mesure de lui dire merci pour son travail, en concourant avec lui à ce projet de loi, mais que voulez-vous, je suis complètement en désaccord.

Mme Payette: L'Opposition a des raisons que la raison ignore.

M. Lessard: Et que le porte-monnaie connaît très bien.

M. Levesque (Bonaventure): C'est cela, que voulez-vous, madame! Mais nous sommes complètement en désaccord avec ce projet de loi et je dois informer Mme le ministre que nous ne sommes pas les seuls. Vous venez d'entendre le député de Beauce-Sud, vous avez entendu le représentant de l'Union Nationale, vous avez entendu notre porte-parole, le député de Jacques-Cartier qui a fait un exposé très brillant et complet sur la position du Parti libéral.

M. Charbonneau: Les adjectifs ne...

M. Levesque (Bonaventure): Et si Mme le ministre avait écouté — elle a entendu, j'en suis convaincu — et donné l'importance qui était nécessaire, dont il fallait tenir compte, autrement dit, Mme le Président, à tout ce qu'elle a entendu, c'est-à-dire les nombreuses représentations en commission parlementaire, en dehors de ce que les Oppositions ont pu dire, je crois qu'elle aurait dû se dire: Peut-être suis-je la seule à avoir le pas? Je comprends qu'elle avait des problèmes, je comprends qu'il y avait des promesses du Parti québécois, qu'il y avait là un programme. Elle a

voulu, à la fois, satisfaire les gens de son parti, les militants et, en même temps, se satisfaire de ce qu'elle croyait être plus pratique. Mais en essayant d'atteindre les deux buts, elle n'en a atteint aucun. C'est ce qui explique que les gens qui sont venus devant elle et devant les commissions parlementaires se plaignaient les uns et les autres de cette proposition.

On a entendu des gens qui, pourtant, appuyaient le Parti québécois. Même des gens qui sont dans le Parti québécois sont venus comme tels lui dire qu'ils n'étaient pas satisfaits de cette demi-mesure. Par contre, de nombreux autres opinants sont venus se faire entendre et expliquer au ministre que cette façon de vouloir régler le problème n'atteignait pas les objectifs que Mme le ministre s'était fixés et que nous nous étions nous-mêmes fixés lorsque nous étions au gouvernement, c'est-à-dire avoir un régime d'assurance automobile qui puisse diminuer — ou du moins ne pas augmenter — la croissance des coûts et, en même temps, qui puisse assurer une compensation plus généreuse.

D'ailleurs, le député de Jacques-Cartier a bien exprimé cette idée en disant que le projet de réforme de l'assurance automobile devait poursuivre trois objectifs: son coût devait être le plus bas possible, il devait donner lieu à des indemnités justes et il devait permettre une rapide indemnisation des accidentés.

Or, Mme le Président, je vous sou mets respectueusement que le projet de loi que nous avons devant nous n'atteint pas ces objectifs. Et pourtant, selon le Parti libéral du Québec — et c'est encore le député de Jacques-Cartier qui l'exprimait très clairement — l'assurance automobile doit être obligatoire, doit établir une responsabilité de base sans égard à la faute pour les dommages corporels, troisièmement, maintenir le droit de recours et d'appel aux tribunaux et, finalement, établir un système d'indemnisation directe, rapide et sans droit de subrogation.

Or, Mme le Président, ce que nous avons devant nous, c'est un projet de loi qui, tout en étant timide, n'atteint que partiellement certains objectifs et, finalement, dans son ensemble, n'en atteindra aucun ou risque de n'en atteindre aucun. Nous voulions diminuer les coûts, Mme le Président. C'est cela que nous avons tous voulu et que nous voulons encore. Nous ne croyons pas qu'un système à deux ou trois têtes puisse diminuer les coûts, et Mme le ministre se l'est fait dire à maintes et maintes reprises. Nous avons devant nous un système complexe. D'une part, une régie d'Etat pour les dommages corporels. D'autre part, un régime privé pour les dommages matériels et, ensuite, l'obligation de s'assurer si l'on veut couvrir les risques qui ne sont pas couverts ni dans un régime, ni dans l'autre.

Mme le Président, nous avons également devant nous un projet de loi qui comporte le danger de lenteur. Nous connaissons assez bien la façon de fonctionner de certaines régies d'Etat. Nous connaissons la complexité et la lourdeur de la machine administrative gouvernementale qui se prête très mal à ce genre d'opération qui serait beau-

coup mieux poursuivi par l'entreprise privée. Mme le Président, lorsqu'on a voulu diminuer les coûts, on s'était tourné d'abord vers la question importante de la sécurité routière, parce que nous étions convaincus, quant à nous, que c'était là que se situaient les coûts élevés au Québec.

Je dois rendre hommage au député de Charlevoix, qui était ministre des Transports, pour les mesures qu'il a prises. Quelquefois, au tout début, ce n'était pas tellement populaire, si je me rappelle bien, mais, à un moment donné, tout le monde s'est rendu compte de la sagesse des mesures prises par l'ancien ministre des Transports. Evidemment, on a vu Mme le ministre se lever tout d'un coup, il y a quelques mois, et nous dire, avec toute sa gentillesse, sa candeur et sa naïveté, entre guillemets, que c'était grâce à ce qu'elle avait proposé ou ce qu'elle se proposait de proposer que déjà les primes d'assurance avaient diminué dans l'entreprise privée.

Mme le Président, je ne veux pas contredire d'une façon désagréable Mme le ministre, mais il est clair que c'est à cause de la réduction des accidents et cette réduction est en relation directe avec les mesures prises par l'ancien gouvernement, et particulièrement par l'ancien ministre des Transports, le député de Charlevoix.

Il va falloir continuer, dans le domaine de la sécurité routière, si l'on veut réellement que les coûts diminuent. C'est là qu'est le grand problème. Je sais que le ministre des Transports m'entend actuellement. Je suis convaincu qu'il va venir vous donner un coup de main. Il attend peut-être — s'il y a des retards — le moment où la loi sera adoptée pour essayer de vous aider à pouvoir vous vanter un peu, mais ce sera en relation directe avec le nombre d'accidents qu'il y aura au Québec. Cela affecte les coûts; mais malheureusement, le ministre a choisi une voie qui comporte en elle-même une augmentation de coût. Par ailleurs — je sais que mon temps est limité — il y a un autre aspect que je voudrais simplement souligner à ce moment-ci, à savoir, quant à ce régime, le fait que l'on enlève les recours aux victimes d'accident. Or, la Commission des accidents du travail, dans cette loi qui la régit, même dans ce contexte, la victime peut avoir accès aux tribunaux lorsqu'il s'agit d'un accident causé par un tiers. Ici, on enlève le recours aux tribunaux. A ce moment-là, on laisse la victime d'accident d'automobile, d'abord entre les mains de l'Etat, les fonctionnaires; dans le cas de révision, ce sont encore les fonctionnaires qui vont s'en occuper, et finalement, le recours ultime, c'est la Commission des affaires sociales. Or, cette dernière n'est pas du tout équipée pour ce genre d'évaluation. Je le prétends, respectueusement, malgré l'estime que je puis avoir pour les membres de cette commission. Ce n'est pas un instrument adapté à ce genre d'activité.

Je tiens à rappeler, encore une fois, que ce n'est pas ce que le Parti québécois avait promis. Est-ce que l'on pourrait, pour un moment, nous rappeler ce que déclarait le ministre actuel de l'environnement, en octobre 1974: "Le Parti québécois préconise, depuis sa fondation, l'établisse-

ment d'un régime public, complet et obligatoire d'assurance automobile".

Un régime public et complet. On voit, d'ailleurs, ce qu'ils disaient: "Quant à nous, du Parti québécois — cela se retrouve à la page B-6634 du journal des Débats de cette année-là — la création d'un régime d'Etat n'est pas qu'une solution ultime; c'est une solution qui s'impose d'urgence. Nous incitons le gouvernement à s'y engager immédiatement sans passer par une demi-réforme qui continuerait d'être insatisfaisante et qu'il faudrait recommencer au bout de quelques années".

C'était ce qu'on préconisait à ce moment-là; pas une demi-mesure. Nous avons présentement une mesure qui ne répond pas du tout et dont la complexité — j'ai eu l'occasion dans cette Chambre d'en parler à au moins une ou deux reprises, particulièrement lorsqu'il s'agissait du livre bleu qui avait été déposé par le ministre, marraine du projet de loi — vient du fait qu'on a une régie d'Etat pour les dommages corporels, ensuite, un système privé pour les dommages matériels, ensuite, pour les dommages causés à l'extérieur de la province, ensuite, pour les dommages causés au-dessus du plafond du "no fault" dans les dommages corporels pour ceux qui voudraient se protéger davantage. Tout cela est d'une complexité qui va amener de l'insatisfaction chez les automobilistes et chez ceux qui auront à passer par ce système.

Je tiens à dire au ministre qu'elle a encore le temps de changer d'avis, de modifier sa loi. C'est toujours permis. Ce serait peut-être admettre bien humblement une erreur, mais qui ne fait pas d'erreur? Errare humanum est.

Mme Payette: Pardon?

M. Levesque (Bonaventure): Humanum, cela va pour les hommes et les femmes.

Mme Payette: Je suis seulement une vedette de la télévision, je n'ai pas appris le latin!

M. Levesque (Bonaventure): Bon, mais enfin, je sais que vous avez très bien compris. Vous étiez, d'ailleurs, une excellente vedette de la télévision. Je pense que les téléspectateurs aimeraient vous revoir dans ce rôle. On m'a dit qu'on s'ennuierait de vous.

Mme Payette: Je peux vous annoncer une émission spéciale sur l'assurance automobile dans deux semaines.

M. Levesque (Bonaventure): Le succès que vous remporterez à cette émission, Mme le ministre, sera directement proportionnel aux changements que vous apporterez à votre projet de loi.

Mme le Président, j'invite Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières à revoir ce projet de loi et surtout à se pencher sur la question qui touche les objectifs mêmes, c'est-à-dire les coûts.

Il faut bien dire que, à ce moment-ci, en deuxième lecture, après toute la tournée faite par Mme le ministre, après toutes les études faites par ses fonctionnaires, après toutes les commissions parlementaires, nous n'avons pas devant nous la réglementation qui, pourtant, aurait dû être connue par ceux qui ont à intervenir dans ce débat en deuxième lecture.

Nous n'avons pas la table des indemnités. Nous n'avons pas la grille de responsabilités, nous n'avons absolument rien présentement pour nous rassurer. Au moins, si Mme le ministre voulait déposer ce qui lui fait dire qu'elle va atteindre son objectif. Elle dit que, dans son essence même, ce projet de loi va permettre que cette question des coûts soit réglée. Mais, moi je dis que non.

Mme le ministre n'a pas voulu, n'a pas accepté de déposer tous ces renseignements dont nous aurions besoin, ces études qui doivent être prêtes, qu'elle a dû consulter sans doute malgré leur complexité et leur aspect technique. Nous aurions besoin de ces renseignements pour un débat de deuxième lecture fait en pleine lumière. J'espère au moins qu'on aura ces renseignements lorsque nous étudierons le projet de loi article par article. Je suggère, Mme le Président, que cette nouvelle réglementation fasse l'objet d'une étude en commission parlementaire.

Mme le Président, avant de terminer, je vois qu'il est six heures, j'aurais aimé aborder d'autres points extrêmement importants dans ce projet de loi, et si on me permet, je vais simplement vous mettre en garde contre les chiffres donnés par Mme le ministre sur les fameux 6% de frais d'administration. On va surveiller cela de près.

Il faudrait également que Mme le ministre nous dise quels seront les coûts qui seront absorbés et qui ne paraîtront pas dans son régime, coûts à l'assurance-hospitalisation, coûts à l'assurance-maladie. On n'a pas ces détails-là, extrêmement importants. Si l'on fait porter les coûts à gauche et à droite, à un moment donné il va falloir faire le total de ces coûts pour connaître ce qu'en coûtera à l'automobiliste québécois l'assurance automobile, selon le nouveau régime. Il ne faudrait pas oublier également qu'il y est question de rentes indexées. Il faudrait alors avoir les études actuarielles qui nous diront ce que coûtera à l'automobiliste, en primes, dans cinq ans ou dans dix ans ou dans quinze ans, ce que coûtera en primes d'assurances à l'automobiliste québécois ce régime.

Ce n'est pas un régime seulement pour la première année. Il va falloir qu'on nous donne des renseignements sur cela.

Mme le Président, j'aurais aimé également parler un peu plus longtemps du "no fault"; c'est un sujet que je connais d'une façon un peu plus particulière, parce que j'ai vécu, comme avocat, des situations. Je ne suis pas gêné de dire que je suis un avocat de la pratique privée, et le sourire de madame ne m'impressionne pas. Je l'ai toujours aimé, son sourire, mais elle a ce genre de sourire ironique, lorsqu'on parle d'un avocat de la pratique privée; je crois que celui-ci a sa place dans notre société.

Il ne faut pas essayer de crucifier tout ce qu'il y a d'entreprises privées et de professionnels aujourd'hui. On parle des architectes, maintenant, avec le même sourire, on parle des ingénieurs avec le même sourire, on parle des avocats avec le même sourire, on parle des notaires avec le même sourire, on parle de tous les gens des professions libérales avec ce même sourire ironique en disant: Ils n'en ont pas pour longtemps, on va régler leur cas.

Si on veut continuer de tout nationaliser, de tout régimenter, de tout fonctionnariser dans ce gouvernement, on se trompe parce qu'on ne vous laissera pas continuer dans ce sens-là. Il y a énormément de gens qui veulent continuer à lutter au Québec, à lutter dans notre société, de cette façon qui comporte énormément de risques. Nous ne pouvons pas tous devenir des députés et des fonctionnaires et toute cette armée dont s'occupe l'Etat. Il va falloir qu'on aide également ceux qui risquent dans leur vie de tous les jours, ceux qui prennent des risques. Et cela inclut l'entreprise privée, cela comporte toute cette philosophie qu'on est en train d'essayer d'attaquer présentement par ce genre de projet de loi.

M. Morin (Sauvé): Allons donc!

M. Levesque (Bonaventure): C'est exactement ce qui se passe présentement et le ministre de l'Education est probablement fort conscient de cela, lui qui a entre les mains la question de l'école privée, en particulier.

M. Lalonde: Le Code des professions.

M. Levesque (Bonaventure): Le Code des professions est justement une de ses responsabilités, l'école privée dans le domaine de l'éducation. On pourrait peut-être s'éloigner du sujet, mais on me permettra, Mme le Président, de conclure, parce que mon temps n'est pas terminé. Je pense qu'il reste une couple de minutes, mais je sais qu'il est 6 heures. Si on me permettait de terminer, dans une minute...

Mme le Vice-Président: Vous avez raison, M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Levesque (Bonaventure): ... parce que vous y participez.

Mme le Vice-Président: A moins qu'il y ait consentement unanime de cette Assemblée pour que M. le chef de l'Opposition officielle termine son intervention, je devrai suspendre les travaux de cette Assemblée. Il y a consentement, M. le chef de l'Opposition officielle.

M. Roy: Il y a consentement. Cela me fait plaisir.

M. Levesque (Bonaventure): Je remercie mes collègues et en particulier le député de Beauce-Sud à qui il a également manqué du temps. Je suis sûr qu'il aurait voulu poursuivre cette argumenta-

tion. Nous aurons l'occasion de revenir en commission plénière. D'autres de nos collègues de l'Opposition officielle vont participer à ce débat; même si nous sommes limités à ces 20 minutes réglementaires et parlementaires et que nous devons abréger, espérons que nous pourrions nous compléter afin que, lorsque arrivera cette émission télévisée, Mme le ministre ait apporté les amendements substantiels et même rajusté son tir. Lorsque l'on parle d'amendements, Mme le Président, lorsque nous discutons ici en deuxième lecture, nous n'avons pas cette liste d'amendements que nous a promis Mme le ministre. Nous n'avons aucun chiffre, aucune étude déposée et nous n'avons pas cette liste d'amendements dont on nous a parlé. On nous dit: Parlez en général du principe de ce projet de loi. On vous renseignera plus tard. Très reliés au principe de ce projet de loi sont justement ces éléments que nous aimerions avoir. Je suis convaincu que, si nous avions présentement ces renseignements, nous pourrions davantage contribuer à convaincre et à persuader, j'en suis convaincu, Mme le ministre, de modifier substantiellement ce projet de loi qui va à l'encontre des meilleurs intérêts des automobilistes du Québec et des citoyens du Québec.

Nous n'atteignons pas les objectifs poursuivis. Nous n'atteignons pas les objectifs de coûts. Nous n'atteignons pas les objectifs d'une compensation adéquate. Nous n'atteignons pas non plus les objectifs de règlements rapides et complets des réclamations qui pourront survenir à la suite d'un accident automobile. Devant ces faits et malgré le plaisir, encore une fois, que j'aurais eu à concourir avec Mme le ministre, je n'ai pas hésité à lui rendre hommage quant à son esprit de travail. Sur-tout, avant de terminer, j'aimerais lui rendre hommage du fait qu'elle soit ici, alors qu'on sait qu'elle n'aime pas tellement assister aux travaux parlementaires. Je suis convaincu qu'elle va continuer de nous faire l'honneur de nous écouter, mais pas seulement de nous entendre par l'appareil auditif, mais que les arguments que nous apportons seront de nature à la convaincre de modifier substantiellement ce projet de loi.

Mme le Vice-Président: Monsieur,...

M. Laberge: Mme le Président, compte tenu de l'heure actuelle, je demande la suspension du débat.

Mme le Vice-Président: Demandez-vous l'ajournement du débat, M. le député?

M. Laberge: Je demande l'ajournement ou la suspension du débat comme tel.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

Des Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Cette Assemblée suspend ses travaux jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 18 h 7)

Reprise de la séance à 20 h 18

Mme le Vice-Président: A l'ordre, mesdames et messieurs!

M. le leader parlementaire du gouvernement.

M. Duhaime: Mme le Président, nous en sommes à la reprise du débat sur la motion de Mme Payette proposant la deuxième lecture du projet de loi no 67, Loi sur l'assurance automobile.

Mme le Vice-Président: La reprise du débat de deuxième lecture du projet de loi de Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, M. le député de Jeanne-Mance, c'est vous qui avez la parole.

M. Henri Laberge

M. Laberge: Merci, Mme le Président. Je veux profiter des quelques minutes qui me sont offertes au cours de ce débat de deuxième lecture sur un projet de loi, à mon point de vue, aussi important et autant débattu depuis la parution du livre bleu sur le sujet en avril dernier, pour souligner certains points qui sont à la base de cette Loi sur l'assurance automobile. Quand je parle de certains points qui ont amené ce projet de loi sur la table, je veux dire la confusion totale dans laquelle nous étions depuis plusieurs années.

Malgré tout le respect que j'ai pour mon confrère, le député de Beauce-Sud, avant le souper alors que j'écoutais son discours, je trouvais qu'il exagérait fortement lorsqu'il accuse le gouvernement de ne pas tenir compte des besoins de la population. Ce n'est pas parce que le projet de loi en discussion emprunte des idées au rapport Desjardins, publié il y a quelques années, que le gouvernement actuel doit être accusé de faiblesse. C'est plutôt la faiblesse de l'ancien gouvernement qui avait commandé les études les plus sérieuses et les plus exhaustives pour les mettre ensuite sur des tablettes, par peur de prendre des décisions susceptibles de faire mal à certains supporters, c'est plutôt cette faiblesse chronique de l'ancien gouvernement qu'il faudrait souligner.

Des Voix: Bravo!

M. Laberge: On viendra nous dire qu'on exagère et qu'on n'a pas le sens de la réalité. Il faudrait faire le tour des ministères, questionner les fonctionnaires les plus sérieux et les plus dévoués à leur travail et à leurs tâches pour constater combien d'études sérieuses du même genre sur d'autres sujets, par exemple, ont été commandées et réalisées sous la gouverne de nos prédécesseurs, études que l'on a retrouvées sur des tablettes empoussiérées parce que le gouvernement de M. Bourassa avait peur d'effectuer les réformes qui s'imposaient, réformes susceptibles d'aider la population du Québec.

Des Voix: Bravo!

M. Laberge: Le rapport Gauvin et le rapport Desjardins étaient, je crois, suffisamment clairs

pour qu'un gouvernement qui aurait voulu prendre ses responsabilités ait tous les éléments en main pour faire une réforme longtemps attendue par la population, et longtemps avant que le Parti québécois arrive au pouvoir.

D'ailleurs, je relisais ce soir un communiqué de presse du Bureau d'assurance du Canada daté du 27 avril dernier, signé par M. Charles Moreau qui disait, entre autres: "A cet égard, le directeur du BAC a rappelé que nos gouvernements avaient fait preuve d'un manque évident de responsabilité lorsqu'ils ont si longtemps ignoré les nombreuses recommandations formulées par l'industrie des assurances pour établir clairement le cadre dans lequel elle aurait pu fonctionner plus efficacement dans l'intérêt des Québécois". C'est justement pourquoi le gouvernement actuel, dès le lendemain du 15 novembre — et ce n'était pas qu'une promesse électorale — se devait, au nom des Québécois, pas nécessairement de refaire toutes les études, mais de prendre les études au point où elles étaient, de les regarder avec soin et de prendre des décisions les plus rapides possibles sans les faire trop hâtives et sans que ces décisions soient, je dirais, faites à la hâte et non calculées.

Bien au contraire, le comité qui a travaillé à la préparation du projet de loi que nous avons entre les mains, qui a préparé le livre bleu qui l'a précédé, a travaillé d'arrache-pied à regarder toutes les circonstances de la situation, et c'est après grande réflexion que le comité en est venu à décider du contenu du projet de loi que nous avons actuellement. Si on a mis de côté certaines parties des recommandations qui avaient été faites dans le rapport Gauvin, c'est après des réflexions sérieuses et des calculs bien pesés.

Mais, si nous revenons à cet ancien gouvernement qui nous a précédés, gouvernement qui avait des contacts plus faciles avec la haute finance, pourquoi n'a-t-il pas écouté les recommandations d'un groupe aussi sérieux que le Bureau d'assurance du Canada que je citais il y a quelques minutes? Pourquoi n'a-t-il pas agi et mis en application les réformes proposées avant que la population perde patience?

Quant aux compagnies d'assurance, je n'ai pas les statistiques en main ici ce soir, je ne les ai pas vérifiées, mais il a été cité, au cours des dernières semaines, des statistiques prouvant que le taux des accidents d'automobile avait baissé au Québec, non seulement en 1976, mais au cours des six dernières années, c'est-à-dire régulièrement depuis 1971. Pourtant, ce n'est que tout dernièrement qu'on entend dire, Mme le Président, qu'heureusement les compagnies d'assurance nous annoncent une réduction des taux de l'assurance automobile.

Comment se fait-il, alors que le taux des accidents diminue, que les primes augmentent toujours si ce n'est parce qu'ils ont la confiance et la sécurité que le gouvernement qui est en place ne leur fera aucun mal? Loin de moi l'idée que le gouvernement actuel veut faire du mal aux compagnies d'assurances. Ce n'est pas cela. Mais il faut quand même faire le ménage dans le dos-

sier des assurances et faire en sorte que la population du Québec y comprenne quelque chose. Tant et aussi longtemps que les compagnies d'assurances étaient en sécurité, dis-je, avec l'ancien gouvernement, les primes ont continué d'augmenter. En 1977, par contre, on nous annonce une réduction des primes grâce à la baisse des accidents de 1976. Ce n'est pourtant pas nouveau. Les années précédentes, on nous a dit que c'était à cause de l'inflation que les primes ne pouvaient pas baisser. Je n'ai pas entendu dire qu'en 1976 l'inflation a cessé d'exister. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait, pourquoi ont-ils attendu non seulement l'annonce d'un projet de loi, mais la constatation évidente que ce gouvernement était extrêmement sérieux et qu'il était décidé à aller au bout de la question pour annoncer, à grand renfort de publicité, qu'ils étaient en mesure de faire mieux, qu'ils avaient le plaisir d'annoncer une réduction, comme je l'ai déjà dit, qu'ils étaient capables de faire mieux que le gouvernement — c'est dans les coupures de presse presque à tous les jours — qu'ils pourraient faire mieux que le gouvernement actuel?

S'ils étaient capables de faire mieux dans les années antérieures, je ne comprends pas pourquoi ils ne l'ont pas fait. Je serais prêt à parier qu'il n'y aurait pas eu de baisse des primes n'eût été de l'annonce de la loi, pour une part, et, d'autre part, de la commission anti-inflation qui a obligé les compagnies d'assurance à rembourser le trop-perçu, l'excédant de profit qu'elles ont fait.

D'autre part, une autre constatation que j'ai faite, et celle-là me fait de la peine, c'est en ce qui concerne mes amis les courtiers d'assurances. Etant moi-même assureur-vie, je n'ai jamais vendu d'assurance automobile dans le passé et je ne peux pas dire que je connais la structure des primes d'assurance-vie mieux qu'un autre ici dans cette Chambre, mais je connais quand même le domaine de l'assurance en général. J'ai des amis parmi les courtiers qui sont d'excellents bonshommes, des gens très sérieux, bien informés, honnêtes, travailleurs, désireux de vraiment servir leur clientèle.

Je comprends mal que ces mêmes amis tolèrent que des émissions passent à la télévision sous prétexte d'informer la population, donnent toutes sortes d'informations erronées à la population concernant le projet de loi, alors qu'au même moment, ils demandent au ministre de les garder dans le portrait parce qu'ils sont indispensables à la population. J'ai de la difficulté à comprendre cela, je n'ai pas pu trouver de réponse à cette question.

Pendant qu'on insiste pour justifier son rôle d'intermédiaire, le même jour, les journaux *Le Nouvelliste*, du 26 octobre 1977, *La Voix de l'Est* et *le Droit d'Ottawa*, en première page, publient, à propos de la réforme de l'assurance automobile: Le rôle des courtiers serait reconnu. J'espère que mes amis les courtiers feront tout leur possible pour corriger les gestes qui ont été posés récemment, je ne sais par qui, mais qui ne sont pas de nature à redorer leur image. Malheureusement, il

ne s'agit peut-être que de quelques individus qui ont pensé nuire au projet de loi en discussion présentement; mon impression personnelle est qu'ils vont plutôt se nuire à eux-mêmes. Que voulez-vous que le public pense des courtiers d'assurances et des assureurs en général lorsqu'au moment où un projet de loi important se discute, on prétend être indispensable à l'application de cette loi et, d'autre part, on informe le public tout de travers. C'étaient mes réflexions là-dessus.

Il est difficile, d'autre part, de pointer du doigt qui a été le véritable coupable dans cette situation abracadabrante qu'on a vécue dans les dernières années et qui était le lot du dossier de l'assurance automobile. Est-ce les compagnies d'assurances? Est-ce les ajusteurs? Est-ce les garagistes? Est-ce les courtiers? Est-ce le gouvernement? Est-ce l'engorgement des tribunaux? Toujours est-il qu'à mon point de vue, c'est un mélange de divers éléments qui a amené notre gouvernement à prendre position sans délai; le malaise avait assez duré et la population du Québec voulait un changement à ce chapitre.

Si nous revenons sur la culpabilité possible de certains, les compagnies d'assurances, d'après moi, ont mal informé le public sur ce qu'était vraiment l'assurance qui les couvrait au chapitre de l'assurance automobile. À cet égard, je considère personnellement que les contrats d'assurance automobile étaient à peu près le genre de contrats le plus difficile à comprendre, parce qu'à la page 1 on disait blanc, à la page 2 on disait noir et, sur un petit collant où c'était écrit en rouge, on tirait la ligne entre les deux.

Alors, personne, même un spécialiste, sauf dans l'assurance automobile, ne pouvait s'y comprendre. Moi-même, j'ai essayé d'étudier mon contrat d'assurance automobile à plusieurs reprises et je ne l'ai jamais compris. Je me fiais à mon courtier. Dieu merci, je n'ai jamais eu de problèmes, mais c'est parce que je n'ai pas eu d'accident non plus.

Est-ce que ce sont les experts d'assurances qui étaient coupables de la chose? C'est peut-être laisser planer un doute que de ne pas répondre à la question, mais évidemment, au cours des vingt dernières années, j'en ai entendu parler souvent et beaucoup de choses se sont dites sur le fait que les experts d'assurances s'entendaient avec les garagistes pour augmenter le montant des réclamations. Qui est le vrai coupable dans ce problème qu'on a vécu dans l'assurance automobile? Dieu le sait, mais c'est certainement une chose compliquée. D'autre part, que ce soit l'ancien ou un autre précédent, les gouvernements avaient quand même le droit et je dirais le devoir, de prendre des mesures pour mettre de l'ordre dans ce problème. Il a fallu attendre après le 15 novembre 1976 pour qu'un gouvernement, qui a envie de se tenir debout et de défendre les droits de la population du Québec, décide d'ouvrir le dossier et de le regarder à fond.

Depuis ce temps, on en parle tous les jours dans les journaux. On pouvait passer auparavant des années sans jamais en entendre parler, sauf que les gens sursautaient chaque fois qu'ils

avaient à payer leurs primes d'assurances ou qu'ils étaient insatisfaits lors d'une réclamation, mais personne n'y comprenait rien.

Pour revenir à l'intérieur du projet de loi, sans discuter article par article puisqu'on y viendra plus tard, voici un des principaux points qui méritent l'approbation de toute cette Chambre. Au niveau des dommages corporels, qu'on s'entende plus tard sur le fait que les gens auront le privilège de prendre un supplément au minimum qui est garanti, cela peut aller, mais au moins que les gens soient protégés pour un minimum de sécurité en cas de blessures ou cas d'invalidité, je considère que c'est une chose absolument importante et qu'il était intolérable de garder la situation telle qu'elle était jusqu'à ce jour.

Il y a beaucoup de personnes qui — on l'a répété maintes et maintes fois — après avoir été victimes d'un accident d'automobile et être devenues invalides, ont eu à attendre des années et des années avant de pouvoir recevoir une réclamation. C'était injustifiable à tout point de vue d'attendre le résultat d'un procès qui tardait à venir, pour toutes sortes de considérations qui peuvent être valables, même le rapport du médecin qui ne pouvait pas être final.

Pendant ce temps, les gens s'endettaient, soit auprès de leurs banques, de leurs amis, de leurs familles ou bien de Household Finance ou de n'importe quelle autre compagnie de finance pour arriver à la fin, au moment où ils recevaient leur chèque de réclamation, à se rendre compte qu'ils le devaient totalement. Il faut mettre fin à cela et c'est pourquoi j'appuie sans réserve le principe du "no fault" dans les dommages corporels et que, immédiatement après le début de l'invalidité, on commence à dédommager la victime même avant qu'on ait établi pour quelle durée elle sera invalide. Puisqu'il s'agit d'un remboursement de salaire, tant que la victime est impotente, on n'a pas à attendre le résultat, le nombre de mois que cela a duré pour commencer à lui payer une indemnité. Il est très important que cette réforme soit mise en vigueur le plus tôt possible.

Concernant les autres points de vue du projet de loi, je n'insisterai pas, mes collègues vont en parler, je dirai simplement que la création de la corporation des assureurs, à mon point de vue, si les assureurs veulent y mettre leur bonne considération et leur collaboration, aidera à clarifier le problème qu'on rencontre dans les dommages matériels par l'établissement de centres d'évaluation, par l'établissement de règles plus précises d'évaluation. Ce sera leur tâche, en collaboration avec la régie, d'établir ces centres ainsi que les autres règles qui présideront à ce que le régime gouvernemental ne couvrira pas.

En ce qui me concerne, j'appuie sans réserve le projet de loi. Tout ce que je veux, c'est de le voir fonctionner pendant un an ou un an et demi et de voir la population du Québec beaucoup plus satisfaite que ce qu'on a entendu durant les dernières années. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Charlevoix.

M. Raymond Mailloux

M. Mailloux: Mme le Président, dans le peu de temps qui m'est alloué, je pense qu'il me serait impossible de faire un tour d'horizon complet de l'important projet de loi qui est devant cette Chambre, en deuxième lecture. Je me permettrai simplement de traiter des sujets pour lesquels, dans les années antérieures, il m'a été donné d'oeuvrer plus particulièrement.

Mme le Président, j'écoute depuis les derniers mois traiter de ce vaste sujet qui est la réforme de l'assurance automobile. Quand on pense à l'importance des sommes qui sont en cause, il est indiscutable que tout le public québécois est attentif à la discussion qui prévaut actuellement.

J'oserais affirmer cependant, quand j'écoute parler autant les membres de notre caucus que les membres de l'équipe ministérielle et des oppositions, que je n'ai jamais entendu presque autant d'aberrations, dans les quinze années que j'ai été en politique, que lorsqu'on veut trouver les raisons pour lesquelles on cherche à corriger une situation.

Mme le Président, immédiatement, si j'en avais la permission, je demanderais à chacun des parlementaires qui sont ici: Parmi vous qui, comme Québécois, avez à conduire des véhicules automobiles dans le Québec, quels sont ceux qui sont capables d'afficher dans tout le Québec que leur comportement est un comportement civilisé comme Québécois, qu'ils ont respecté les règlements de la route, le Code de la route dans les années antérieures? Maintenant levez-vous et montrez-nous si vous êtes en mesure de donner des exemples aux Québécois! Il n'y en a pas tellement parmi vous autres qui seraient immédiatement en mesure de dire: Moi, à la collectivité que je représente, je suis en mesure, comme conducteur soucieux de la vie de mes concitoyens, de protéger leur santé, de conduire en respectant toujours les règles de la sécurité.

Ces mêmes gens qui ne respectent pas les règles de la sécurité dans le Québec, à l'instant immédiat où ils ont passé la frontière de l'Ontario ou la frontière américaine, ils deviennent complètement soucieux des règlements et ils savent exactement la règle qu'ils doivent observer. Il est drôle, le comportement des Québécois. Tantôt j'écoutais le jeune député de Jeanne-Mance nous dire toute l'incurie des gouvernements qui ont précédé. Je pourrais dire ceci à l'honorable député de Jeanne-Mance, ayant été moi-même à l'origine d'une loi extrêmement impopulaire, la loi 13; par-dessus le marché, elle avait un mauvais numéro. Je me rappelle pertinemment que j'ai dû convaincre les 24 ou 25 collègues qui étaient à mes côtés. Au départ, huit ou neuf mois avant que je réussisse, il n'y en avait peut-être qu'un ou deux qui ne m'indiquaient pas de sortir de ce projet. Dans le caucus c'était quasiment des exceptions qui acceptaient qu'on demande aux Québécois d'être aussi civilisés ici que partout ailleurs. Je ne veux pas blâmer...

M. Morin (Sauvé): Quel caucus?

M. Mailloux: Quel caucus?

Si je posais la même question à l'intérieur du Conseil des ministres actuel à savoir lesquels sont soucieux de respecter intégralement le Code de la route, on aurait exactement la même réponse qu'on a eue chez moi; je ne vous donnerai pas d'exemples, j'en ai vu l'été dernier, mais je ne donnerai pas de noms. C'est un comportement humain, je pense, qui est à l'intérieur de chaque Québécois. Est-ce que parce qu'on est des Latins et ce qu'on a dans le sang? On est quasiment comme des Mexicains?

On part de loin dans la réforme de l'assurance automobile. Je suis allé au Mexique. Ce n'est pas un pays industrialisé et je n'y retournerai plus jamais, parce que, quand on circule quelques milles sur les routes d'Acapulco et d'ailleurs, on revient vite à son motel et on ne veut plus en ressortir. Dans le Québec, à certaines heures de la nuit ou du jour, aux heures de pointe, c'est exactement le même phénomène. Vous disiez, Mme le ministre, dans vos notes d'introduction, qu'il y avait une urgence extraordinaire, alors qu'on faisait face, en 1976, à 168 000 accidents, dont 30 000 accidents avec blessures corporelles et 1300 ou 1400 blessés.

Si vous vous reportez aux années antérieures, alors qu'on dit qu'on ne faisait absolument rien malgré que le nombre d'automobiles ait augmenté d'environ 7,5% ou 8% par année, on avait réussi dans le Québec, simplement dans les années antérieures, depuis sept ou huit ans, à plafonner à environ 2100 ou 2200 le nombre des mortalités par année. Et, par-dessus le marché, je dirais la crème du Québec, parce que c'étaient les jeunes pour qui ont avait payé une instruction les rendant au moins au CEGEP ou près de l'université.

Dans la collectivité, c'était sans cesse vider ses goussets pour les aider. Regardez, toutes les fins de semaine, c'est encore le même phénomène aujourd'hui! Vous voyez cela, entre 18, 22, 23 et 24 ans. Année après année, vous avez eu, dans le Québec, 55 000 blessés, et vous avez eu environ 2000 mortalités. La loi 13 a été adoptée en 1976, au cours de l'été. On avait dit, à ce moment-là, qu'on donnerait quelques mois de tolérance; l'élection est arrivée au mois de novembre, c'était encore la tolérance et elle a continué par la suite. Mais, malgré toute la tolérance qu'on avait accordée et l'entente qu'on avait prise avec les corps policiers, vous avez — cette année-là — sauvé, je pense, 321 vies humaines. Cette année, vous allez sauver probablement 700 vies humaines, en 1977, malgré que j'accuse le gouvernement de ne pas faire respecter en aucune façon une loi que je savais impopulaire, mais qu'on a adopté et que les Québécois ont acceptée, principalement les jeunes.

Je sais pertinemment que, quatre mois après l'adoption de la loi, comme tous les jeunes Québécois avaient donné l'exemple aux autres, les corps de police nous disaient qu'à 80% la loi était

entrée dans les moeurs. Chaque fois qu'on avait un rapport du Bureau des véhicules automobiles, on constatait que davantage les Québécois voyaient des résultats tangibles. Le Collège des médecins nous disait que les hôpitaux étaient réellement en train de se vider. C'est près de 10 000 blessés graves qu'on a sortis des hôpitaux grâce à la loi et à l'aide que nous ont apportée tous les media d'information, les corps policiers, tout le monde. Tout le monde a participé; l'Opposition y a participé également—dans ce temps, c'était le Parti québécois—alors que presque tout le monde a voté unanimement.

Devant le peu de cas qu'on a fait du respect de la loi depuis un an, je blâme le gouvernement. On a eu des messages à la radio et à la télévision, invitant les gens à attacher leur ceinture, à respecter les limites de vitesse, oui. Ce n'est pas cela qui est le respect d'une loi. Le respect d'une loi, si c'est du 55 milles à l'heure, il y a une tolérance, évidemment, qui permet de faire six ou sept milles de plus en raison des différences de pneus. Mais qu'on me nomme une fois où dans la province, un corps de police a été invité par le ministère de la Justice à faire un barrage sur les routes pour constater si un tant soit peu on respectait la loi.

Cela n'a été fait d'aucune façon et, pourtant, quand on veut modifier un système d'assurance aussi dispendieux que celui que l'on connaît, il faut bien parler d'inflation, vous savez, quand les accidents montent de 10% par année et qu'on sait combien coûtent les réparations. A 155 000 accidents par année et à 55 000 blessés, vous allez payer des primes aussi onéreuses que celles que vous connaissez depuis fort longtemps. Les Etats-Unis, qui ont eu le courage avant nous d'imposer une loi à 55 milles à l'heure pour la sécurité publique et principalement pour l'économie du carburant, à la première année, avec une loi appliquée, par exemple, sans ceinture de sécurité, simplement avec 55 milles à l'heure, ont eu 11 000 mortalités et 55 000 blessés de moins.

Mme le ministre dira plus loin qu'elle s'aperçoit qu'actuellement aux Etats-Unis, en Ontario, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Suède, chacun regarde un peu si on ne pourrait pas amener un régime de non-responsabilité. Peut-être qu'ils regardent cette facette du problème. Mais il y a un prérequis, par exemple, que chacune de ces collectivités a mis en place, un prérequis qui était de discipliner les conducteurs de telle façon que, sur 10 000 véhicules circulant, on ait un per capita de mortalités acceptable. On a beaucoup vanté la Suède; j'en ai déjà parié en Chambre; 2% par 100 000 véhicules circulant. Au Canada ici, le record mondial des pays industrialisés comme entité de pays et le Québec fort au-dessus du record canadien. C'est le résultat que vous avez du milliard en primes que vous versez. Ne vous surprenez pas, tant et aussi longtemps que vous aurez 55 000 blessés dans les hôpitaux, allez voir les médecins, allez voir tous ceux qui paient les frais dans les compagnies d'assurances, quel que soit le régime que vous mettez en place, vous ne changerez pas un seul iota. Si le gouvernement du Québec avait

voulu être sérieux dans sa démarche, il l'aurait encore, pendant une période d'une année, deux années, prouvé en disciplinant les Québécois et ceux-ci étaient prêts à le faire. Je pense qu'en une période de deux années on aurait amené les Québécois à avoir possiblement le record qu'a atteint la Saskatchewan, celui qu'a atteint la Colombie-Britannique. On nous parle de ces régimes étatisés en Colombie-Britannique ou en Saskatchewan. Je n'ai pas les chiffres, c'est un propos à bâtons rompus mais on a trois fois plus d'accidents que dans une des deux provinces et deux fois plus que dans l'autre.

Tant que cela durera, qu'on ne s'imagine pas que c'est simplement en étatisant, en ce qui a trait aux blessures corporelles, que cela va changer quelque chose dans les primes. C'est un trompe-l'oeil que vous proposez à la population et je le dis honnêtement, peut-être pas dans six mois, mais dans un an, ou dans deux ans, dépêchez-vous de faire une élection parce que, quand ils auront payé une couple de primes, on verra comment on va re-filer de primes supplémentaires aux Québécois. Je me rappelle qu'après la première année, je pense que c'est en Colombie-Britannique, on a re-filé au-delà de \$100 millions en impôt sur le revenu pour compenser l'ensemble des pertes qu'on avait accumulées.

Une centaine de millions qu'on avait re-filés. Quand le ministre dit, dans son discours de deuxième lecture, que le régime "no fault", c'est forcément une mauvaise appellation, qu'elle espère que ce ne sera pas une invitation à ce que les conducteurs irresponsables s'imaginent que la route leur appartient, les chauffards, les ivrognes, il y a une question que je voudrais poser à Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, à laquelle elle pourra me donner une réponse ultérieurement.

Dans le régime actuel des responsabilités, et suivant le Code de la route actuel, dans tous nos bureaux de députés, depuis des années, chacun d'entre vous a reçu, jour après jour, des gens qui, condamnés pour ivresse au volant, ont été pénalisés, ont perdu leur permis, avoir inscrit des points de démerite, perte de permis pour trois mois, pour six mois, pour neuf mois. Quel que soit le temps de la pénalité, après les trois mois, après les six mois, ces gens-là, pour réobtenir une police d'assurance dans le système qu'on connaissait, que l'on connaît encore aujourd'hui, devaient, par la formule V2C, prouver leur assurabilité.

Mme le ministre sait pertinemment qu'il y en a des milliers et des dizaines de milliers qui ont été refusés par les compagnies d'assurances qui ne voulaient plus accepter ces mauvais risques. Je conviens que cela a mis certains pères de famille en difficultés, mais quand un père de famille, à la deuxième, troisième ou quatrième occasion, est arrêté pour ivresse au volant, c'est quand même le temps qu'il débarrasse le circuit routier du Québec, si on tient à la vie des Québécois. C'est le temps.

Dans le système actuel, que le ministre vienne me dire, d'ici la fin de la discussion, de quelle fa-

on on pourra empêcher tous les irresponsables de revenir et qu'on leur refusera la possibilité de réintégrer le réseau routier. Il y a peut-être une classe de la société qui sera privilégiée par votre régime, ce sont les jeunes qui, forcément, à 18, 20 ou 21 ans, s'aperçoivent que le taux qui est exigé d'eux est un taux inacceptable. Je suis un de ceux qui croient que, réellement, la jeunesse, mais surtout la jeunesse prudente, qu'on n'en a pas fait la différence avec la jeunesse imprudente. J'ai toujours mal compris qu'un jeune de 21 ou 22 ans, qui depuis trois ou quatre ans conduit une automobile, qui a un dossier parfait, soit obligé de subir, dans le régime actuel, exactement la même prime que le jeune qui, à longueur de mois ou d'année, va briser sa vie et la vie des autres, avoir des accidents. Il y a, parmi ces jeunes, une catégorie à prohiber ou à surtaxer. C'est indiscutable qu'à ces jeunes vous allez probablement faire non pas un plaisir spécial, mais vous allez leur apporter un avantage particulier. Il faudrait, par contre, penser que, dans un avenir pas tellement éloigné, un an ou deux, les autres jeunes qui ne devraient pas être sur le réseau routier et qui auront accident après accident, ce sont ceux-là qui grèveront, dans l'avenir, le déficit que nous subirons. Ce sont eux qui ajouteront au déficit que nous subirons dans l'avenir. Dans deux ou trois ans, les chauffards, les ivrognes et ceux qui ne devraient pas être sur le réseau routier dans le système de "no fault", on aura beaucoup de difficultés à éliminer leur venue sur l'ensemble de notre réseau.

Mme le Président, je pense que le temps qui m'était accordé est à peu près terminé. C'étaient les quelques observations que je voulais faire quant au projet de loi en question. Je suis de ceux qui croient que, si on veut blâmer les gouvernements précédents de ne pas avoir agi, nous avons quand même réussi à nous convaincre, tous ensemble, du bien-fondé du respect de la vie d'autrui. Nous nous étions décidés à passer une loi impopulaire, mais qui permettait que tous les Québécois puissent conduire sur les routes en respectant la loi et conduire en sécurité. Il y a un préalable que tous les pays ont mis en place avant de modifier tout le système d'assurance. Dans le Québec, on procède par l'absurde. On dit: On change d'abord le régime d'assurance, ensuite on s'occupera de sécurité routière.

Je dis que c'est faire fausse route. Dans un proche avenir, on verra que le gouvernement n'a pas procédé par le début, mais par la fin et ce sera une erreur lamentable.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Après un témoignage aussi éloquent que celui que vient de nous présenter le député de Charlevoix, ma voix sera bien modeste pour ajouter à la sienne la préoccupation première que ce gouvernement aurait dû avoir avant de nous présenter le projet de loi no 67.

Quand on regarde ce que le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières nous offre dans ce projet de loi no 67, on peut trouver une série de dispositions avec lesquelles on ne peut qu'exprimer notre accord. Ainsi, donner des pouvoirs accrus au surintendant des assurances, c'est le désir général exprimé dans tous les milieux depuis un bon moment. Imposer l'assurance obligatoire, voilà encore une démarche que tous les Québécois demandent depuis un bon moment. Que le fonds d'indemnisation soit contrôlé par l'Etat, voilà encore une décision que tous les partis, je crois, accueilleront avec faveur étant donné que le fonds d'indemnisation actuel, administré par les compagnies d'assurances, ne pouvait pas continuer justement d'après le désir de ces compagnies d'assurances.

Des centres d'évaluation? Sûrement! On n'a rien inventé. Le projet de Mme Bacon, qui a été rendu public en octobre il y a un an, contenait l'établissement de centres d'évaluation, de centres de recherche et de centres de règlement de sinistres. Quand on parle de "no fault", là non plus on n'a rien inventé. Je pense que l'expérience de certains Etats américains, de certaines provinces doit nous servir de leçon, quoique certaines réserves doivent être exprimées relativement à l'effet, au résultat qu'un "no fault" complet pourrait avoir. Malgré ces réserves, nous croyons, nous de l'Opposition officielle, qu'il est temps d'utiliser ce concept juridique, parce qu'il s'agit d'un concept juridique, il ne s'agit pas d'un miracle, pour l'appliquer de façon particulière dans les accidents d'automobiles.

Ce que le ministre, je crois, ce que le gouvernement actuel a oublié de faire, c'est d'établir de façon claire et objective le contexte dans lequel le gouvernement nous offre son projet de loi. Si nous avons été dans la situation où nous étions il y a quatre ans, il y a cinq ans ou même trois ans, peut-être que comme mesure d'urgence nous aurions cru que la sévérité de ce projet de loi aurait été acceptable, mais je reproche à ce gouvernement de ne pas avoir fait le bilan de la situation avant de proposer son projet de loi. Je me réfère plus particulièrement à la sécurité routière. J'ajoute mon témoignage à celui que le député de Charlevoix vient de nous faire relativement à l'importance fondamentale, première de la sécurité routière quand on veut, comme gouvernement, intervenir dans la question de l'assurance automobile.

Et je reproche à ce gouvernement, depuis près d'un an qu'il est maintenant au pouvoir, d'avoir négligé de poursuivre les démarches qui ont été entreprises il y a maintenant deux ans, plus particulièrement en 1976, par l'ancien gouvernement.

Le rapport Gauvin est clair à ce sujet. Je pense que personne n'a contesté la justesse de ses propos, à savoir que la fréquence et la gravité des accidents d'automobiles sont à l'origine même de nos problèmes d'assurance automobile. Naturellement, on peut lire, dans le livre bleu de Mme le ministre, des propos pieux relativement à la sé-

curité routière. On lit par exemple, à la page 29, peut-être, d'une annexe, enfin, c'est la dernière page ou presque: "La surveillance routière. A cet égard, nous nous proposons — on propose encore, Mme le Président, à ce gouvernement, alors que la sécurité routière a été une priorité depuis quelques années au gouvernement du Québec — de coordonner l'action de surveillants routiers du ministère des Transports et celle de tous les corps policiers du Québec, etc." On se propose de coordonner, Mme le Président. On n'a pas besoin de coordination, les programmes de surveillance routière par la Sûreté du Québec sont faits, ils sont destinés, ils sont décidés depuis combien d'années, depuis au moins deux ans. Ils ont été mis en application. Tout ce que Mme le ministre trouve, c'est de se proposer de coordonner. La belle affaire!

On se propose aussi, là-dessus je me réfère à la page 39 du livre bleu, de faire de la publicité; comme ce gouvernement est tenté par la publicité! On le voit, Mme le Président, c'est un gouvernement d'images, un gouvernement de parade, un gouvernement de propagande...

M. Chevette: De vrais petits Bourassa

M. Lalonde:... Alors, nos projets à court terme sont les suivants, je lis, à la page 39: "Dès le mois de mai 1977 — et je lis bien, pas 1978, 1977, cela s'est passé — on entreprendra une campagne intensive sur le port de la ceinture de sécurité, les limites de vitesse, la protection des piétons et la sécurité des deux roues".

Vous avez entendu, Mme le Président, cette publicité fantastique, est-ce qu'on a vu cela? Est-ce qu'on a vu le gouvernement enterrer la province de publicité pour les deux roues? Je lis, à la page 40: "Dès la mi-août jusqu'à la fin de septembre, les campagnes de sécurité porteront surtout sur le transport scolaire".

Est-ce que vous avez entendu cela, Mme le Président, la publicité sur la sécurité, sur le transport scolaire? C'étaient des promesses, des promesses d'un ministre dans un livre officiel, qui a été rendu public avec toute une parade de propagande, tournée dans la province et tout le reste.

M. Chevette: Les 100 000 emplois de Bourassa.

Une Voix: Ce n'est pas une tournée, c'est une balade.

M. Lalonde: Je lis le paragraphe c, à la page 40: "A l'automne, les messages publicitaires porteront sur les dangers de la consommation de l'alcool et sur l'opportunité de prévoir un bon entretien des véhicules". Mme le Président, je ne peux pas vous demander de témoigner, mais quand avons-nous entendu la publicité de ce gouvernement sur les dangers de la consommation de l'alcool? Quand?

M. Chevette: On n'en prend pas nous autres.

M. Lalonde: ... Quand avons-nous entendu le gouvernement faire de la publicité sur l'opportunité de prévoir un bon entretien des véhicules depuis l'automne et nous sommes le 1er novembre?

M. Alfred: ...

Une Voix: Il n'y a rien de nouveau là-dedans.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, messieurs!

M. Chevette: ... Mme le Président.

M. Lalonde: Alors, Mme le Président, tout ce qu'on a sur la sécurité routière, ce sont deux choses. On a un message pleurnichard de la part du ministre, dans son livre bleu, qui n'a pas produit ce qu'on se proposait de faire et on a, de plus, une expérience qu'on peut vérifier quotidiennement. Il ne s'agit pas d'être ici à l'Assemblée nationale. Il s'agit d'être sur toutes les routes du Québec pour le voir. La sécurité routière, depuis novembre 1976, a été laissée pour compte par ce gouvernement. Le ministre de la Justice et le ministre des Transports n'ont pas fait leur boulot. Ils ont négligé la condition première, la condition essentielle pour régler le problème de l'assurance automobile, c'est-à-dire de poursuivre les démarches que l'ancien gouvernement avait commencées relativement à la sécurité routière.

Etant donné qu'on ne croit pas à la sécurité routière dans ce gouvernement, on croit peut-être à autre chose. Je pense qu'on croit à la parade, on croit aux grands gestes, on croit à la publicité. On a donc fait un livre bleu. On a fait une tournée télévisée, s'il vous plaît. On a aussi promis durant la dernière campagne électorale. On a promis de réduire les coûts de l'assurance automobile. Cette promesse est formelle. On peut vous apporter, Mme le Président, des témoignages à cet effet. C'est la promesse qu'on a faite. Or, depuis qu'on est au gouvernement, jamais le ministre des Consommateurs n'a été capable de garantir à la population du Québec que son projet de réforme allait réduire les coûts de l'assurance automobile.

Lorsqu'un ministre propose un projet de loi, une réforme qui est à la fois une trahison de son programme électoral et aussi une promesse de dé faite quant à l'assurance automobile, je pense qu'on ne peut pas s'attendre que l'Opposition, y compris l'Opposition officielle, l'appuie.

On sait, depuis qu'on parle d'assurance automobile en cette Chambre, qu'une réforme est nécessaire au niveau des coûts. Cela allait très bien pendant la campagne électorale, on pouvait promettre n'importe quoi; d'ailleurs, on a promis n'importe quoi et ce n'est pas la seule trahison, Mme le Président. On pourra y revenir.

On sait aussi que l'assurance automobile devait être réformée en ce qui concerne l'indemnisation. Il fallait une indemnisation plus juste parce qu'un certain nombre de victimes d'accidents d'automobile, parce qu'elles étaient aussi responsables des accidents, n'étaient pas indemnisées, ce qui devenait une charge sociale pour une so-

ciété organisée et qui nécessitait l'intervention de l'Etat.

Or, comme indemnisation juste, on nous apporte une indemnisation incomplète. Auparavant, un nombre quand même majoritaire de victimes d'accidents d'automobile étaient complètement indemnisées. On nous propose maintenant que tout le monde ou à peu près soit incomplètement indemnisé. Voilà pour la justice de l'indemnisation que nous propose le projet de loi. Il fallait répondre aux besoins d'indemnisation rapide. On sait qu'il y a des délais qui sont, en fait, quasiment nécessaires dans le système actuel, le système de responsabilité parce qu'il faut chercher un responsable. Il y a donc des délais qui souvent sont intolérables, on doit le dire. D'ailleurs, je pense que c'est reconnu par tout le monde qu'à cause des poursuites en cour, des appels et de tout le reste il y a des gens qui ont droit à des indemnisations et qui ne les reçoivent que plusieurs années après l'accident.

Or, comme indemnisation rapide, on nous propose la lourdeur de la bureaucratie. On nous propose que des fonctionnaires, à trois niveaux différents, décident, dans leur sagesse, d'une façon tout à fait arbitraire, ce que les victimes d'accidents d'automobiles recevront.

Mme le Président, le projet de loi no 67, en plus d'être une trahison du gouvernement à l'égard d'une promesse électorale, en plus d'être une trahison non seulement à l'égard de ses promesses, mais de son programme électoral, est aussi l'occasion pour ce gouvernement et le ministre en particulier de mettre de l'avant de chimériques aspirations idéologiques en faisant appel à l'étatisation. Voilà.

M. Chevette: Ce n'est pas son meilleur.

M. Lalonde: Comme plusieurs fois, d'ailleurs, on a vu ce gouvernement chausser ses sabots. J'en ai parlé ici. On a un problème qu'on devrait mesurer, mais qu'on ne mesure pas. On décide d'imposer à la société québécoise des modèles que certains intellectuels ont développés en regardant d'autres pays dans lesquels personne d'ici ne voudrait vivre et puis on impose cela à la société québécoise. On va étatiser. C'est la grande solution. On étatiser. Bien oui. Cela va régler tous les problèmes, Mme le Président. On va prendre charge du citoyen. On lui enlève, par la porte d'en arrière, son droit de faire appel aux tribunaux. Qu'est-ce que cela vaut, des tribunaux de droit commun, Mme le Président, pour un parti péquiste? Cela ne vaut rien.

M. Chevette: ... d'avocat.

M. Lalonde: C'est une nuisance, un tribunal de droit commun, parce que cela n'a pas sa place dans le modèle péquiste de la société socialiste qu'on veut imposer. Alors on étatiser et on fait appel...

M. Chevette: ... traite de traîtres et, après cela, on étatiser.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, messieurs!

M. Chevette: C'est un modèle...

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys... A l'ordre, s'il vous plaît! Je vous ferai remarquer, messieurs, que c'est M. le député de Marguerite-Bourgeoys qui a la parole. Je vous demanderais de respecter son droit de parole.

M. Lalonde: Merci, Mme le Président. Je viens d'entendre le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières qui dit que cela se limite, les droits de parole.

Mme Payette: Cela se mérite, la parole.

M. Lalonde: Bon, alors cela se mérite, la parole.

Une Voix: Taisez-vous.

M. Chevette: Il ne comprend rien.

Mme le Vice-Président: A l'ordre!

M. Lalonde: Est-ce que ce sont vos fonctionnaires qui vont me dire si je mérite le droit de parole ou sont-ce mes électeurs? Ce sont mes électeurs qui n'aiment pas votre réforme parce qu'elle va coûter plus cher.

M. Duhaime: ... forte majorité.

M. Lalonde: C'est cela le mérite que j'ai ici.

M. Ouellette (Beauce-Nord): Est-ce vous qui les avez informés?

M. Lalonde: Je n'ai pas fait la tournée.

M. Ouellette (Beauce-Nord): Vous êtes loin du peuple. Vous êtes trop loin du peuple.

Mme le Vice-Président: M. le député de Joliette-Montcalm, à l'ordre, s'il vous plaît! Le droit de parole se promène d'un côté et de l'autre. J'ai un peu l'impression que vous vous l'attribuez sans que je vous le donne.

M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Merci, Mme le Président. Je vois, d'après les réactions des députés ministériels, que je dis la vérité. Ils savent que je suis ici le porte-parole d'une majorité de Québécois qui savent que l'assurance automobile va coûter plus cher avec les chimères et les duperies de ce gouvernement qui veut absolument socialiser l'assurance automobile. Ce n'est pas la solution. La solution c'est la sécurité routière.

Imposez donc, ayez donc le courage d'imposer la surveillance routière, d'imposer le port de la ceinture, ce que vous avez négligé depuis que vous êtes là! Faites-le donc, ayez donc le courage, au lieu de faire de la parade.

Mme le Président, on entend les chauffeurs de taxi, les camionneurs, les cultivateurs qui nous parlent, dans nos comtés où nous nous prome-nons tous les soirs, parce que s'il y a des députés de l'Opposition officielle dont les banquettes sont vides, ici, Mme le Président, c'est qu'ils sont dans la province à parler aux électeurs qui se plaignent du programme, du projet du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

M. Duhaime: Ils sont en commission parlementaire. Il ne faut pas charrier.

M. Lalonde: Ils nous posent la question: Combien cela va-t-il coûter? Mais on ne peut pas leur répondre, on voudrait que Mme le ministre nous donne des réponses, nous dise exactement combien cela va coûter, et, pourtant, c'est la question. C'est facile de penser, j'ai été sous-ministre des Institutions financières, et les fonctionnaires avaient beaucoup de solutions. Mais une solution, par exemple, qui va répondre aux aspirations des Québécois doit être une solution qui va réduire les primes d'assurance automobile, qui va assurer cela aux Québécois, et le projet de loi no 67 ne le fait pas. Le ministre a été incapable, jusqu'à maintenant, de répondre à cette question: Est-ce que cela va coûter plus cher aux Québécois?

Mme le Président, étant donné l'incapacité du ministre et du gouvernement de répondre à cette question fondamentale, je vais me joindre à tous mes collègues de l'Opposition officielle, et, je crois, de l'Opposition, qui représentent quand même, si on s'en reporte au vote d'il y a à peu près un an, plus de 60% sont des électeurs. Maintenant, d'après les sondages, cela va plutôt dans les 70%.

Une Voix: Comment se fait-il que vous ne soyez pas au gouvernement?

Mme le Vice-Président: Veuillez conclure, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je conclus en disant que ce gouvernement sera incapable de prouver aux Québécois que sa réforme étatique, socialisante répondra à leurs aspirations parce que ce gouvernement est incapable de dire aux Québécois: Cela va coûter moins cher. Merci, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Pointe-Claire.

M. William Frederic Shaw

M. Shaw: Thank you, Madam President. I wish to take this opportunity to speak on what I consider most ill-conceived and badly planned pieces of legislation that has ever been brought to the National Assembly of the province of Quebec.

I speak of the projet de loi 67. The rationale that the people of Quebec are dissatisfied with the present status of automobile insurance in the province of Quebec is unquestioned, and a

succession of governments have been examining this problem in the light of three principal goals. Firstly, of reducing the cost of automobile insurance. It is quite obvious that nothing preoccupies the citizens of Quebec today more than the very high level of cost that we are paying for our automobile insurance in this province. The second is the expedition of the settlement of claims. The minister has made reference to the time that is wasted in the settlement of body damage claims because of the long waiting list for access to the Superior Court to determine responsibility for the accident. And the third wish of the people is that indemnification associated with an accident is properly and justly done, and we recognize that 28% of the accident victims presently are not indemnified because either they are insured or they are the cause or found guilty of being the cause of the accident. In recognizing this, the previous government has convoked the Gauvin Committee, which seriously studied all aspects of automobile insurance in the province of Quebec. It recognized that part of the ownership of a motor vehicle was the acceptance of the possibility of a motor vehicle accident, and, because of this principle, the question of the fault in determining the indemnification in a motor vehicle accident seemed an unjust way of resolving the problem.

Other States in North America have been accepting the principle of no fault where motor vehicle accidents were implicated. The Gauvin Commission did recommend a system of no fault insurance run by the private sector to insure the expeditious settling of claims where bodily injury or accidental damage to property had occurred. To this end, the Insurance Bureau of Canada developed a program called Auto-BAC which would provide no fault coverage both in the situation of bodily damage and in property damage. It also would provide recourse to the Courts where judgments would be deemed unsatisfactory to either of the parties. It also provided that capital settlement in the case of indemnification would be place in a "régie" controlled by the government so as to protect the incomes of those indemnified by the insurance. And all of these, Madam President, at a premium competitive with that we are presently paying and insuring that everyone would be insurable.

However, the government chose not to accept the recommendations of the Gauvin Commission. Imagine, Madam President, Quebec would have a plan provided by the private sector that would meet the recommendations of the Gauvin Commission, would provide a stimulation to the insurance industry by making insurance obligatory, be in concert with other insurance regulations in other provinces and countries, provide the advantages of a competitive industry which would insure the best service at the best price for Quebecers and provide the expertise and the service of the insurance brokers and agents in advising each Quebecer of a tailored coverage for their requirements, provide an uncomplicated claim ser-

vice through established expertise in claims settlement, retain recourse to the Court in the case of unsatisfied judgments, remove limits of indemnification relating them rather to the real requirements to those who are victims of accidents, retain control of the indemnification fund by the government to insure that long term benefits were paid, provide payments which would not be taxable and retain control and surveillance by the superintendent of insurance of the practices of the insurance industry and this all at a lower cost than that proposed by bill 67.

In other words, Madam President, the BAC could provide Quebecers with the most comprehensive automobile insurance program in the world, operated by the private sector and controlled by the government of Quebec through the superintendent of insurance and the "Régie de l'assurance automobile".

Why then, Madam President, is the minister of Consumers, and Corporate Affairs insisting that she is more knowledgeable and more capable in meeting the needs of Quebec's motor vehicle operators? Has she the training and the background to compare with those in the industry? Has she the advisors amongst her "fonctionnaires" whose knowledge compares with those in the industry? Has she the experience of other State-operated insurance plans, that suggest that the State plans are as effective as those provided in the private sector? Can she suggest that the disastrous stricken in the public sector won't occur as happened in British Columbia, literally stopping all claim services for months, victimizing the assured and resulting in abuses of the indemnified? Can she suggest that her experts can avoid the incredible \$200 million deficit in B.C. in two years with half the number of cars we have in Quebec?

Madam President, the answer to all of these questions is an emphatic no! Imagine, Madam President, how this change will affect every Quebecer? I asked the minister during the parliamentary commission, if she bought her insurance through a "courtier d'assurance" or over the counter. She refused to answer.

We know that 85% of Quebecers choose the "courtier d'assurance" because the information and the services they provide are much more in keeping with the needs of Quebecers than those provided in the presently available over-the-counter less expensive services. So, why change from what the majority wants? We always hear of this government speaking for the majority, and here, it is the example where the majority is demonstrating its preference. Imagine, Madam President, when an accident occurs, the confusion implied in the claim forms and reports with two systems of insurance, one state-operated with the "fonctionnaires" that are involved and the other operated by "fonctionnaires" but regulated and administrated by the private sector. Can you imagine the confusion the day following a snowstorm or freezing rain? How much will that lost time cost to consumer? And what about the poor individual that gets a raw deal from the

"fonctionnaires"? How does he expect justice from the closed system within the "Régie de l'assurance automobile et la Commission des affaires sociales", with no recourse to the judicial system? And certainly, Madam President, both "la Commission des affaires sociales et la Commission des accidents du travail" have no claim to any kind of efficient practices that they can represent themselves as superior to those of the private sector or, for that matter, the Superior Court of the province of Québec.

The minister of Consumers and Corporate Affairs is mandated to protect the interest of the consumer. This bill will give the consumer less product, less service, less protection at a higher cost in 65% of the cases. This is a flagrant violation of that mandate.

Madam President, what about the protection of drivers who travel out of the province who will pay the extra legal costs involved in settling these claims of mixed jurisdiction? And who will cover the indemnities when they exceed those allowed by the province? We see how incomplete the coverage is in medicare, and this would be much worse.

What about the effect this will have on those presently employed in the automobile insurance industry in Quebec, the 30 000 people directly involved whose jobs will be eliminated or compromised? The "courtier d'assurance" who may lose 40% of his premium income. The "compagnie de sinistres" whose jobs could effectively be eliminated. The adjuster who will be replaced by a "centre d'évaluation". The garage operator who will be threatened by the same centre. The employees of insurance companies whose jobs will become redundant.

Oh! Madam the minister refers to them as the parasites of the industry. Hard working people who are providing a service to the people are called parasites, but the "fonctionnaires" of the "régie" are not, come on...

And the economic effect of this proposed legislation on the taxi drivers and the truck drivers and the bus operators who not only face additional costs but additional problems because they do business outside of the province and they have clients from outside of the province and this will involve a requirement of supplementary insurance and its concomitant litigation. As well, the complexity of the administration of the so-called evaluation centres can mean a time loss which can cripple an operator and effectively put him out of business.

Madam President, the minister wants to put this legislation through as rapidly as possible so that the 1978 license plates will affect the program. I suggest she is completely unprepared. The negotiations with the parties involved are incomplete. More than half the "caisses populaires" are unprepared and we heard evidences presented by the Member from Beauce-Sud today, most of the "caisses populaires" are not prepared to participate in the program. None of the private distributors of

license plates are aware of what their future will be. The boards necessary to implement various sections of the legislation are not even finalized.

The "centres d'évaluation" are not developed, nor are the directives finalized. Negotiations between the insurance companies and the garage operators on the very tarification of the so-called "ticket" are not even prepared. Negotiations with the "courtiers d'assurances" are far from even being started. The reporting systems between the Commission des accidents du travail and the medical profession have not even been begun. Provision for services presently covered by the private sector, but not covered by the Commission des accidents de travail, such as physiotherapy services, are being completely ignored.

What about the Commission des accidents du travail where we have been discussing "perhaps we will transfer Mr So-and-So from this commission to that commission", are they in place? Are they prepared? And the Commission des affaires sociales, which has not even been able to keep pace with its present work-load, is it ready to take on the additional load with the appeals? And I assure you, Madam President, there will be appeals.

All of this, Madam President, has got to be ready in 44 working days. This is not only irresponsible, but it is a flagrant example of this government's complete inability to administrate. When I see the minister sitting arrogantly at the commission, suggesting that she and her fonctionnaires are more knowledgeable than the Bureau des assurances du Canada, the Barreau, l'Association des courtiers d'assurance and so many experts in the insurance industry at the parliamentary commission, it is frightening. To see so much power in the hands of someone so incapable and so non-responsive to listen to sound, rational arguments, it is incredible.

If this indictment is not enough, Madam President, there is one more important area to disclose and that is the effect that this legislation has on investment in Quebec. This unwarranted incursion into the affairs of the private sector is being considered by the insurance industry as the beginning of nationalization of the insurance industry as a whole.

Now it is more than 30 000 jobs involved in the automobile industry, but the 47 000 other jobs in the rest of the industry are equally apprehensive. We have heard insinuations from the minister that if this program is not successful under two hats she intends to put them all under one hat. We know that with her expertise and those of her administrators that it will not be successful. So we see the writing on the wall, that the insurance industry in this province of Quebec, which is effective and efficient, which certainly is responsive to government directives, and that, Madam minister, is what the government's job is, to give these directives, but it realizes the inevitability of total state control of the insurance industry and therefore is backing off from any investment in this province. This investment is not only an investment in expansion in the insurance

activities in Quebec, but it is also the placement of insurance reserves which are an important capital pool in any country.

We heard last week of representations by the minister of Finance of a new program to expand the economy of the province that implied the application of private funds. One of the most important sources of these private funds are the reserves in the premium income from insurance industry. What will the ripple effect of the investment of the reserves in the capital sector do to the reduction of the total capital pool in our province?

The insurance industry has traditionally been an important source of investment capital, especially in mortgages and in resource development. By threatening the private sector, this source will be made unavailable. And so, Madam President, I have tried to touch on the many reasons why bill 67 must not be amended; it must be withdrawn. I suggest that the Premier and the cabinet review the dangers of this projet de loi and withdraw it, replacing the present minister with one who will have the background and knowledge necessary to undertake the responsibility of this portfolio.

The private sector is what has built this country. The private sector should provide the services to the people and the public sectors should only interfere when such services are not adequately being supplied. The private sector can supply the needed improvements to the Auto BAC plan as I have said before and, I repeat again, could make the Québec insurance for automobile the most enlightened system in the world. The government could retain their control to the superintendent of insurance, la Régie de l'assurance automobile. This proposed legislation is an adventure into a highly complicated field, our minister totally unprepared to enter it.

Motion de report à six mois

L'Union Nationale will fight this bill with every tool at its disposal. It is our role to protect the citizens of our province on enlightening them about the weakness and the danger of this legislation. It is therefore my responsibility, Madam President, at this time, to make a motion that is based on the total unpreparedness of the ministry to apply the present legislation for the coming licensing year, because of its total unpreparedness to put in place the machinery required to meet its responsibilities as the insurer, that this bill be delayed for six months. Thank you, Madam President.

Le Président suppléant (M. Clair): A l'ordre, s'il vous plaît! En vertu de l'article 121 de notre règlement, on prévoit qu'un seul amendement est possible à la motion de deuxième lecture. Au libellé même de l'article, il est dit qu'il ne peut viser qu'à la retarder; je comprends que c'est l'essence même de la motion du député de Pointe-Claire et je la déclare recevable.

Mme le ministre des Institutions financières.

Mme Lise Payette

Mme Payette: M. le Président, c'était une motion à laquelle il fallait s'attendre de la part de l'Opposition, que ce soit l'une ou l'autre. Je parlerai contre cette motion en m'inquiétant qu'on veuille, par un report de six mois, maintenir d'abord et avant tout la population du Québec dans l'incertitude — et Dieu sait que c'est un mot que nous avons entendu souvent, M. le Président, dans cette noble Chambre depuis notre arrivée — dans l'incertitude par rapport à ce qu'il adviendra de l'assurance automobile à compter du 1er mars 1978. M. le Président, certains détails de la réforme n'ont pas encore réussi à franchir le mur de la compréhension dans la population, et je pense que c'était inévitable sur un sujet comme celui que nous avons devant nous et devant la grande ignorance, hélas! qui était le lot de l'ensemble des Québécois sur le sujet de l'assurance automobile.

Si certains détails, M. le Président, n'ont pas réussi à franchir ce mur de l'incompréhension, une chose cependant en particulier a franchi ce mur et c'est bien la date à laquelle nous entendons mettre en vigueur la réforme que nous proposons.

Il serait infiniment regrettable qu'on encourage cette incertitude, qu'on la maintienne volontairement, alors qu'en présentant ce projet de loi en deuxième lecture, j'ai pris bien soin de vous assurer que nous serions prêts pour le 1er mars 1978. On va maintenir dans l'incertitude non seulement la population du Québec, mais également ceux qui oeuvrent dans le secteur de l'assurance automobile. Cela me paraît extrêmement grave que cette proposition vienne de l'Opposition au moment où on se parle.

Les courtiers attendent effectivement de savoir quel rôle ils auront à jouer dans le régime proposé; les avocats et les tribunaux ont besoin de savoir à quel moment ils doivent s'ajuster au nouveau régime proposé; les assureurs, avec qui nous avons des rencontres de façon hebdomadaire, au moins, de ce temps-ci, sont également en train de se préparer pour assumer leurs responsabilités à compter du 1er mars 1978. Je pense qu'il n'est pas nécessaire que j'insiste davantage sur le fait que ce climat d'incertitude desservirait le monde de l'assurance automobile, ceux que nos amis d'en face ont tenté de servir en se battant contre ce projet de loi et également la population du Québec.

M. Saint-Germain: M. le Président...

Le Président suppléant (M. Clair): Le député de Jacques-Cartier.

M. Lamontagne: Applaudissez un peu!

Le Président suppléant (M. Clair): A l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Jacques-Cartier.

M. Noël Saint-Germain

M. Saint-Germain: Je ne suis pas surpris qu'un député de l'Opposition, le député de Pointe-Claire en particulier, ait proposé qu'on remette à plus tard l'étude de ce projet de loi. Ceux qui sont dans le domaine de l'assurance, et plus particulièrement ceux qui ont eu à étudier ce dossier depuis que le livre bleu a été déposé, savent pertinemment que le gouvernement n'a consulté personne en rédigeant cette loi.

Nous avons ici, au Québec, depuis des décades, des assureurs québécois qui ont su garder, malgré la vive concurrence canadienne et même étrangère, leur part du marché et faire excellente figure. Inutile de vous dire que la compétence au Québec, pour ce qui concerne les assurances, soit au niveau des techniciens d'assurance, des administrateurs en assurance, ou des actuaires qui ont à déterminer le coût des primes, etc., ces gens se trouvent actuellement dans l'industrie privée. Pour le gouvernement, au niveau du fonctionnarisme, c'est une expérience tout à fait nouvelle. Il faut comprendre que les assureurs du Québec, comme je le disais, qui ont actuellement le monopole de la compétence et de l'expérience acquise avec les années, n'ont pas été consultés. Le Barreau non plus ne l'a pas été. Je me demande ce que Mme le ministre pense réellement lorsqu'elle dit à cette Chambre: Il faut que les tribunaux soient au courant de la date de l'application de la loi. Les tribunaux et tout le système judiciaire sont en dehors de la loi; on a simplement à leur dire: A partir de telle date, vous n'avez tout simplement pas à vous en mêler. Donc, il n'y a pas là urgence.

Comme je le disais, le Barreau et les avocats, qui ont une longue expérience dans la loi, dans le contexte juridique qui existe actuellement, n'ont pas été consultés. Les courtiers non plus n'ont pas été consultés. Pour ce qui concerne la régie, on les a enlevés du portrait, tout simplement. Ce soir, Mme le ministre vient de nous dire qu'il faudrait bien conclure une entente avec les courtiers. Je l'espère bien, mais tout ceci devrait être fait actuellement. En étudiant cette loi, on devrait savoir où se tiennent les assureurs, quelles sont leurs responsabilités, quelles sont celles des courtiers et celles de la justice; on ne le sait pas.

Les experts d'assurances n'ont pas été consultés non plus, les estimateurs encore moins. Tous ces gens sont venus nous le dire à la commission parlementaire.

Les garagistes sont venus nous dire qu'ils n'avaient pas été consultés. Pourtant, lorsqu'on connaît l'importance des coûts dans les réparations de voitures et les problèmes auxquels font face les garagistes, il me semble qu'il aurait été normal, pour rédiger une telle loi, que ces gens soient consultés. Les marchands de motocyclettes sont venus nous dire qu'ils n'avaient pas été consultés. Pourtant, on sait que c'est important, parce que c'est un système de transport extrêmement dangereux et que les motocyclistes seront inclus dans le système. Même des gens du Parti

québécois sont venus nous dire qu'eux non plus n'avaient pas été consultés. Alors, qui a été consulté pour la rédaction de cette loi?

Nous avons vu, au niveau de la commission parlementaire, défiler ces gens intéressés à l'assurance avec des mémoires parfois très bien présentés, vraiment structurés où on sentait le résultat d'études d'hommes compétents ayant l'expérience du milieu. Petit à petit, madame nous annonçait qu'à tel article une modification serait apportée, qu'il y aurait une nouvelle rédaction pour un autre article. Enfin, après l'addition de tous ces changements, elle nous a dit que 50 amendements techniques seraient apportés à la loi ayant, je le suppose bien, plus ou moins d'importance, mais il y a certainement des amendements là-dedans qui vont être importants, M. le Président. Voilà 50 raisons pour lesquelles on devrait remettre à plus tard l'étude de cette loi, d'autant plus qu'on n'a remis à l'Opposition aucune étude actuarielle ou autre étude qui aurait pu nous permettre de savoir si la prime, qui supposément sera exigée des propriétaires des voitures et des conducteurs, était basée sur des études sérieuses.

On ne nous a donné aucune étude nous permettant de critiquer ou d'évaluer un coût d'administration pour la région. On nous a donné un chiffre en l'air de 6% soutenu par rien sinon par des hypothèses. On s'est aperçu, au fur et à mesure de l'étude du projet de loi, que ce chiffre de 6% n'était basé sur rien. Si on a, au niveau du ministère, des chiffres ou des études pour soutenir ces 6%, je crois qu'il aurait été dans l'intérêt de cette Chambre et de la population de les connaître.

Au point de vue de la compensation, quels seront les coûts de la compensation aux victimes? On n'a aucun chiffre et, pourtant, c'est très complexe, surtout si on paie des rentes qui vont durer pratiquement le reste de la vie d'une personne. C'est basique. On n'a rien, M. le Président, de cette grille de compensations pour savoir de quelle façon les \$20 000 vont être divisés. On n'a rien.

Alors, il est très difficile pour l'Opposition et pour la population de connaître réellement la portée de cette loi, de la connaître en profondeur. C'est difficile de dire jusqu'à quel point cela va être une détérioration du système d'assurance, malgré que personne n'accepte le statu quo. Il y aurait lieu, aussi bien pour le gouvernement que pour les Oppositions, d'étudier sérieusement si on veut bien nous fournir les chiffres, si on veut bien nous fournir les études pour qu'on puisse parler et discuter de ce projet en toute connaissance de cause. J'avoue que, dans l'état actuel des choses, il serait dans l'intérêt de la province que l'étude de cette loi ne soit pas remise à six mois. Cela me semble relativement long, surtout si on doit considérer que, pendant ce laps de temps, nous continuerons à conserver le statu quo.

Il reste que si madame veut nous fournir le résultat des études qui sous-tendent ce projet de loi, nous serions, nous, de l'Opposition officielle, consentants à raccourcir cette période à un mois. Mais si nous ne pouvons pas mettre la main sur

ces études, si nous sommes appelés à discuter de ce projet dans le brouillard, nous appuierons volontiers la motion du député de Pointe-Claire.

M. Marchand: M. le Président.

Le Président suppléant (M. Clair): M. le député de Laurier.

M. André Marchand

M. Marchand: Si je me lève, c'est pour appuyer la motion du député de Pointe-Claire de reporter à six mois l'étude de ce projet de loi et, surtout, l'application de ce projet de loi. Mon collègue vient de dire que, peut-être six mois, c'est trop. Je le comprends facilement d'avoir dit que six mois, cela peut être trop. S'il parle d'un mois, c'est qu'il ne veut pas garder la population du Québec dans l'incertitude, mais, de toute façon, cela fait un an qu'on garde la population dans l'incertitude. Pour moi, je ne crois pas qu'il soit si important que cela de reporter ce projet de loi à un mois plutôt que six mois, et je vais vous dire la bonne raison. J'aimerais que le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières prenne le temps — et je pense que cela va lui prendre six mois pour prendre ce temps — d'aller rencontrer la population non pas en service commandé... Si le futur ex-député de Saint-Maurice veut me laisser parler, on se parlera après, tous les deux.

M. Duhaime: Cela va faire.

M. Marchand: Vous allez voir, avec votre arrogance, que cela ne sera pas si difficile que cela. Je veux dire au ministre non pas d'aller dans toute la province de Québec en service commandé, avec l'autodétermination de rencontrer les gens qu'on veut, mais bien — et je parle toujours des six mois — d'aller dans la population, d'aller d'elle-même, sans qu'elle soit invitée.

M. Brassard: Ce n'est pas poli, cela!

M. Marchand: Ce n'est pas poli d'interrompre non plus, surtout. Je recommande au ministre non pas de dire à sa population du comté de Dorion, comme l'a fait la tournée des ministres, de dire que moi, dans ma grandeur, parce que vous m'avez élu, je viens vous rencontrer pendant une semaine, imaginez-vous donc! Grand prince, je vais vous visiter, nous sommes des tzars et nous décidons aujourd'hui que vous qui m'avez élu, petit peuple, nous allons vous dire bonjour et écouter vos récriminations et on ne s'en occupera pas après! Je recommanderais au ministre, et c'est pour cela que je me lève pour cette recommandation de six mois, et je pense qu'il est temps que le ministre se mette à...

Mme Payette: Question de privilège.

Mme le Vice-Président: Sur une question de privilège, Mme le ministre.

Mme Payette: Je pense, Mme le Président, qu'on vient de prendre le député de Laurier en flagrant délit d'effronterie, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: Mme le Président, si vous saviez combien j'aime cela être pris en flagrant délit comme cela.

Mme le Vice-Président: Veuillez revenir à la pertinence du débat, M. le député.

M. Marchand: Je veux dire quand même à Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, au député de Dorion, qu'il est temps que le député de Dorion aille vraiment dans la population, rencontrer la population, qu'elle lui dise vraiment ce qu'elle pense de son régime d'assurance.

Ce n'est pas dans une semaine, Mme le ministre, que vous allez pouvoir concevoir ce que la population pense de votre régime d'assurance. Je puis vous dire, et j'en suis fier, que je suis député du comté de Laurier — vous en avez parlé et c'est pour cela que je suis fier d'en parler — depuis 1970; il n'y a pas un lundi, Mme le Président, que je n'ai pas fait mon bureau de comté. Je n'ai pas besoin d'annoncer dans les journaux que je viens faire une tournée, moi l'omnipotent dans le comté de Laurier, mais j'y suis toujours, Mme le Président.

Mme le ministre, pendant votre campagne électorale, vous étiez la voisine et vous vous êtes promenée de famille en famille en étant invitée dans des petits restaurants un peu partout. Est-ce que vous avez continué à le faire? Ce n'est pas vrai.

M. Clair: Question de règlement, Mme le Président.

M. Marchand: Vous êtes arrivée, il y a une semaine...

M. Clair: Question de règlement, Mme le Président.

M. Marchand: ... vous l'avez fait, point final.

Mme le Vice-Président: Sur une question de privilège, Mme le ministre.

Mme Payette: Si vous le permettez, Mme le Président, je ne pense pas que ce soit pertinent au débat, mais je voudrais dire au député de Laurier qu'effectivement je suis dans le comté de Dorion tous les lundis et que, contrairement à des membres de l'Opposition, j'ai continué à faire un déjeuner de cuisine tous les lundis matin. M. le député vous pouvez vérifier.

M. Marchand: Mme le Président, sur votre question de privilège, je me demande comment

vous n'avez pas répondu lorsque, dans le Progrès de Villaray, dans le Guide du Nord, on vous a accusée de ne pas vous être montrée depuis six mois et vous n'avez même pas su répondre à cette question. Ne venez pas me dire que vous êtes dans le comté de Dorion à toutes les semaines.

M. Clair: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier.

M. Clair: Question de règlement, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier, je m'excuse de vous interrompre, M. le député de Drummond se lève sur une question de règlement.

M. Clair: Mme le Président, sur une question de privilège, on ne doit pas susciter de débat, ce qu'est en train de faire le député de Laurier. D'autre part, ma question de règlement est à l'effet qu'il parle sur le sujet qui est en cause, soit une motion de report d'un projet de loi en deuxième lecture. Qu'il cesse de nous entretenir de toute chose qui n'est pas pertinente à la motion.

M. Marchand: Mme le Président...

M. Lalonde: Sur la question de règlement. Sur la question...

M. Marchand: Il est clair qu'il a raison que j'étais en dehors du sujet.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Sur la question de règlement, je pense que les arguments du député de Drummond doivent être reçus avec beaucoup de circonspection de votre part, Mme le Président. Étant donné que la motion est à l'effet de reporter l'étude d'un projet de loi à six mois, je pense que chaque député est justifié de faire des suggestions au gouvernement, et plus particulièrement au ministre, pour lui dire comment employer ces six mois de congé pour consulter la population. Le député de Laurier, qui est ce qu'on peut imaginer de plus ancré, enraciné dans son comté, qui consulte quotidiennement ses électeurs, donne une leçon au ministre, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Je veux bien recevoir une question de règlement, M. le député, mais il n'était pas nécessaire de l'élaborer plus que cela. Je vous remercie de votre intervention.

M. le député de Laurier.

M. Marchand: J'ai compris très bien qu'ayant attaqué le député de Drummond, il était clair qu'il n'était pas souvent dans son comté.

M. Clair: Question de privilège, Mme le Président. Je pense que le député de Laurier utilise très mal son temps parce que, s'il vérifiait, c'est loin Drummond de Montréal, peut-être, mais moi également je suis présent tous les lundis dans mon comté.

M. Marchand: Mme le Président, je suis très heureux de la réplique du député de Drummond puisque je passe là à toutes les semaines, deux fois par semaine. Je vais dans son comté et je viens de dire ce que j'entends dire de lui. Je m'excuse, Mme le Président, mais je passe là régulièrement — Sainte-Brigitte, Drummondville — partout, je passe là, cela s'adonne comme cela, que voulez-vous faire? Vous êtes même en train de faire du patronage dans Saint-Nazaire avec les mairies. Vous avez une "gang" de felquistes...

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier, je vous demanderais votre collaboration. Je vous demanderais également de vouloir bien revenir à la pertinence du débat.

M. Marchand: Merci, Mme le Président, cela me fait toujours plaisir, mais lorsqu'on m'interrompt, vous pourriez me permettre de répondre aux importuns.

Je continue en disant que le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières a fait le tour de la province de Québec pendant quelques mois, trois mois ou quatre mois, en recommandant souvent aux gens qui étaient là de quelle façon répondre. J'espère que je ne me trompe pas, Mme le ministre, parce que tout le monde n'avait pas le droit de vous poser des questions; certaines personnes m'ont dit cela. Je m'excuse, mais vous vous pensiez peut-être encore au studio 42 où vous aviez le monopole du micro. Cela n'existe plus, vous êtes une ancienne vedette qui allez y retourner tout à l'heure.

En attendant, Mme le ministre, vous êtes ministre et vous devez administrer pour le plus grand bien des Québécois. C'est peut-être quelque chose qui ne vous est pas encore entré dans la tête, que vous n'êtes pas vedette et que le plus grand bien des Québécois n'est peut-être pas dans le projet que vous nous présentez actuellement. Peut-être qu'une petite réunion au lac à l'Epaule, encore une fois, vous ferait du bien. Allez et pensez! Vous en avez des penseurs d'ailleurs. Vous avez à peu près 100% d'intellectuels.

M. Alfred: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: Sur une question de règlement, M. le député de Papineau.

M. Alfred: Comment peut-on gaspiller l'argent des Québécois avec un bavardage inutile comme celui-là?

Mme le Vice-Président: Un moment s'il vous plaît!

Vous avez demandé la parole sur une question de règlement, M. le député de Papineau?

M. Alfred: Mme le Président, je vous demande comment on peut gaspiller l'argent des Québécois avec un bavardage aussi inutile?

Mme le Vice-Président: M. le député de Papineau, je me vois dans l'obligation de vous rappeler à l'ordre. C'est M. le député de Laurier qui a la parole actuellement.

M. Lalonde: Mme le Président, sur la question de règlement soulevée par le député de Papineau, il faudrait quand même lui répondre. Comment gaspiller l'argent des Québécois...

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys, je vous en prie! C'est M. le député de Laurier qui a la parole.

M. Marchand: Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Je vous demanderais un peu de décorum dans cette Assemblée.

M. Marchand: Quand j'étais jeune... excusez-moi, Mme le Président.

Mme le Vice-Président: Je rappellerais aux députés qu'ils ont un droit de parole de dix minutes sur une motion d'amendement, que s'ils veulent obtenir la parole, ils n'auront qu'à se lever après l'intervention de M. le député de Laurier, et il me fera plaisir de les reconnaître.

M. le député de Laurier.

M. Marchand: Je crois, justement, Mme le Président, que vous m'avez enlevé les paroles de la bouche. J'allais justement signaler au député de Papineau que s'il a à intervenir sur le projet de loi ou sur le report du projet de loi à 60 mois...

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier, veuillez revenir à la pertinence du débat.

M. Marchand: Il aurait pu le faire, il a son temps de parole, qu'il le fasse donc. Il a son droit. Je ne me suis pas trompé. Je me suis peut-être arrêté au bon moment. C'est peut-être là l'affaire.

Mme le Vice-Président: Veuillez conclure, M. le député, vous avez moins de deux minutes.

Des Voix: C'est trop.

M. Marchand: C'est peut-être trop pour vous, parce que c'est peut-être désagréable de m'entendre.

Une Voix: Non.

M. Lamontagne: Mme le Président, une question de règlement et peut-être une directive qu'on pourrait vous demander. Il est assez évident que

59% de la population ici représentée est contre ce projet de loi. Ceux qui ne sont pas intéressés à entendre notre point de vue, vous pouvez vous...

Mme le Vice-Président: M. le député, sur la question de règlement, si vous voulez prendre la parole sur l'amendement, il me fera plaisir de reconnaître votre droit de parole.

M. le député de Laurier.

M. Marchand: Je reviens sur les propos que je tenais en disant au ministre qu'il serait temps pour lui, peut-être, d'aller dans le comté de Dorion, sérieusement, non pas seulement dans une semaine, en l'annonçant avec des propos extrêmement ronfleurs — c'est un terme du peuple québécois, tout le monde va comprendre — et en allant surprendre les gens, et non pas en s'annonçant pour qu'ils soient obligés d'inviter leurs amis qui la connaissent bien, mais bien toutes les personnes qui ont quelque chose à lui dire sur ce projet de loi no 67.

Avec le projet de loi no 67, les plaques d'immatriculation des automobiles vont coûter une fortune à la population. Il y a eu la taxe sur les vêtements d'enfant et aujourd'hui...

Mme le Vice-Président: M. le député!

M. Marchand: ... c'est l'assurance automobile. Je me demande comment les petits travailleurs, les pères de famille du peuple québécois seront capables de faire vivre leur famille demain matin si on continue, dans ce gouvernement, à exploiter le peuple québécois, le petit travailleur particulièrement. Merci, Mme le Président, de votre condescendance.

Mme le Vice-Président: M. le député de Joliette-Montcalm.

M. Guy Chevette

M. Chevette: Je serai nécessairement contre cette proposition en me basant sur les arguments mêmes que nous fournissent nos chers amis d'en face. Ces derniers, depuis le 15 novembre, nous parlent d'incertitude. Ils ont pris tous les moyens possibles et imaginables pour tâcher de semer ce climat d'incertitude. Au moment où le gouvernement du Québec présente des projets de loi, au moment où il se montre disposé à les étudier article par article dès l'adoption en deuxième lecture de ce projet de loi, je comprends pourquoi ils se sentent forcés de retarder l'étude de ce projet. Ils ont sans doute un besoin évident de ressourcement parce qu'ils n'ont rien à dire sur le fond même du projet.

Je comprends que ces six mois, que ces trois mois leur permettraient sans doute d'aller chercher des informations dans leurs propres dossiers, qu'ils avaient dans le temps où ils gouvernaient la province maladroitement. Vous aviez des dossiers à la tonne. Vous vous êtes refusés à les étudier. Vous n'avez pas osé assumer vos responsabilités

et faire en sorte que les Québécois soient protégés d'une certaine façon et d'une façon certaine contre les abus dans ce régime d'assurance automobile. Vous nous avez fourni vous-mêmes des preuves évidentes en disant que les jeunes étaient discriminés, mais vous êtes prêts à prolonger la discrimination pour trois mois, six mois. L'un dit un mois, l'autre dit six mois. Beaucoup de concordance, beaucoup de solidarité, beaucoup d'entente dans ce cher parti de l'Opposition temporaire.

Plus que cela, vous ne vous souciez aucunement du fait qu'un paquet de gens — permettez-moi l'expression — se font littéralement extorquer par des procureurs de basse classe qui conseillent à des individus de plaider, de prendre des actions de centaines de milliers de dollars, sachant qu'ils obtiendront de petits montants.

Je vais vous raconter une petite histoire. Vous avez l'air d'être meilleurs pour écouter de petites histoires que pour discuter sur le fond des choses; je vais vous en raconter une petite histoire. Un de mes amis a eu un accident d'automobile. Sa compagnie d'assurance lui a offert \$15 000 comme règlement hors cour, mais, suivant des conseils fort judicieux, il lui a fallu actionner pour \$60 000. Un an, deux ans, trois ans, quatre ans sont passés. C'est la cinquième année que le procès a eu lieu et, après avoir perdu un nombre de jours incalculable dans les couloirs de palais de justice malfamés, au bout de la course, il s'est vu présenter un jugement de \$18 000. En même temps qu'il était tout heureux de recevoir ses \$18 000, il recevait un compte de \$5000 pour régler la somme finale, avec un total de \$13 000 dans ses poches alors qu'il aurait eu \$15 000 s'il avait accepté ce règlement au départ, sans perte de salaire, en plus. Cela ne vous fait absolument rien, vous semblez être le parti des groupes de profiteurs.

Pensez donc que l'assurance automobile concerne la collectivité québécoise. Vous reprochez au gouvernement du Québec de ne pas assumer ses responsabilités, d'être des indécis, mais au moment où on vous montre une détermination, au moment où on montre une volonté politique d'assumer nos responsabilités, vous nous arrivez avec une petite proposition de report. Je vous comprends, vous n'avez pas d'idées sur le fond. Vous cherchez à faire peur aux gens, à faire paniquer les gens.

Soyez sans crainte, je l'ai faite la tournée de mon comté, puis cela vous ferait du bien vous autres aussi d'aller rencontrer le monde. Le monde, ce n'est pas contre l'assurance automobile qu'il en a, il discute les conneries que l'Opposition dit: Est-ce que c'est vrai que cela va coûter plus cher? C'est cela, mais qui dit cela? C'est vous. Encore ce soir, j'écoutais le charmant député de Notre-Dame-de-Grâce, je me trompe tout le temps, en tout cas...

M. Lalonde: Marguerite-Bourgeoys.

M. Chevette: ... Marguerite-Bourgeoys, des envolées pour faire peur au monde encore.

M. Lalonde: Plein de grâces.

M. Chevette: Il dit qu'on trahit même notre programme, parce qu'on parlait d'étatisation complète, puis il nous traite de communistes alors qu'on n'étatise que la moitié, imaginez-vous.

M. Lalonde: Ce n'est pas du communisme.

M. Chevette: ... On serait des supercommunistes s'il fallait qu'on étatise au complet.

M. Lalonde: ... du communisme.

M. Chevette: C'est de l'incohérence totale. Vous êtes des enfants de maternelle...

M. Lalonde: M. le Président, une question de privilège.

Mme le Vice-Président: Sur une question de privilège, M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Je sais que ce n'est pas conforme au règlement, mais vous avez permis aux autres tantôt de soulever une question de privilège au moment où les propos...

Mme le Vice-Président: Vous me dites déjà que ce n'est pas conforme au règlement; je ne pourrai pas retenir votre question de privilège. Tantôt, je le reconnais, mais tant que je n'avais pas entendu ce que les gens pouvaient bien appeler une question de privilège, je ne pouvais pas savoir que ce n'en était pas une. Mais si vous me dites déjà que ce n'est pas une question de privilège, je me verrai dans l'obligation de vous refuser votre intervention. Alors c'est...

M. Lalonde: Mme le Président, j'allais justement faire appel à ce paragraphe du règlement qui permet d'invoquer un précédent et la tradition. Je pense que l'expert en règlement, on voit qu'il fait ses classes actuellement pour consulter son règlement...

M. Duhaime: Non, non, cela m'intéresse. Quel numéro?

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys...

M. Lalonde: ... Mme le Président, le député de Joliette-Montcalm a dit que tantôt j'ai invoqué le communisme, que je les ai traités de communistes parce qu'on proposait un projet étatique. C'est faux, Mme le Président, on pourra vérifier dans la transcription, c'est faux je ne l'ai pas fait. Maintenant, si le député de Joliette-Montcalm croit que c'est du communisme, libre à lui.

Mme le Vice-Président: Vous auriez pu invoquer un article du règlement pour faire une mise au point sur un discours que vous avez déjà fait, M. le député, mais je ne considère pas que ce que

vous venez de faire c'est une question de privilège.

M. le député de Joliette-Montcalm.

M. Chevette: J'avais sans doute trahi la pensée du député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Haute trahison.

M. Chevette: Mme le Président, je termine en disant ceci: Sur ce projet de loi on a entendu tellement de charriage, tellement de faussetés. On s'est promené dans tout le Québec pour dire qu'on ne serait pas couvert sur le plan corporel dans les autres provinces ou en dehors du pays. On a dit qu'automatiquement les compagnies d'assurances ne baisseraient pas leurs primes pour la partie corporelle, mais qu'on continuerait à payer tout ce qu'on paye présentement plus \$110 pour les plaques. Ils ont charrié toutes sortes d'affaires, ce monde d'en face, des histoires à n'en plus finir, qui ne tenaient pas debout...

M. Lamontagne: Avez-vous la conviction qu'on s'est promené?

M. Chevette: Par la voie de l'information publique, pas plus que cela dans votre cas. Et encore là, malheureusement, on vous a cru dans certains comtés. Ce que je peux vous dire, Mme le Président, quand on est capable de rectifier des choses, au moment même où on s'apprête à leur offrir l'occasion de discuter article par article, d'écouter leurs amendements sensés s'ils en ont — je pense qu'à l'impossible nul n'est tenu, je le comprends — mais quand même on leur offre cette occasion pour essayer de dissiper ce climat d'incertitude qui semble régner aux dires de l'Opposition sur l'Etat du Québec, de grâce, aidez-nous. Vous avez parlé de collaboration, aidez-nous à régler cela. Tous les arguments du député de Laurier sont de nature, je pense, ce soir, à améliorer ce projet de loi, à le polir, à le bonifier, comme dit si bien le député de Jacques-Cartier, de sorte qu'en troisième lecture vous pourrez déléguer ce genre de compétence susceptible d'améliorer notre projet de loi.

M. Marchand: Mme le Président, question de privilège. Question de privilège, Mme le Président. Question de privilège.

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier.

M. Marchand: Le député de Joliette-Montcalm vient de faire une affirmation et je le comprends très bien, mais il n'est pas encore ministre du Travail puis il est déjà critiqué.

Mme le Vice-Président: M. le député de Laurier, je vous ferai remarquer que vous aviez déjà pris la parole sur la question d'amendement et que votre intervention est superflue.

M. le député de Gaspé.

M. Michel Le Moignan

M. Le Moignan: Merci beaucoup. Mme le Président, je n'ai pas l'intention du tout de faire des incursions dans le comté de Dorion ou dans d'autres comtés. Je ne suis pas en mesure de vérifier la présence des députés, étant donné les distances qui nous séparent, d'autant plus que j'aimerais rester dans le cadre de cette discussion.

Je ne voudrais pas non plus parler d'incertitude, mais je crois qu'il y a de nombreuses interrogations. Mme le ministre le sait très bien, et j'ai eu l'occasion déjà de la féliciter pour avoir le courage, il y a déjà des mois et des mois, de proposer un régime d'assurance automobile avant même la déposition de son livre bleu. Je souhaitais, comme beaucoup d'autres, à ce moment-là, que le gouvernement puisse nous apporter un projet de loi, et je suis toujours assuré qu'il est dans l'intention du ministre d'essayer d'offrir la meilleure loi possible. Comme elle l'a mentionné dans ses tournées en province, comme elle l'a dit aussi aux séances de la commission parlementaire, elle veut s'engager à tenir compte des revendications.

Quand un ministre est dans de telles dispositions, je crois qu'à ce moment, alors qu'on suggère de retarder de quelques mois l'adoption d'une telle loi, on peut se poser certaines questions. On sait que le sujet est très complexe. Quand nous circulons dans nos comtés, la population nous pose beaucoup de questions. Malheureusement, nous n'avons pas toutes les réponses à lui donner.

Je sais très bien que de ma part, je ne peux pas déblatérer contre l'assurance automobile quand je n'ai même pas les données. Je peux lui dire qu'il me manque trop de choses, et mon but là-dedans, je ne vois pas pourquoi je serais négatif. Quand on demande au ministre de retarder c'est peut-être pour nous fournir, d'abord aux députés, à tous ceux qui sont intéressés, une réponse à nos différentes questions.

Si ce projet de loi est adopté, tout le monde sera mêlé; on se demande: Est-ce qu'on va aller à la caisse populaire? Dans notre district, par exemple, à Chandler, il est question de fermer le bureau d'émission des plaques d'immatriculation. J'ai reçu des appels téléphoniques, j'ai même reçu des lettres. Je leur réponds, je leur dis: Attendez, on va vous éclairer. D'ici quelque temps, vous serez en mesure de mieux comprendre.

On aimerait bien savoir s'il faut payer l'assurance l'an prochain et si cela coûtera plus cher ou moins cher. Si on possède un quatre-roues, un bronco, un jeep pour l'hiver, est-ce qu'on peut transférer l'assurance? Alors, il y a beaucoup de problèmes que les gens se posent.

Quel est le rôle du courtier d'assurance dans tout cela? Quels sont ceux qui vont vraiment informer le public? Est-ce que le public sera informé en temps et lieu? Si on réussit à apporter toutes ces réponses, quelle que soit la longueur du délai, pour moi c'est très secondaire. L'important, je pense, c'est, quand la loi sera votée, que la population puisse en ressentir une grande satisfaction.

On a dit que cela coûtera moins cher, on a parlé de l'indemnisation; même du côté des délais, il y a toutes sortes de points d'interrogation. On sait que l'administration est souvent très lente, que c'est une grosse machine, qu'il y aura peut-être une question de grève là-dedans, qu'il y aura des questions de blessés à l'hôpital; alors qui, à ce moment, va être en état de remplir toutes les formules?

On nous demande aussi: Quand la régie sera-t-elle prête? Est-ce qu'elle sera prête à temps ou bien s'il y aura encore là beaucoup d'improvisation ou de précipitation? Avant l'application de cette loi, nous souhaitons l'amender, l'améliorer et la corriger, de façon à satisfaire les aspirations du peuple québécois. A ce moment-là, les compagnies d'assurances seront-elles prêtes? Les négociations avec la régie, les rencontres avec le ministre, qui va s'en charger? Quels seront les coûts, quelles seront les proportions et comment les compagnies d'assurances auront-elles le temps de s'ajuster si elles doivent couvrir les dégâts matériels? Est-ce que les centres d'évaluation sont prêts à fonctionner, les centres de distribution des risques? Il y a tellement de choses là-dedans, pour le fonds d'indemnisation, pour tout ce que l'on veut.

Personnellement, je crois qu'à ce moment, je serais très favorable à un report afin qu'on puisse nous fournir toute la documentation nécessaire et qu'on puisse aussi, comme législateurs, être en état de répondre le plus honnêtement possible à ceux qui nous posent des questions. Merci Mme le Président.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

M. Lalonde: Mme le Président,...

M. Duhaime: Est-ce que le député de Marguerite-Bourgeoys a droit de parole sur la motion de report? Je croyais qu'il était intervenu tout à l'heure.

Mme le Vice-Président: ... motion d'amendement?

M. Lalonde: Mme le Président, je regrette que mes propos aient réveillé le leader adjoint du gouvernement. Il pourrait faire appel à son règlement s'il le connaissait. S'il lit le procès-verbal, il verra que je suis intervenu sur la motion principale et non pas sur l'amendement.

Mme le Vice-Président: M. le député de Marguerite-Bourgeoys sur la motion d'amendement.

M. Marchand: Il est normal qu'un troisième leader ne connaisse pas son règlement.

M. Fernand Lalonde

M. Lalonde: Merci, Mme le Président. Lorsque le député de Pointe-Claire a fait sa motion

d'amendement, j'ai été fort déçu — je dois l'avouer — parce que la réforme de l'assurance automobile doit intervenir le plus tôt possible pour être appliquée le plus tôt possible au Québec, non pas celle que le ministre nous propose, mais faisant confiance quand même au système démocratique qui est le nôtre, je présume un peu dans ma déception que le ministre et le gouvernement verront la lumière et qu'ils se rangeront du côté de la population. Mais, après avoir entendu la réponse du ministre, ma déception devant la motion du député de Pointe-Claire est complètement disparue.

Le ministre, dans sa réponse, a invoqué l'incertitude, Mme le Président, mot banni du vocabulaire de ce gouvernement. Comment cela se fait-il que le ministre n'ait pas entendu les directives de ce gouvernement, à savoir qu'on ne prononce pas ce mot "incertitude" dans ce gouvernement? C'est la méchante Opposition qui doit semer l'incertitude et non le gouvernement, Mme le ministre, mais ce dernier a invoqué l'incertitude. L'incertitude de qui? L'incertitude de ces pauvres gens sur lesquels il se penche avec condescendance ce soir. C'est touchant, Mme le Président, d'entendre le ministre dire: Il y a ces pauvres courtiers qui sont si près de mon cœur, il y a ces avocats, mes amis les avocats ne savent pas où aller. Et les tribunaux, Mme le Président, mais c'est l'angoisse organisée chez les tribunaux à savoir si ce gouvernement enfin les délivrera du statu quo. Les tribunaux, j'en suis sûr, ne dorment pas la nuit à savoir si ce gouvernement enfin mettra son pied à terre et les délivrera du statu quo. Et il y a les assureurs, Mme le Président, qui font partie de cette catégorie de gens qui sont dans l'incertitude totale, dans l'obscurité et qui invoquent à genoux le gouvernement, s'il vous plaît, d'imposer sa réforme maintenant parce que cela va les délivrer de leur misère actuelle.

Mme le Président, à entendre le ministre invoquer l'incertitude à l'égard de ces gens, cela me fait penser à un condamné à mort qui devra être guillotiné demain matin et à qui on accorderait un délai de six mois. Mais dans quelle incertitude il serait ce pauvre condamné? Peut-être qu'il attraperait le rhume entre-temps! C'est dangereux!

Mme le Président, c'est du plus grand ridicule d'entendre ce gouvernement invoquer l'incertitude des courtiers qui n'ont pas été consultés, des avocats qui sont, d'après ce gouvernement et en particulier du ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières, des valeurs négligeables et négligées — on le sait dans ce gouvernement.

Les tribunaux? Les tribunaux, cela n'existe tellement pas dans l'esprit de ce gouvernement que le projet de loi les rejette complètement. On fait appel aux fonctionnaires pour décider peut-être, parce que, dans ce projet de loi, on voit le mot "peut", p-e-u-t. La régie peut faire des choses, par exemple décider quel genre de revenu vous auriez, Mme le Président, si vous étiez victime d'un accident d'automobile. Maintenant, si la régie ne le fait pas, par exemple, personne ne l'y oblige. A ce

moment-là, vous n'avez pas de revenus et vous n'avez pas d'indemnités, surtout. Alors, on fait appel aux fonctionnaires, mais aux tribunaux, jamais! Les tribunaux, c'est un mal nécessaire dans une société démocratique, mais ce gouvernement ne s'embarrasse pas de ce genre de nuisance qu'est le pouvoir judiciaire. C'est réellement un incident historique qui fait que des tribunaux de droit commun existent et il faut les éliminer parce que, au fond, c'est l'exécutif qui doit tout décider. L'Etat doit prendre charge de tout ce que le citoyen a comme problèmes.

Mme le Président, l'arrogance dont a fait preuve le gouvernement — parce que ce n'est pas seulement le ministre — en exigeant que la deuxième lecture de ce projet de loi commence, ici, en cette Chambre, le lendemain ou presque de la fin des séances de la commission parlementaire qui a invité la population à venir se faire entendre, me force, malheureusement, à voter pour la motion. Cependant, si le ministre nous avait assurés, en réponse à cette motion du député de Pointe-Claire, que d'ici un mois elle nous donnerait les chiffres, les renseignements nécessaires pour que nous puissions, en toute connaissance de cause, étudier ce projet de loi et nous rendre compte de ses valeurs, de ses bienfaits, de ses vertus, plus particulièrement à l'égard du coût, si le ministre avait pris cet engagement que, dans un mois, elle nous aurait donné tous ces renseignements, j'aurais voté contre. Je m'en excuse auprès du député de Pointe-Claire, mais j'aurais voté contre parce que j'aurais quand même, peut-être, à tort, fait confiance au gouvernement. Mais non, tout ce qu'on a fait, c'est pleurnicher encore une fois.

Mme le Président, je pense que cette Assemblée mérite plus que des pleurnichards, mérite plus que simplement des prétextes ridicules que le ministre a invoqués pour aller à rencontre de cette motion. C'est la raison pour laquelle je vais l'appuyer.

M. Goulet: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Bel-lechasse.

M. Bertrand Goulet

M. Goulet: Merci, Mme le Président. Vous me permettrez, sans doute, de me joindre à mes collègues et de démontrer l'intérêt que je porte au projet de loi 67, à la réforme de l'assurance automobile, et, ainsi, de parler en faveur de la motion du député de Pointe-Claire, visant à reporter à six mois l'adoption de ce projet de loi. Rassurez-vous, je n'attaquerai pas le gouvernement aussi sévèrement que je l'ai fait jeudi dernier. J'assure également mon collègue de Joliette-Montcalm de la même chose, mais vous me permettez de dire quand même à cette Chambre ce que je pense du projet de loi 67.

Mme le ministre parle d'incertitude, c'est vrai, car après avoir entendu certains énoncés en commission parlementaire et dans cette Chambre...

Mme le Vice-Président: M. le député, selon ce que j'entends de votre intervention, vous manifestez l'intention de dire ce que vous pensez du projet de loi 67; vous savez fort bien que nous parlons maintenant sur l'amendement et qu'il est question du report à six mois.

M. Goulet: Je crois, Mme le Président...

Mme le Vice-Président: Je vous demanderais, à ce moment-là, de vous en tenir à la pertinence du débat.

M. Goulet: Non, en faveur de la motion, Mme le Président, mais toujours pour reporter le projet de loi 67 à six mois. Je disais donc que le ministre parle d'incertitude. Elle semble être la seule à être certaine parce que les gens qui habitent dans tous les autres coins du Québec et toutes les autres personnes qui en ont parlé semblent l'être moins. Je suis d'accord sur le fait qu'on doit réviser et changer le régime actuel, mais doit-on, Mme le Président, pour autant entreprendre une réforme aussi complète, réforme que la population ne semble pas vouloir, sauf peut-être Mme le ministre elle-même?

En tout cas, la population ne semble pas comprendre le besoin de cette réforme. À cause des fonctions que j'occupe dans mon parti et dans le commerce, j'ai eu, cet été et cet automne, à parcourir à peu près toutes les régions du Québec en plus de mon comté, bien sûr, et pertinemment sans que j'amène moi-même le sujet sur le tapis car ce n'était pas là le but des rencontres que je dirigeais, sans que j'amène moi-même, dis-je, le sujet de conversation sur le tapis, les gens bien ordinaires, de tous les milieux, de toutes les couches de la population et même de toutes allégeances politiques ne semblaient pas être prêts à cette réforme et ne semblaient pas désirer cette réforme.

J'aurais eu beau, Mme le Président, l'expliquer à ma façon, comme je l'entrevois. J'aurais pu, à ce moment, être accusé de manquer d'objectivité ou encore de faire preuve de partisanerie politique. Non, étant donné que ce n'était pas le but de mes visites dans les régions, je me suis contenté d'écouter. Si vous me le permettez, je fais part à Mme le ministre de certains commentaires que j'ai entendus et peut-être que cela lui permettra de comprendre pourquoi on demande de reporter ce projet de loi à six mois. J'ai constaté que les gens ne semblaient pas prêts à cette réforme, et qu'ils ne désiraient pas vraiment cette réforme aussi draconienne.

En écoutant les gens, j'ai recueilli certains commentaires et ce sont ces commentaires que j'aimerais émettre, en toute objectivité, à Mme le ministre. Des commentaires tels que le régime préconisé, tellement complexe qu'on y perd son latin; commentaires tels qu'on ne sait pas encore combien cela va coûter dans deux, trois, quatre ou cinq ans. Cela devait coûter moins cher et là, apparemment, sauf ce que nous a dit le député de Joliette que cela coûterait moins cher, cela coû-

tera ou bien égal ou bien plus cher, le coût de l'administration. Aura-t-on les mêmes services que nous avons actuellement? Les mêmes mauvais services que nous avons actuellement dans le régime de la Commission des accidents du travail?

Ce n'est pas parce que je lui en veux, mais le député vient de parler contre la motion. Le député de Joliette nous a parlé d'un cas où cela a pris cinq ans à un assuré à être indemnisé. Si le régime d'assurance préconisé nous amène des cas aussi longs à régler que ceux de la Commission des accidents du travail — j'ai encore sur mon bureau, cette semaine, un cas qui traîne depuis 1960, et je dis bien 1960, Mme le Président — j'espère qu'on ne veut pas régler les cas des assurances, tel que le préconise Mme le ministre, comme on règle les cas des accidentés de la Commission du travail.

Pourquoi n'a-t-on pas comptabilisé — ce sont là, Mme le Président, des questions que les gens se posent — pourquoi n'a-t-on pas comptabilisé le coût de l'hospitalisation? On chargera plutôt à l'assurance-hospitalisation alors qu'avant il était comptabilisé, chargé aux compagnies d'assurances. Nous aurons deux polices à prendre au lieu d'une. Pourquoi les gens qui font attention, qui sont prudents ne seront-ils pas récompensés? Que fera-t-on pour enlever les saoulons de la route? Que fera-t-on pour enlever les vieilles bagnoles de la route? Ce sont toutes des questions auxquelles on n'a pas encore les réponses.

En toute objectivité, je dois avouer que j'ai entendu quelques rares commentaires favorables, Mme le Président, comme l'indemnisation de base à tous sans égard à la faute. Mais on ne comprend pas pourquoi l'étatisation. On aurait pu en venir aux mêmes résultats sans une aussi grande réforme. Autres commentaires favorables: l'assurance obligatoire. On n'avait pas besoin de cette réforme, on n'avait qu'à obliger les gens à s'assurer. Personnellement, je suis satisfait du travail de mon courtier. Pourquoi en veut-on au courtier? J'avoue franchement que je n'ai jamais cru que le courtier abusait de moi, et personnellement j'ai toujours apprécié ses services.

Qu'est-ce qu'on fait avec le courtier après l'étatisation? Personnellement, quand j'ai eu besoin de lui, que ce soit le samedi ou le dimanche ou le matin à bonne heure, j'avais une réponse. Est-ce que j'aurai les mêmes services ou si, une fois que ce sera étatisé, ce sera du neuf à cinq? Si on voulait faire de l'amélioration, Mme le Président, sans tout chambarder, on pouvait agir et peut-être obtenir de très bons résultats et ce, toujours sans étatiser. On aurait pu être plus rigide pour l'application des lois de la circulation. Je pense qu'on n'a vraiment jamais essayé, sauf quelques rares exceptions, tel que l'a mentionné le député de Charlevoix.

On aurait pu baisser les limites de vitesse ou, en tout cas, faire appliquer les lois concernant les limites de vitesse, être plus sévères quant à la qualité des voitures, être plus sévères quant à l'usure et l'entretien des voitures, la mécanique, la qualité des pneus, le port obligatoire de la ceinture, en somme essayer vraiment tous ces moyens et éva-

luer les résultats. Car, sincèrement, Mme le Président, il faut se l'avouer, tous ces points n'ont pas vraiment été vérifiés et on n'a jamais pu essayer les résultats à long terme. C'est pour cela qu'on demande à Mme le ministre de reporter à six mois son projet de loi et d'essayer d'évaluer les résultats de plus de sévérité quant à l'application des lois.

On aurait dû le faire, Mme le Président, avant d'apporter une réforme aussi draconienne; on n'a vraiment pas essayé et on devrait le faire pendant les six prochains mois. Pour toutes ces raisons, je serai en faveur de la motion présentée par le député de Pointe-Claire, soit de reporter à six mois ce projet de loi. Franchement, la population n'est pas prête et ne sera pas prête pour le 1er mars. Il y a différentes raisons à cela, tel que l'a mentionné mon collègue de Gaspé. Les solutions préconisées sont très complexes. Quel sera le rôle du courtier? La régie sera-t-elle prête? Les compagnies d'assurances seront-elles prêtes? J'en doute. Elles ne savent pas encore ce qu'elles auront à couvrir. Les centres d'évaluation seront-ils prêts? Les centres de distribution de risques? Que feront les assureurs autorisés, le fonds d'indemnisation? Les caisses offriront-elles le service? Les ententes avec les garagistes, les courtiers, les médecins, les assureurs sont-elles prêtes? Ce sont là des questions qui n'auront peut-être pas leur réponse à temps. Pour ces raisons, j'appuie la motion du député de Pointe-Claire et c'est pourquoi on demande de reporter ce projet-là à six mois. Cela permettra peut-être au ministre de consulter autre chose que le rapport Desjardins ou encore de faire une autre tournée et, cette fois-là, de consulter et d'écouter la population, écouter vraiment la population. La population est incertaine. C'est en tout cas ce qui en ressort lorsqu'on en parle dans nos comtés ou quand on écoute parler la population. Pourquoi, Mme le ministre, tant s'entêter? Pourtant je vous aime bien, Mme le ministre, et je ne voudrais pas que vous fassiez l'erreur de ne pas écouter.

Une Voix: Voulez-vous qu'on sorte?

M. Goulet: Tout le monde vous le dit. Il y a des lacunes graves qu'il faut corriger. Vous devriez écouter les gens et essayer de trouver les solutions à ces lacunes. Prenez le temps qu'il faut, Mme le ministre — c'est là un humble conseil que je vous donne — afin d'offrir un très bon projet de loi à la population, le meilleur que la population puisse trouver. Il n'y a pas d'inconvénient, pas de honte à admettre qu'il y aurait place à amélioration. Il n'y a pas de honte à admettre cela. C'est là le message que je voudrais passer à ma grande amie Mme le ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount.

M. Duhaime: Napoléon!

M. Springate: The name is not Charron.

Mme le Vice-Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. George Springate

M. Springate: Mme le Président, je ne suis pas toujours d'accord avec mon ami le député de Pointe-Claire, mais ce soir j'endosse entièrement ses paroles. Je crois que le report demandé par mon ami de Pointe-Claire permettrait au ministre et au gouvernement de réétudier et de repenser le projet de loi concernant l'assurance automobile. Cela permettrait aussi au ministre de consulter la population encore une fois, parce que Mme le ministre a déjà consulté la population, il faut l'admettre. Elle a fait un effort. Mais...

Mme Payette: Merci.

M. Springate: Oui, je pense qu'elle a fait un effort. Mais elle peut toujours consulter de nouveau. Elle peut toujours consulter des gens qu'elle a oubliés ou qui n'étaient pas présents parce que les gens qu'elle a oubliés ou les gens qu'elle n'a pas rencontrés, eux aussi ont des opinions. Quand je me promène dans mon comté et quand je me promène dans différents endroits de la province de Québec, je constate que la population dit que l'assurance automobile est pas mal complexe. La solution apportée par le gouvernement est complexe, on ne la comprend pas.

Les gens sont mêlés, ils veulent savoir s'ils devront aller à la caisse populaire ou non, ils veulent savoir quand ils auront le droit d'y aller, ils veulent aussi savoir quel sera le rôle du courtier d'assurance. J'ai aussi une question à poser: Ceux qui auront le devoir d'informer le public seront-ils eux-mêmes informés avant le 1er mars 1978? Une autre question qui nous est posée quotidiennement dans nos comtés: Toute cette question de l'assurance automobile va nous coûter combien? Combien cela va-t-il coûter aux contribuables, à ceux qui sont déjà les plus taxés au Canada? Je dois dire, en toute sincérité, que je ne peux répondre à cette question, parce que je ne pense pas que Mme le ministre, le gouvernement ou d'autres peuvent nous dire, de façon concrète, les coûts exacts d'un tel régime d'assurance automobile.

On nous a déjà dit que pour une voiture de promenade, une prime payable à la régie serait d'environ \$120 à \$130 par année. Le Bureau d'assurance du Canada nous a aussi dit, en commission parlementaire, que si la prime variait de \$120 à \$135, 65% des automobilistes assurés subiraient une augmentation de coût pour cette portion de la prime qui couvre seulement les dommages corporels.

Les gens, les citoyens veulent savoir combien ils vont payer. Un délai de six mois permettrait à Mme le ministre de réétudier son projet, le repenser et peut-être trouverait-elle un autre moyen, un autre régime qui, en réalité, réduirait les coûts des assurés, de nos contribuables. Un délai de six mois permettrait au gouvernement d'améliorer la sécurité routière dans notre province.

J'ai lu, dans le livre bleu, que le gouvernement a beaucoup parlé d'un meilleur programme de formation des conducteurs. On en a parlé. On a aussi dit qu'on était pour intervenir au niveau législatif afin de mieux contrôler le phénomène des accidents. Est-ce que le gouvernement a fait quelque chose? Ce sont les meilleurs propagandistes au monde, je vous dis qu'ils ont le tour. Ils parlent. Qu'est-ce qu'ils ont fait? Ils ont fait des déclarations indiquant qu'ils étaient pour faire ceci et cela. C'étaient simplement des paroles. Avons-nous vu de la publicité concernant la sécurité routière? Non, pas du tout, aucune publicité. Un délai de six mois permettrait au gouvernement de commencer un programme de publicité concernant la sécurité routière. Vous savez comme moi que si on peut réduire les accidents, naturellement on réduira le coût de l'assurance automobile.

Peut-être leur budget est-il trop limité? Peut-être n'ont-ils plus d'argent? C'est peut-être ça. Ce gouvernement a-t-il augmenté la surveillance routière de la province? Avez-vous mis plus de policiers à la disposition de la Sûreté du Québec pour faire de la surveillance? Je pense que non. Avez-vous augmenté le nombre d'inspecteurs d'automobiles dans les différents coins de la province? Non. Six mois de délai permettraient au gouvernement de remédier à cela. Vous allez peut-être dire: C'est facile de parler! Le député de Westmount parle! Il parle!

Qu'est-ce que vous avez fait, vous, quand vous étiez au pouvoir, pour réduire les accidents? Ah! que je suis fier, que je suis fier d'être de la même équipe que le député de Charlevoix. Qu'est-ce qu'il a fait, lui, quand il était ministre? Oui, après les discussions entre le ministre des Transports, le député de Charlevoix et le ministre de la Justice qui est notre chef intérimaire maintenant, la surveillance routière a été intensifiée par la Sûreté du Québec. Cela, c'est quelque chose que Mme le ministre pourrait faire. Aussi, nous avons imposé une nouvelle limite maximale de vitesse sur les routes secondaires. Nous avons adopté une loi qui obligeait les automobilistes à faire usage de la ceinture de sécurité. Ce sont des choses que nous avons faites. Nous avons, grâce à l'ancien ministre des Transports, amélioré les routes de notre province et aussi nous avons instauré un système de points de démerite et ce système a porté fruit. En effet, si vous regardez les statistiques pour 1975...

Mme le Vice-Président: M. le député de Westmount, j'aimerais que vous vous en teniez à la pertinence du débat et, actuellement, nous sommes sur la motion d'amendement sur le report à six mois.

M. Springate: Merci, Mme le Président. Je parle justement, je crois, sur cette motion qui a été faite par le député de Pointe-Claire. Je veux faire savoir à Mme le ministre les différentes choses qu'elle peut faire pour réduire le nombre d'accidents sur les routes de notre province. Si elle veut réellement réduire les accidents, elle peut prendre

en considération les différents points qui ont été interdits par notre gouvernement pour réduire ces accidents et, naturellement, pour réduire les coûts.

Ce n'est pas beaucoup, six mois d'étude pour repenser son projet de loi et je crois, Mme le Président, que ces six mois nous permettront, premièrement, d'essayer, encore une autre fois, de dire à nos concitoyens dans nos comtés exactement les mesures que ce gouvernement veut prendre pour leur donner un système d'assurance automobile, parce que c'est tellement complexe. La vraie raison pour laquelle je vais voter en faveur de la motion qui a été présentée par le député de Pointe-Claire, c'est que je veux savoir exactement comment cela va coûter. Personne ici ne peut nous le dire, personne.

Mme le Vice-Président: Veuillez conclure.

M. Springate: Merci, Mme le Président. Je pense que le ministre...

Mme le Vice-Président: Rapidement, M. le député, votre temps est écoulé.

M. Springate: Mme le Président, je suis vos conseils.

Mme le Vice-Président: M. le député de Montmagny-L'Islet.

M. Julien Giasson

M. Giasson: Mme le Président, le projet de loi qui fait l'objet du présent débat est d'une importance certaine. Je pense que tous mes collègues en cette Chambre en conviennent. Voici qu'un de mes collègues, le député de Pointe-Claire, propose à cette Assemblée de reporter à six mois l'étude de deuxième lecture du projet de loi. C'est là une opinion émise par un des députés de cette Assemblée, qui a peut-être son mérite, surtout à partir du fait que le gouvernement qui est devant nous est issu d'un parti politique qui avait, entre autres éléments à l'intérieur de son programme, celui d'une réforme totale et fondamentale du régime de l'assurance automobile dans cette province.

Or, le projet de loi dont a accouché le gouvernement ne procède pas dans le sens des visions ou de la perception complète de ce que devrait être un nouveau régime d'assurance automobile. C'est là un choix que ce gouvernement a fait, je présume. Cela ne peut s'expliquer autrement. Au-delà de tout cela, est-ce qu'on doit reporter à six mois l'étude du projet de loi? Est-ce qu'il est nécessaire que le ministre qui le parraine doive continuer de revoir les différentes possibilités de réformes qui n'iraient pas exactement dans le sens du contenu de la loi 67?

Je crois que cette réforme rencontre des objectifs qu'à peu près tous partagent non seulement à cette Assemblée, mais dans la province. Même les gens qui sont les plus touchés par un tel projet

de loi sont d'accord sur certains principes de ce projet. Les gens se mettent assez bien d'accord sur le principe de l'universalité d'un régime d'assurance automobile, c'est-à-dire assurance obligatoire pour tous. Des gens du monde de l'assurance, comme des gens d'autres secteurs de l'activité de l'assurance, tels les courtiers, les agents de réclamation et d'autres personnes qui oeuvrent dans le régime de l'assurance automobile acceptent assez bien aussi l'application du principe d'un "no fault", soit total ou partiel.

Il m'apparaît, Mme le Président, après avoir lu une forte documentation relativement à l'assurance automobile, et cela depuis l'institution de la commission d'enquête qu'on a appelée l'enquête Gauvin, il est apparu à tous ceux qui ont pris connaissance de cette étude très poussée que c'est la plus complète qui n'a pas été menée depuis de nombreuses années au Québec en matière d'assurance automobile, qu'un des éléments les plus importants à l'intérieur d'une réforme touchait ce qu'on appelle la sécurité routière.

Qu'on se rappelle que l'application d'une sécurité routière vraiment bien conçue et bien appliquée constituait déjà une réduction d'au moins 10% dans le coût des primes automobiles au Québec. Or, même s'il m'apparaît que six mois est peut-être exagéré comme terme de renvoi de l'étude de ce projet de loi, je crois pour le moins, fondamentalement, qu'on pourrait retarder de quelques jours ou de quelques semaines l'étude de ce projet de loi afin de passer le plus rapidement possible à un projet de loi qui est inscrit à notre feuillet et qui aura des conséquences, dans l'immédiat, encore plus importantes que les conséquences que nous apportera le régime proposé par le ministre, soit celui d'une véritable réforme du Code de la route. C'est là un projet de loi que le ministre des Transports devra appeler ou que le leader du gouvernement devra appeler très prochainement. Pourquoi cela m'apparaît plus important? Parce qu'une réforme du Code de la route va déboucher sur la possibilité de sauver quelques vies humaines. Nous savons que la route fait beaucoup de victimes chez nous. Non seulement elle fait des victimes, mais elle fait des blessés.

Nous savons tous qu'il est encore peut-être plus important, au-delà de bien vouloir indemniser les victimes de dommages corporels, il est encore plus important d'apporter les réformes nécessaires au Code de la route, d'avoir un plan de sécurité routière beaucoup mieux appliqué, d'avoir des campagnes d'information ou de publicité qui vont faire davantage pour convaincre les citoyens québécois que l'automobile, lorsque mal utilisée, lorsque utilisée en dehors d'une prudence la plus élémentaire ou des règles de jeux établies, qui seront renforcées par les modifications apportées au Code de la route, tout cela pourra permettre, et je suis sûr que mes amis d'en face en conviennent, de sauver quelques vies humaines. Cela vaudrait la peine, Mme le Président, de retarder quelque peu, même si ce n'était pas de six mois, au moins de quelques semaines, l'étude du projet de loi 67 et de procéder le plus rapidement dans les amen-

dements apportés au Code de la route, et surtout d'obtenir que le ministre responsable du Code de la route puisse déboucher sur une meilleure application de ce Code de la route parce qu'au-delà d'accorder des indemnités, nous avons sauvé ce qu'il y a de plus précieux, soit des vies humaines.

Nous allons également éviter à beaucoup de Québécois des blessures corporelles qui causent des lésions importantes, des incapacités ou des infirmités, quelles soient temporaires, partielles ou permanentes.

D'ailleurs c'est mon collègue de Charlevoix qui, lors de son intervention de deuxième lecture, nous avait indiqué que sa vision des choses allait à peu près dans le même sens. Il s'est demandé s'il ne fallait pas avoir une réforme qui corresponde fondamentalement au désir ou à l'attente de la grande majorité des Québécois. Lorsque nous avons l'occasion, dans nos milieux, lors de rencontres, de discuter avec des gens, souvent les questions nous viennent sur ce nouveau régime d'assurance automobile. Nous sentons que les gens n'ont pas compris et surtout ils se posent beaucoup de questions sur les conséquences que ce régime aura vis-à-vis de cette possibilité de réduire les primes dans un ordre de 20%, tel que la publicité l'a laissé croire aux Québécois depuis trois ou quatre ans.

Nous ne sommes vraiment pas en mesure de répondre si le régime va fondamentalement réduire les primes. Tout au moins les indications venant du ministre lui-même ne donnent pas de certitude de réduction de primes valable. Je comprends le ministre de ne pas pouvoir donner d'indications précises parce que l'élément très important à l'intérieur du nouveau régime est constitué par le versement de rentes en compensation de rentes qui seraient indexées. Tant qu'une étude actuarielle bien faite, bien conçue, bien élaborée n'aura pas été déposée pour nous apporter une ventilation ou une extrapolation sur l'accroissement des coûts année par année avec cette clientèle qui sera intégrée selon le nombre d'années, plus celle qui viendra à chaque année, à la suite des accidents d'automobiles qui malheureusement vont continuer au Québec, tant que nous n'aurons pas cela, comment pouvons-nous dire si les primes vont diminuer? Si oui, elles vont diminuer dans l'ordre de quel pourcentage? Quels seront les coûts répartis sur une période d'années? C'est encore l'inconnu et le ministre devra l'admettre.

C'est pourquoi il ne serait peut-être pas mauvais non plus qu'on prenne un peu plus de temps pour bâtir une réforme de l'assurance automobile qui va vraiment dans le sens des désirs de la plus grande majorité qui soit. Il ne faut pas que le présent régime, qui marque tout de même une étape, un pas important dans un désir de vouloir changer les choses, constitue un avortement. Il vaut mieux peut-être prendre un peu plus de temps, y mettre un peu plus de mois avant de décider définitivement par cette Assemblée d'un régime et être sûr qu'il va aller dans le sens des attentes réelles des Québécois.

Il y a également beaucoup d'inconnu à l'inté-

rieur du régime. On pourra me dire que, si on procédait au débat article par article, des réponses pourraient nous être apportées. Je veux bien croire que nous allons avoir des réponses, mais il y a des réponses que je doute recevoir même lors du débat de deuxième lecture. Il est encore trop tôt pour appliquer ce nouveau régime au premier mars, pour qu'on ait des réponses à toutes les interrogations. Il y a des réponses qui viendront, nous le savons tous, uniquement lorsque le régime fonctionnera.

Pour ma part, je soutiens, encore une fois, en terminant, qu'il vaut mieux tasser ce projet de loi pour quelques moments, amener l'autre projet de loi soutenu par le ministre des Transports, celui des amendements au Code de la route, afin d'abord, dans un premier temps, d'épargner quelques vies humaines et beaucoup de blessés au Québec. Nous pourrions procéder, ensuite, à l'étude et tenter d'indemniser toutes les victimes et non pas celles qui seront capables de faire la preuve de responsabilité pour être indemnisées soit par des assureurs ou soit par le fonds d'indemnisation.

Mme le Vice-Président: M. le député de Beauce-Sud.

M. Fabien Roy

M. Roy: Mme le Président, pendant les quelques minutes qui me restent, je voudrais tout simplement intervenir pour dire que j'appuierai la motion présentée par le député de Pointe-Claire. Je ne le fais pas dans le but de m'opposer, parce que je suis membre de l'Opposition et que je veux chicaner le gouvernement, je le fais dans le but de demander, encore une fois, au gouvernement de nous fournir le maximum d'éclairage pour que nous puissions être le mieux informés possible sur la décision que nous sommes appelés à prendre et qui concerne tous les citoyens ou pratiquement tous les citoyens du Québec. Je pense qu'il n'y a rien de plus légitime, il n'y a rien de plus normal, pour un député membre de l'Assemblée nationale, membre d'une commission parlementaire, d'être informé. J'en ai profité, lorsque nous avons siégé en commission parlementaire, pour être en mesure d'obtenir du ministre des renseignements afin d'être éclairé, notamment pour ce qui regarde le coût du régime.

C'est la raison pour laquelle j'appuierai la motion du député de Pointe-Claire pour permettre au ministre, pour permettre au gouvernement d'offrir et de donner aux députés, à l'Assemblée nationale, un dossier complet pour que nous sachions à quoi nous en tenir et que nous puissions mesurer la portée exacte de la décision que nous serons appelés à prendre. Nous avons des comptes à rendre à nos électeurs. La population de mon comté, ceux que j'ai rencontrés en dehors de mon comté, j'ai eu l'occasion de rencontrer des groupes à Montréal, à Québec, à Saint-Hyacinthe, un peu partout, les gens s'interrogent sur la question de l'assurance automobile, les gens nous posent

des questions. Or, j'ai demandé au gouvernement, j'ai demandé au ministre de nous fournir les coûts du régime, le coût global, d'abord, c'est élémentaire que nous le sachions. Quel sera le coût pour les assurés? Les hypothèses de tarification, on nous en a donné une, on nous a dit qu'elles étaient en révision, qu'il y aurait diminution de coût; il y a eu une multitude de questions qui ont été posées en commission parlementaire pour lesquelles nous n'avons pas eu de réponses et pour lesquelles j'espérais que nous puissions avoir des réponses avant même d'entreprendre le débat de deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

J'ai demandé au ministre ce que cela allait représenter pour les citoyens qui demeurent dans les régions frontalières, quelles seront les implications, quels seront les coûts pour ces personnes, quels seront les engagements, les obligations, les coûts additionnels? On n'est pas capable de nous donner ces renseignements.

Mme le Président, si on veut être logique avec soi-même, si on veut travailler dans le meilleur intérêt du Québec et des Québécois, je pense que c'est absolument normal, légitime, que nous puissions avoir ces renseignements.

Je regarde un peu mes collègues du côté ministériel et je me demande s'ils sont mieux informés que moi, si eux sont en mesure de répondre à ces questions, Mme le Président. Pour vérifier si le gouvernement est réellement prêt à faire voter sa loi à l'Assemblée nationale, est-ce que mes collègues du côté ministériel sont mieux informés que je peux l'être sur ces questions fondamentales? S'ils sont mieux informés, Mme le Président, c'est signe qu'ils ont des documents que nous n'avons pas.

Je m'interroge, à ce moment, sérieusement sur le caractère vraiment démocratique, sur l'attitude qu'on veut adopter. Quand j'ai demandé au ministre de nous déposer les documents, elle ne nous a pas dit que les documents étaient prêts et qu'ils les gardaient justement pour les discuter au sein du caucus du parti ministériel. Elle nous a dit que les documents n'étaient pas prêts, qu'ils étaient à l'étude à l'heure actuelle et que, plus tard, elle pourrait peut-être être en mesure de nous les donner. Je ne dirai pas que Mme le ministre s'est engagée à nous les fournir avant l'appel de la motion de la deuxième lecture. Il faut quand même être honnête.

Nous avons demandé et nous avons répété la demande à maintes et à maintes occasions d'avoir ces documents. Je me souviens trop d'avoir lutté, d'avoir bataillé ici à l'Assemblée nationale, avec mes collègues du Parti québécois, s'il vous plaît, contre des chèques en blanc qu'on demandait à l'Opposition, à un moment donné. Nous sommes en face exactement de la même situation. Mme le Président, il me reste encore cinq minutes; j'ai bien l'intention de les utiliser, mais, comme il est onze heures, je proposerai l'ajournement du débat.

Mme le Vice-Président: Cette motion est-elle adoptée?

Une Voix: Adopté.

Mme le Vice-Président: Adopté. M. le député de Mégantic-Compton avait manifesté l'intention de se prévaloir de l'article 174 de notre règlement.

M. Goulet: Mme le Président...

Mme le Vice-Président: M. le député de Belchasse.

M. Goulet: ... M. le député de Mégantic-Compton est en commission. Il arrive. Je m'excuse, c'est ce que je voulais vous dire.

Mini-débat sur l'affaire Marion

Le Président: M. le député de Mégantic-Compton, conformément à l'avis qui a été donné cet après-midi, nous allons maintenant procéder à ce qu'on convient d'appeler le mini-débat. Je vous rappelle les règles, M. le député de Mégantic-Compton. Vous avez exactement cinq minutes, de même, M. le ministre de la Justice, vous aurez cinq minutes pour répondre, après quoi la séance sera ajournée.

M. le député de Mégantic-Compton, vous avez la parole.

M. Fernand Grenier

M. Grenier: M. le Président, pour répondre à une question d'un éditorialiste de ce matin, à savoir le pourquoi de mon intervention dans l'affaire Marion, je dois vous dire d'abord que, comme député de la circonscription de Mégantic-Compton, j'ai un intérêt bien particulier et aussi comme législateur. Comme il le mentionne dans son éditorial, c'est le rôle d'un député de faire adopter des lois, mais c'est le rôle d'un député aussi de les faire appliquer avec des aides, bien sûr, et de voir à l'administration de son comté. S'il a des problèmes qui sont suscités au niveau de son comté, il y est intéressé. Je n'ai pas besoin de vous informer que la famille Marion habite ma circonscription électorale depuis nombre d'années et que je connais des membres de cette famille depuis au-delà de 20 ans.

Si la famille immédiate de Mme Marion habite Sherbrooke, elle vient de mon comté. Les gens ont connu fort bien Abel Marion, qui a été le père de Charles et président de l'UCC pendant nombre d'années.

Le rôle d'un député est également de s'intéresser à l'argent qui peut être dépensé, autour de \$750 000 dans l'affaire Marion. C'est une autre raison pour laquelle je m'intéresse à cette question.

Je dois d'abord dire qu'aux questions posées cet après-midi au ministre quatre questions sont restées sans réponse. L'une porte sur le coût. Le ministre m'a répondu que c'était, en chiffres ronds, environ trois quarts de million. Quant à deux autres questions que j'ai posées, le ministre a répondu vaguement, soit à la question sur la deuxième livraison ratée sur la rue Belvédère, de même que sur l'échange d'enquêteurs. Il a ré-

pondu très vaguement en invoquant le "haut degré de professionnalisme de la Sûreté du Québec". N'ayant pas eu de réponse aux quatre autres questions, à savoir s'il y avait un autre corps policier qui était intervenu dans cette affaire, si la Sûreté du Québec locale se préparait à donner une conférence de presse, à rétablir la crédibilité de la famille Marion, de même que sur l'échange d'enquêteurs, je me devais d'intervenir ce soir et de demander plus d'éclaircissements sur ce problème.

Le ministre me répond en disant que deux objectifs sur trois sont atteints, à savoir la vie physique de Charles Marion, deuxièmement la réduction de la rançon, et que la troisième était à atteindre à savoir la mainmise sur les criminels. Je dois préciser que si le premier objectif, qui est la vie physique de Charles Marion, est maintenant une chose clarifiée, il faut vous dire que cet homme est devenu, depuis cet enlèvement, une loque humaine, sa vie morale est loin d'être sauvegardée. Deuxième point, à savoir que les \$50 000 exigés de la famille Marion sont une déduction de \$950 000 sur la première somme exigée des caisses populaires, je m'interroge à savoir si \$1 million exigé des caisses populaires était plus élevé que \$50 000 pour la famille Marion.

M. le Président, je voudrais rectifier les faits qui font que j'aurais pu mettre en doute la qualité du travail de la Sûreté du Québec. Ce que je voudrais rendre clair, ici, c'est que la Sûreté du Québec, par tactique, je ne voudrais pas la juger ici, a laissé porter l'onéreux par la famille Marion. Est-ce une tactique? C'est ce que je voudrais savoir du ministre puisque des media d'information ont déclaré que les vrais responsables de l'enlèvement pouvaient être Charles Marion lui-même ou son fils Pierre, venu d'Ottawa.

J'aimerais savoir du ministre s'il a des informations capables de laver la famille Marion, de la réhabiliter et de donner à la famille Marion le goût d'une vie normale. Je ne doute pas de la capacité des gens de la Sûreté du Québec. Dans ce secteur, il s'est fait un travail intéressant, mais j'aurais aimé avoir des précisions sur certains événements qui se sont produits. S'il s'agit d'une tactique de la Sûreté du Québec pour permettre aux journalistes de poser les questions que se posait la population, je pense qu'il serait temps qu'on le sache.

M. le Président, vous me faites signe que mon temps achève. Je voudrais bien que le ministre donne ce soir certaines explications. Je connais le ministre pour son intégrité, je le sais également prudent dans ses réponses, mais je lui demanderais un surplus d'information ce soir. Soyez sûr que je resterai dans ce dossier jusqu'à la fin. J'interviendrai pour ces gens tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas fait la lumière sur l'affaire Marion, qui est l'événement no 1 non seulement du Québec, mais du Canada tout entier.

Je demande au ministre de faire la lumière là-dessus et de donner le goût de vivre à la famille Marion, à Mme Marion, à son mari, à Pierre, à son épouse et au maire de Sainte-Edwidge, M. Jean Martineau, et leur permettre de réintégrer la société. Je vous remercie.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Marc-André Bédard

M. Bédard: Il me semble que nous avons assisté beaucoup plus à une mise au point qu'à la formulation de questions additionnelles. Je ne conteste pas l'intérêt du député au dossier de l'enlèvement de M. Marion, je pense que c'est tout à fait normal qu'il nous dise qu'il est de son intention de suivre l'évolution de ce dossier. Je puis lui dire également que c'est bien mon intention et celle de la Sûreté du Québec, non pas d'abandonner ce dossier, mais de continuer et de faire tous les efforts nécessaires afin de clore ce dossier par la mise en accusation des ravisseurs de M. Marion.

Effectivement, de la même manière que le député a l'intention de poursuivre ses efforts afin que la lumière soit faite, c'est la même chose de la part du ministère de la Justice, de tout mettre en oeuvre afin que la lumière soit faite.

C'est dans ce sens que j'ai dit que sur les trois objectifs qui sont toujours poursuivis lorsqu'il y a un enlèvement et une demande de rançon, deux ont été atteints à l'heure actuelle, à savoir que la vie de M. Marion a été sauvée. Je suis d'accord avec le député qu'il y a toujours les séquelles morales qui demeurent. Concernant le deuxième objectif, la Sûreté du Québec l'a atteint, dans le sens qu'elle n'a pas obtempéré aux exigences des ravisseurs. Effectivement, cette attitude de la part de la Sûreté du Québec a non seulement contribué à ce que d'une rançon d'un million on s'en soit rendu, à la fin de cette affaire, à un montant de \$50 000, mais surtout, je pense que l'attitude de la Sûreté du Québec a contribué à faire en sorte de dissuader ceux qui pourraient éventuellement avoir les mêmes desseins en tête que les ravisseurs de M. Marion.

Il est évident qu'il aurait pu être très facile de régler ce dossier en cédant aux demandes qui étaient faites par les ravisseurs. Tel n'a pas été le cas. Tenant compte de l'analyse de toutes les circonstances et les conseils qui ont été donnés par la Sûreté du Québec aux caisses populaires et à la

famille Marion de ne pas déboursier ce montant de \$1 million demandé, étaient justifiés. Je pense que les faits lui donnent raison.

Pour ce qui est du troisième objectif, tout ce que je peux dire au député, c'est que la Sûreté du Québec n'a pas diminué ses efforts et qu'elle a les instructions de tout mettre en oeuvre pour en arriver à l'arrestation des ravisseurs de M. Marion.

Concernant les rumeurs qui ont été publiées dans les journaux, je ne crois pas qu'il faille en tenir compte, ou en tenir coupable la Sûreté du Québec. Ces rumeurs qui ont été publiées dans les journaux... Il faut bien comprendre une chose, je pense que la Sûreté du Québec avait une enquête très précise à faire; son enquête ne consistait pas à répondre à toutes les rumeurs qui effectivement ont été véhiculées par les journaux. Ce n'est pas son travail. Il y a eu tellement de rumeurs.

S'il avait fallu que chaque fois la Sûreté du Québec tienne des conférences de presse pour faire des mises au point, il lui aurait resté très peu de temps pour s'occuper de ce pourquoi elle était là, à savoir l'enlèvement de M. Marion.

Je termine là-dessus, M. le Président. Pour ce qui est de ces rumeurs et du fait que cela ait pu affecter la famille Marion, je tiens à rappeler ce que j'ai dit cet après-midi: Lorsqu'il y a des accusations à porter, lorsqu'il y a lieu de porter des accusations, le ministère de la Justice les porte. S'il n'y a pas d'accusations portées, je pense qu'il va de soi que la présomption d'innocence doit être respectée par l'ensemble de la population, en fait. Même s'il y avait des accusations portées, cette notion de présomption d'innocence demeure toujours. Autrement dit, M. le Président, l'enquête continue. Nous allons y apporter toute l'attention possible et soyez convaincu que je suis aussi désireux que le député de voir à ce qu'il y ait un dénouement rapide et heureux à cette enquête qui a duré déjà trop longtemps.

Le Président: L'Assemblée ajourne ses travaux à demain, le 2 novembre, 15 heures.

(Fin de la séance à 23 h 13)